

Nouvelles idées pour la dette

Amasser 30 % de la dette des principaux débiteurs du tiers-monde : la proposition de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) dans son rapport annuel peut paraître provocatrice ou utopique. On ne peut lui dénier une certaine logique et, de la part de l'organisation, une bonne dose de pragmatisme. Logique, elle l'est de toute évidence : le piège de la dette dans lequel nombre de gouvernements se débattent depuis six ans se traduit par une croissance moindre pour la communauté internationale et par des exportations en baisse pour les pays industriels. On oublie parfois en ne s'intéressant qu'à l'aspect financier du lourd et complexe dossier de l'endettement.

Les retombées d'une action concertée pour renouer avec un cercle vertueux d'expansion et de saine gestion sont difficiles à évaluer. Mais il est certain qu'un allègement de la dette, bien orchestré, permettrait aux débiteurs d'acheter plus à l'étranger. Comme il est sûr qu'un tel processus bénéficierait en premier lieu aux Etats-Unis, fournisseur privilégié de l'Amérique latine, la région la plus endettée. C'est un argument de poids, habilement utilisé par la CNUCED, alors que le déficit commercial américain constitue l'un des facteurs des grands déséquilibres économiques mondiaux.

Les dirigeants de la Conférence ont veillé à donner une dimension réaliste à leur proposition. Ils font miroiter aux banques une revalorisation de leurs créances alors que la fiction du recouvrement de la totalité de la dette a voilé en éclats. Aux pouvoirs publics, ils demandent d'accompagner l'effort bancaire par des mesures d'incitations fiscales ; aux organisations multilatérales, de consentir une bonification des taux d'intérêt.

Ce partage des sacrifices n'exclut nullement les débiteurs. En ce domaine, la CNUCED rompt avec une vieille tradition. Favorable à l'étude au cas par cas du problème de la dette, elle s'est longtemps montrée critique à l'égard de la « conditionnalité », ce terme barbare utilisé pour désigner les conditions préalables à l'accès de prêts du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale. Elle s'y raille ouvertement aujourd'hui et appelle les pays endettés à poursuivre leur assainissement sous la surveillance du FMI ou de la BIRD.

Reste à savoir si ce pragmatisme, cohérent avec la réflexion des spécialistes de la dette, portera ses fruits. Délicate mais possible entre pays industriels lorsqu'il s'agit d'accompagner le redressement de la première puissance mondiale, les Etats-Unis, la coopération reste laborieuse entre le Nord et le Sud. La CNUCED en est parfaitement consciente. Au moins prend-elle acte dans l'espoir d'avoir eu raison trop tôt dans la lente évolution de la stratégie de la dette.

(Lire nos informations page 20.)

Les mesures de désarmement
Premier retrait de Pershing-II de RFA
Page 5

M 0147 - 0903 0 - 4,50 F
3790147004500 09030

Revalorisation des carrières et développement des formations

M. Lionel Jospin annonce un « contrat social » entre l'Etat, les régions et les syndicats d'enseignants

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a annoncé, au cours de sa conférence de presse de rentrée, le vendredi 2 septembre, que la priorité accordée par le gouvernement à l'éducation devra faire l'objet d'un « contrat social » entre l'Etat et l'ensemble de ses

partenaires. Ce contrat, qui devrait prendre la forme d'une loi de programmation, aura deux volets : le développement des formations, en collaboration avec les collectivités locales, et la revalorisation de la condition enseignante, en concertation avec les organisations syndicales.

Mais si ce dossier est pour M. Jospin « une des conditions de la réussite de ce contrat entre la nation et son école », il est aussi d'une telle complexité et a de telles implications financières que le ministre ne l'aborde encore qu'avec la plus grande prudence.

(Lire nos informations page 8 et l'article de Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports, page 10.)

Le blocage des négociations irano-irakiennes

M. Perez de Cuellar passe le relais à un diplomate suédois
PAGE 4

L'aéroport de Kaboul bombardé

Violente attaque de la résistance
PAGE 5

Assouplissement au Chili

Les exilés autorisés à rentrer
PAGE 4

L'avion fantôme

Recherches tous azimuts
PAGE 9

Chronique de 1789

L'année sans pareille
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve en page 24

POINT DE VUE : la succession à la CFDT

L'après-Maire

L'annonce de l'abandon, en novembre, par M. Maire de son poste de secrétaire général amène à s'interroger sur l'avenir de la CFDT. C'est à cette réflexion que se livre M. Raymond Soubie, directeur de « Liaisons sociales », et ancien conseiller pour les affaires sociales et culturelles successivement aux cabinets de MM. Jacques Chirac et Raymond Barre. Il est également administrateur général délégué de l'Opéra de Paris.

Edmond Maire aura pendant tant d'années incarné si bien et si fidèlement la CFDT qu'on peut

légitimement se demander ce que celle-ci va devenir après son départ. Générosité, désir passionné de comprendre les évolutions de son temps, volonté de trouver des solutions neuves et hardies avec un penchant certain pour la morale et un goût fréquent de l'abstraction : ses grandes qualités et ses quelques défauts furent à la fois ceux de l'organisation et de son secrétaire général. Tous deux se ressemblaient si bien qu'on ne savait pas lequel des deux influençait l'autre.

Des trois moments forts de l'histoire de la CFDT - la rupture avec la CFTC, l'apogée du syndicalisme révolutionnaire et enfin la « resyndicalisation » - Edmond Maire a dominé profondément et durablement les deux derniers.

Succéder à une personnalité qui a objectivement occupé, comme d'autres leaders syndicaux, une place d'importance dans l'histoire de son pays n'est évidemment pas facile. Jean Kaspar a l'étoffe de la fonction. Son regard aigu sur l'évolution des comportements, son talent de négociateur, son réalisme et sa foi l'y portaient naturellement. Le relais va être assuré sans heurts et sans querelles intestines, et sans doute bien assuré.

(Lire la suite page 21.)

Le Monde
SANS VISA
En Australie, sur les traces de D.H. Lawrence
■ Escapes ■ La table ■ Jeux
Pages 11 à 14



M. Barre s'attire les foudres du RPR et de l'UDF

Lire page 6 les articles de JEAN-MARIE COLOMBANI et de DANIEL CARTON.

La recherche d'un règlement de la crise en Pologne

Solidarité veut participer à la formulation de la politique économique

nous déclare le professeur Geremek, conseiller de M. Walesa

Une certaine détente sociale s'est amorcée en Pologne, où la plupart des grévistes ont cessé leur mouvement à l'appel de M. Lech Walesa. Depuis Varsovie, l'historien Bronislaw Geremek, l'un des principaux conseillers du président de Solidarité, a bien voulu répondre aux questions du « Monde » sur la situation après la rencontre de M. Walesa et du ministre de l'intérieur. Il confirme que

M. Walesa n'a obtenu aucune garantie de pouvoir et révèle que Solidarité accepterait de fonctionner dans le cadre de la législation syndicale existante si l'opposition obtenait le droit de créer des associations indépendantes et des « clubs de pensée politique ». Si le pouvoir ne prend pas les décisions qui s'imposent, « il le paiera très cher et nous avec lui », ajoute le professeur Geremek.

Après la rencontre de M. Walesa et du ministre de l'intérieur, que sait-on des conditions dans lesquelles se réunira la table ronde proposée par le pouvoir ?
- La proposition de la table ronde reste tout à fait obscure. On n'en sait que ce qui a été dit dans quelques déclarations du général Jaruzelski et du général Kiszcak, et qui ne contiennent aucun détail sur la composition, le nombre de participants, les institutions, mouvements ou organisations concernés, ni sur l'ordre du jour. On a l'impression que la conception de la table ronde est inspirée du chef de l'Etat. Si c'est cela, je dois dire que l'expérience du conseil consultatif est plutôt négative, parce que cette institution donnait une liberté de parole assez large mais n'avait aucun pouvoir de décision, aucune possibilité de dialogue entre les différents groupes et opinions.

J'irai plus loin. Il y a une contradiction entre le concept même de la table ronde et les nécessités du moment. Actuellement, après ce premier entretien Kiszcak-Walesa et l'arrêt de presque toutes les grèves, nous avons besoin de négociations concrètes, donc d'une table où il y ait de chaque côté les représentants du pouvoir et ceux des grévistes.

Ce n'est pas une table ronde ?
- Plutôt une table carrée que ronde. Ce n'est qu'ensuite qu'on pourra imaginer un débat général sur les perspectives d'évolution politique, économique et sociale du régime. Mais il y a d'abord un paquet concret de problèmes à négocier.

Quels sont les problèmes prioritaires à négocier ?
- Il y a trois points-clés : un, le pluralisme syndical et la législation de Solidarité. Deux, l'élargissement du pluralisme au domaine social, dans la vie publique, ce qui ne signifie pas le pluralisme politique, mais la liberté de créer des associations, des clubs de pensée politique. Trois, l'établissement d'un pacte anti-crise.

Il y a un lien direct entre ces trois points : la nécessité de donner tout d'abord aux travailleurs polonais une véritable représentation. Un syndicat. C'est Solidarité. Si ce problème-là n'est pas résolu, les questions nationales polonaises resteront conflictuelles, parce que le véritable conflit en Pologne se situe dans le milieu ouvrier. Donc, si on veut résoudre ce conflit, il ne suffit pas de donner des libertés aux intellectuels.

(Lire la suite page 3.)

CLAUDE LÉVI-STRAUSS

se confie à : DIDIER ERIBON.
APOSTROPHES
9 SEPTEMBRE

EDITIONS ODILE JACOB

سكوا من الأصل

CHRONIQUE DE

1789

40. L'année sans pareille

1789 s'achève. Année de violences, mais aussi de la naissance d'un régime libéral et parlementaire, et surtout de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Cette déclaration trace désormais la ligne de partage entre les Etats de droit et les autres. Et pourtant la Révolution, sous le coup d'un double conflit avec le roi et avec l'Eglise, va se trouver entraînée vers les heures les plus sombres... après cette « année sans pareille dans notre histoire ».

par MICHEL WINOCK

ARRIVÉS au terme de 1789, on ne peut éviter de tenter un bilan, quand bien même la Révolution n'est encore qu'à ses débuts. Tout au long de ce récit, je me suis efforcé d'éviter deux écueils : le lyrisme commémoratif et le dénigrement sceptique. Ce sont les deux styles de notre guerre intestine. Les uns ne veulent voir que la grandeur de l'événement sans considérer ses manques, ses défauts et, disons-le, ses horreurs. Les autres, insensibles à l'extraordinaire explosion de liberté qui a préparé la France moderne, ne veulent prendre en compte que ce qui annonce la dictature jacobine et les massacres de Vendée.

L'historien n'a pas à jouer le Salomon du haut du juchoir que le temps lui a offert. Du moins peut-il, mieux que les contemporains des faits qu'il relate, dégager leur portée et comprendre leur mouvement. La difficulté pour lui est de se libérer des passions de sa propre époque afin de ne pas projeter dans le passé les obsessions du jour. Néanmoins, il n'a pas, jamais, le droit de se dérober. L'historien lui-même est dans l'histoire. Et s'il peut aujourd'hui parler de la Révolution avec plus de sérénité qu'autrefois, c'est que l'héritage de 1789 est commun à l'immense majorité des Français. Au lieu que jadis la Révolution appartenait à la gauche et que la droite était antirépublicaine, ce n'est plus, désormais, l'une et l'autre se réclamant des droits de l'homme, comme les noms des sociétés qui s'opposent en font foi : Espace 89 et Club 89.

Pour m'être plongé pendant des mois dans les textes qui ont précédé la convocation des Etats généraux, puis dans les discours, les journaux, les brochures qui ont exprimé la naissance de l'Assemblée constituante et ses décisions, j'ai ressenti d'abord, qu'on m'en excuse, un sentiment de fierté. Je me trouvais devant des hommes, nos ancêtres, peut-être naïfs, mais vraiment pétris de bien comme de mal, dans une volonté d'émancipation qui ne se bornait pas à leur patrie mais qui les revendiquait pour l'humanité. Je ne crois pas céder ici à une propagande de gauche. J'en prends pour témoins deux écrivains qui sont plus dans le récit que dans le droit.

« J'ai beaucoup étudié l'histoire, écrit-il, et j'ose affirmer que je n'y ai jamais rencontré de révolution où l'on ait pu voir au début, dans un aussi grand nombre d'hommes, un patriotisme plus sincère, plus de désintéressement, plus de vraie grandeur. La nation montra le principal défaut, mais aussi la principale qualité qu'a la jeunesse, l'expérience et la générosité. »

Voici maintenant Chateaubriand : « L'Assemblée constituante, malgré ce qui peut lui être reproché, n'en reste pas moins la plus illustre congrégation populaire qui jamais ait paru chez les nations, tant par la grandeur de ses transactions que par l'immensité de leurs résultats. Il n'y a si haute question politique qu'elle n'ait touchée et convenablement résolue. »

Ne dissimulons pas, néanmoins, ce qui a pu nous choquer dans l'inventaire partiel auquel nous nous sommes livrés. D'abord, la violence. Celle-ci, voilà une trentaine d'années, heurtait moins les esprits rompus à la dialectique. La Résistance et les guerres de décolonisation avaient accoutumé à la violence - cette « saccageuse de l'histoire ». Un Albert Camus se sentait parfois très isolé en dénonçant le culte qui lui était rendu : on le traitait de « belle âme ». Aujourd'hui, les actes du terrorisme nous révèlent, et nous sommes devenus plus sensibles aux excès meurtriers du passé. Comment pourrions-nous nous extasier au souvenir de ces têtes brandies au bout des piques et de ce cri de la rue répété : « A la lanterne ! » Et si dans quelques manuels, on peut encore lire le récit des journées d'octobre comme un des hauts faits du génie populaire, il faut avouer qu'en prenant connaissance de ces événements, heure après heure, nous comprenons la répulsion d'un Lully-Tollendat, député populaire pourtant, qui donna sa démission de l'Assemblée sur le coup de l'indignation.

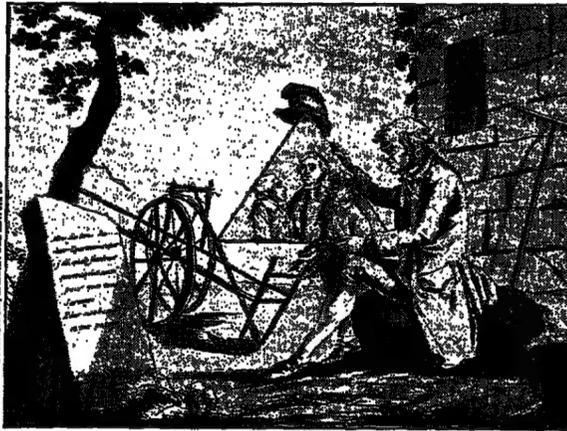


ENTENDONS-NOUS bien : cette violence, ce goût du meurtre, cette fascination du sang, ils ne sont pas propres au peuple révolutionnaire. Ils sont aussi un legs du passé ; ils appartiennent à nos sociétés et ils composent une mentalité, qui, toutes choses ne sont pas les mêmes. Il reste que, tout en se gardant de l'anachronisme, on ne saurait tenir pour admirables la justice expéditive et les autres fruits mortels de la psychologie des foules. Mais ce sera justement à l'Etat de droit, issu de 1789, de pacifier les mœurs. Longue marche ! On sait qu'aujourd'hui encore une majorité de nos concitoyens, selon les sondages, souhaite le rétablissement de la peine de mort : n'est-ce pas, sur un mode plus feutré et plus sélectif, une autre manière de clamer : « A la lanterne ! »

Autre chose nous a souvent alertés dans les travaux de l'Assemblée nationale : que celle-ci fût si souvent l'objet de pressions, de manipulations. Elle a dû s'imposer d'abord contre la volonté royale, s'affirmer en dépit d'une lourde présence militaire. L'insurrection des faubourgs l'a sauvée de la dissolution. Mais aussi bien les députés se sont-ils sentis dépendants d'une force extérieure : les menaces proférées des galeries, les listes de proscription issues du Palais-Royal, les injures et les coups qui ont été parfois distribués au sein de la salle des séances, les attaques des journaux qui se sont multipliées... On ne peut passer sous silence ces aspects de contrôle de la représentation nationale par une minorité active. De même, la genèse du Club des jacobins, à partir du Club breton, nous a montré la mise en condition interne de l'Assemblée : comment les séances pouvaient être préparées et les votes décidés par une faction qui entend parler au nom du peuple français.

On ne doit pas, cependant, perdre de vue que nous assistons en 1789 à la naissance d'un régime libéral et parlementaire. Tout reste à inventer. Il n'existe point de partis politiques. On se rend compte combien ceux-ci sont indispensables non seulement à la vie de la démocratie, mais à la protection même de l'Etat. Celui-ci, isolé dans une immense assemblée, communiquant difficilement avec ses mandataires, peut-il braver aisément une opinion majoritaire ? Le parti organisé du XIX^e siècle lui donnera ce courage et cette fermeté de conviction. Reste que les constituants recherchent le plus souvent l'unanimité : que les « factions » sont à leurs yeux une anomalie, voire un scandale ; que l'opposition est coupable ; le dogme rousseauiste de la volonté générale ne fait pas toujours bon ménage avec la liberté de conscience et d'expression. Il faut en convenir : le pluralisme, une de nos valeurs modernes, n'était pas dans la conception révolutionnaire.

Malgré ces ombres au tableau, 1789 force notre admiration et notre reconnaissance. Allons au principal : la France a déclaré au monde les droits de l'homme et du citoyen. Les Américains, sans doute, avaient aussi et avant les Français, proclamé leurs droits, mais les articles votés par la Constituante qui ne font aucune référence à la situation nationale sont d'une portée universelle. Cette Déclaration reste le fondement de notre vie politique ; elle est notre charte commune ; elle détermine l'instrument d'appréciation des régimes politiques ; elle trace la ligne de partage entre les Etats de droit et les autres. Elle est notre propre boussole, à nous Français, dans les



Malgré des ombres au tableau, 1789 force notre admiration et notre reconnaissance. Allons au principal : la France a déclaré au monde les droits de l'homme et du citoyen. La « Déclaration », c'est l'acte de naissance d'un peuple libre.

cas où nous serions tentés d'oublier ses impératifs catégoriques. C'est l'acte de naissance d'un peuple libre. La loi ne venait plus d'en haut ; tous les citoyens étaient appelés à y concourir.

Une critique marxiste a dénoncé dans cette Déclaration ses limites bourgeoises, parce qu'il est question de la propriété comme d'un « droit inviolable et sacré ». Mais deux cents ans après nous pouvons juger du reste : le sort de la liberté et même de l'égalité quand l'Etat a cessé de respecter la propriété. Rousseau lui-même en avait défendu le principe, mais la gauche socialiste a dû faire du chemin pour en convenir : l'abolition de la propriété privée n'est qu'un préalable à la suppression des libertés. Evidemment, les abus de la propriété sont aussi à redouter : le monopole est liberticide. Mais les abus d'un droit, qui sont réformables, ne peuvent être prétextes pour supprimer le principe.

Mario-Antoinette, « l'Autrichienne », s'entretient régulièrement avec sa famille impériale. L'idée de « trahison » n'est encore appliquée, dans les aristocraties, qu'à des personnes ; en misant sur les troupes des autres dynasties, le roi et la reine n'ont jamais le sentiment de manquer à leur patrie. La défense du trône, la défense de l'autorité monarchique, voilà leur devoir.

On prétendement, l'Plan révolutionnaire de 1789 consacrer la solidarité patriotique. En abolissant les ordres et les privilèges, les Français ont décidé de former une nation, dont la volonté prévalait sur celle du monarque. Un compromis constitutionnel a néanmoins été passé entre lui et le peuple. La bataille du veto peut être considérée comme une défaite royaliste, dans la mesure où ce veto était seulement suspensif. Il n'en demeure pas moins que les droits du souverain étaient reconnus : c'était une concession aux préjugés, comme aurait dit Mirabeau, un arrangement entre les principes et les réalités. Bref, un régime de monarchie limitée était le but des constituants. Ce n'était pas celui de Louis XVI.

De ce conflit ont résulté les premières grandes violences. A la menace de contre-révolution, l'insurrection populaire de la mi-juillet a mis fin. Les causes proprement alimentaires de la révolte ont secondé les desseins politiques de l'Assemblée. En ce sens, les journées de juillet et d'octobre ont trouvé leur justification : elles étaient habiles, mais elles savaient la Révolution. Néanmoins, la contradiction demeurait : la fuite du couple royal à Varennes, en juin 1791, ou sera l'éclatante révolution. Certains esprits ont senti l'impossibilité de faire admettre par l'ancien roi absolu sa « relativisation ». Mirabeau a été de ce camp. Quitte à changer de régime, il fallait, puisqu'on gardait la monarchie, changer de roi. Les Anglais avaient donné l'exemple en 1688 : une fois Jacques II chassé, il était facile de faire succéder par son successeur, Guillaume d'Orange, la Déclaration des droits. Edgar Quinet en a tiré la leçon :

« Nous sommes capotés/hud [il écrit en 1865] que, pour passer d'un ancien ordre de choses à un nouveau, il faut chan-

se montrer, à l'occasion, très ouvert aux propositions libérales. Bref, l'Eglise de France, en tant que telle, n'était pas encore en porte à faux dans une société restée profondément catholique et qui tentait de concilier l'esprit nouveau avec la tradition de croyance majoritaire. Le divorce, pourtant, se révélait inévitable.

On peut bien, à ce propos, évoquer les circonstances. Tout viendrait de la décision de la confiscation des biens du clergé, à la suite de la ruine des finances publiques. La nationalisation des propriétés confisquées à la réforme globale de l'institution ; la réforme, décidée unilatéralement, entraînerait les protestations ; les protestations conduiraient à l'imposition du serment de fidélité ; et le serment, au schisme. L'engrenage fut bien celui-ci. Mais pour expliquer le schisme on ne doit pas s'aventurer sur les chances d'entente possibles entre la doctrine rousseauiste et le pensée des Lumières. Pie VI ne se contenta pas de dénoncer la rupture d'un concordat décidé sans son avis ; il prendra part contre la Déclaration des droits de l'homme. Il n'était pas tolérant pour le magistère romain que la Vérité - à ses yeux indivisible - n'ait été soumise à une libre conscience, que sa critique pût être diffusée par la liberté d'expression.

Or la France était catholique quasi sans partage. La monarchie absolue en avait ainsi décidé. L'Edit de tolérance était anglais. Le pluralisme, dont nous parlions plus haut, n'était pas acceptable par la papauté, non plus que par une bonne partie du clergé, comme en témoignent des cahiers de doléances. Ainsi, entre la France catholique et la Révolution, l'antagonisme, encore naissant en 1789, allait s'aggraver. L'anti-libéralisme de l'Eglise allait contraindre le foyer de la contre-révolution, dans un pays où la Réforme protestante avait été interdite par le pouvoir séculier.

CES deux sources de résistance à l'œuvre constitutionnelle allaient alimenter les grandes eaux de la contre-révolution, faciliter les interventions extérieures, rendre la même coup radicaliser le mouvement : devenue impossible, la monarchie constitutionnelle fera place à la République ; celle-ci, accueillie à la défensive par ses ennemis

Tocqueville : « J'ai beaucoup étudié l'histoire et j'ose affirmer que je n'y ai jamais rencontré de révolution où l'on eût pu voir, au début, dans un aussi grand nombre d'hommes, un patriotisme plus sincère, plus de désintéressement, plus de vraie grandeur. La nation y montre le principal défaut, mais aussi la principale qualité qu'a la jeunesse, l'expérience et la générosité. »

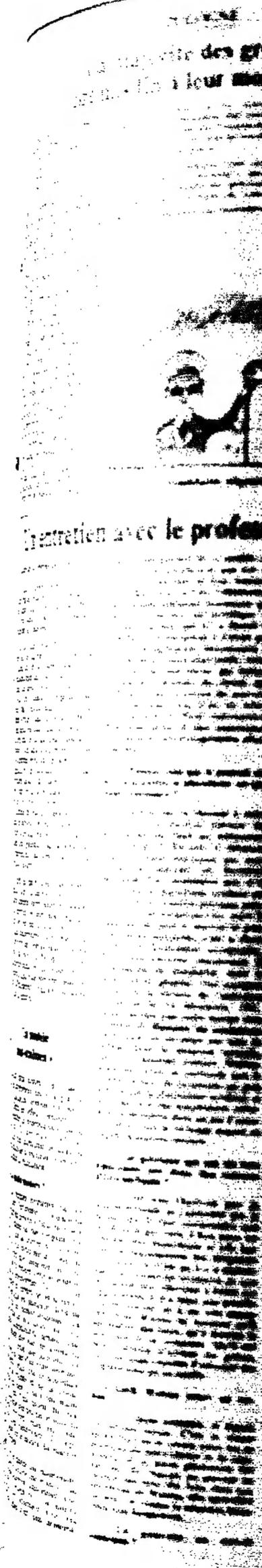
intérieurs et extérieurs, devra laisser libre cours à son mauvais génie : le Terrorer jacobin.

Dans cette interprétation, qui est largement celle des libéraux et des républicains du XIX^e siècle, 1793 apparaît comme un dérapage ou comme une parenthèse, produite par les circonstances. L'important restait 1789 ; la suite était accidentelle. Cependant, dans l'exercice de comparaison entre notre Révolution et celles de l'Angleterre et des Etats-Unis, l'exercice généralement conclu en notre défaveur, puisque les Français n'ont pas su « finir » leur révolution, au lieu qu'Anglais et Américains ont pu transformer peu à peu leur régime politique vers la démocratie libérale sans troubles inutiles. Il faut noter que les deux obstacles qui ont embêté le moteur révolutionnaire français, la contre-révolution politique et la contre-révolution religieuse, étaient ou absents ou sensiblement affaiblis dans l'Angleterre de 1688 et dans l'Amérique de 1776.

Pour finir, laissons les comparaisons. Restons dans l'enthousiasme des grands commencentements. Louis-Sébastien Mercier l'a exprimé dans les *Annales patriotiques* d'une façon certes caustique, mais cette fraîcheur de sentiment fut aussi un des traits de l'époque, parfois pour le pire, souvent pour le meilleur :

« Adieu, mémorable Année, et la plus illustre de ce siècle ! Année unique où les augustes Français ramènèrent dans les Gaules l'égalité, la justice, la liberté que le despotisme aristocratique tenait captives ! [...] Merveilleuse Année ! Le patriotisme est sorti tout armé de vos flancs généreux ; et c'est lui qui a mis tout à coup à leur place une foule de citoyens éclairés, qui a fait éclore des talents inconnus, et qui a donné enfin à l'Europe attentive et étonnée de grandes leçons dont elle profitera sans doute [...]. Adieu, Année sans pareille dans notre histoire ! »

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789. Vendredi 2 septembre : « L'année sans pareille » avec Maurice Agulhon.



POLOGNE

La majorité des grévistes ont mis fin à leur mouvement

Après avoir accepté l'appel de Lech Walesa à cesser leur mouvement, les grévistes de Gdansk sont sortis, le jeudi 1er septembre en début d'après-midi, des chantiers navals Lénine en faisant le « V » de la victoire et en chantant des hymnes à la gloire de Solidarité.

Après avoir accepté l'appel de Lech Walesa à cesser leur mouvement, les grévistes de Gdansk sont sortis, le jeudi 1er septembre en début d'après-midi, des chantiers navals Lénine en faisant le « V » de la victoire et en chantant des hymnes à la gloire de Solidarité.



« Frankfurter Allgemeine Zeitung » du 2 septembre

Un entretien avec le professeur Geremek

(Suite de la première page.) Il faut d'abord répondre aux aspirations ouvrières. La jeune génération aussi, qui n'a pas connu 1980-1981, voit dans Solidarité la réalisation de ses aspirations.

Que le changement de ce modèle est devenu la condition sine qua non de l'évolution de tout le bloc communiste. Bien sûr, je vois l'obstination de la classe politique dominante qui défend à tout prix ses privilèges, et ce flux mental que lui a donné le modèle stalinien quand il n'avait pas besoin de légitimité.

« C'est une des bases de la décision de Walesa. Sa conversation avec Kiszczak, sa façon d'exposer la situation a été pour lui une preuve supplémentaire que le pouvoir se rendait compte de la situation. Mais cette prise de conscience ne signifie pas une action, ou une pensée opérationnelle. Les dirigeants sont bloqués par de multiples obstacles, mentaux, psychologiques, politiques. Le problème est donc : le pouvoir aura-t-il assez de courage et d'imagination pour faire une politique neuve, rompant avec la stratégie de destruction de la loi martiale ? »

« Un modèle post-stalinien »

Quand nous disons « la crise », cela ne correspond pas à la gravité de la situation économique polonaise. Dans de telles conditions, il faut prendre la responsabilité de la situation. Ce nouveau syndicat demande une participation dans la formulation de la politique économique et dans sa réalisation.

Le premier problème est de dépolitiser l'économie. L'économie polonaise est arrivée à l'état de quasi mort à cause du rôle dirigeant du parti. Il faut le libérer de ce rôle, bien qu'il soit prévu par la Constitution. Il faut être conscient qu'il ne suffit pas de réparer cette économie, il faut la transformer. Cette façon de penser en termes de responsabilité pose aussi les questions liées au processus de démocratisation.

Tout le monde sait maintenant, aussi bien la société que le parti, que le modèle stalinien, sous lequel nous vivons, à visage plus ou moins humain, non seulement n'est pas efficace, mais n'est plus supporté.

RFA : le congrès du SPD Les sociaux-démocrates pour des « gestes unilatéraux » des Occidentaux dans le domaine du désarmement

BONN de notre correspondant Si le président du Parti social-démocrate ouest-allemand, M. Hans Jochen Vogel, a triomphalement été réélu au congrès de Münster, le jeudi 1er septembre, à la tête de son parti avec plus de 99 % des suffrages des délégués, il n'est pas sûr de même pour M. Oskar Lafontaine, qui n'a retrouvé son poste de vice-président qu'avec difficulté.

Jeudi matin, le congrès avait écouté un discours de son président d'honneur, M. Willy Brandt, sur les problèmes de la paix et du désarmement. M. Brandt a mis en garde contre une attitude consistant, pour les Occidentaux, à prévoir l'échec de M. Gorbatchev pour laisser passer l'occasion de faire des progrès dans la voie du désarmement.

promoté en faveur de gestes de désarmement unilatéraux des Occidentaux, pour l'interdiction des vols d'exercices à basse altitude, et contre une éventuelle participation de la Bundeswehr aux « casques bleus » de l'ONU. Les délégués n'ont pas suivi M. Willy Brandt sur cette question. Celui-ci s'était déclaré favorable à la participation de l'armée ouest-allemande « aux activités de préservation de la paix des Nations unies ».

« Séminaires » féminins dans le quartier chaud de Hambourg L'art de manier le chat à neuf queues

BONN de notre correspondant En République fédérale d'Allemagne, le plus vieux métier du monde est en crise : les prestigieuses maisons closes de la Reeperbahn à Hambourg ferment les uns après les autres, et sont remplacées par des centres de loisirs - fort honnêtes, ceux-là, pour jeunes cadres dynamiques. La peur du mal du siècle, le SIDA, a fait bien plus pour la moralité publique que des milliers de sermons en chaire.

spéciale est proposée par petites annonces dans les journaux de la ville. Pour l'équivalent de 3 500 F, M^{lle} Tout-le-Monde peut trouver sa blouse de ménage ou son tailleur Chanel contre le bustier en cuir noir, les hautes bottines à talons aiguilles, et le rouleau à pâtisserie contre le chat à neuf queues. Le « séminaire » dure trois jours. Si l'on en croit le magazine Tempo, qui a envoyé une de ses journalistes suivre une de ces sessions, l'affaire est un succès. Nombreuses sont les femmes honnêtes qui viennent apprendre ici à satisfaire les fantasmes les plus secrets de leurs époux. C'est tout bénéfice finalement pour le ménage : une fois le premier investissement amorti, monsieur n'a plus qu'à verser du mensonge par les fenêtres pour se faire fouetter hors du domicile conjugal.

SUÈDE Trois minutes de silence pour la défense de la culture

STOCKHOLM de notre correspondant « Je suis fâché. » C'est sur cette réplique tout à fait circonstanciée que la représentation de Long voyage vers la nuit d'Eugène O'Neill, dans une mise en scène d'Ingmar Bergman, s'est brusquement arrêtée jeudi soir à 20 h 15 au Théâtre royal d'art dramatique de Stockholm. Les lumières se sont rallumées, les acteurs sont restés sur scène, mais pendant trois minutes ils n'ont plus rien dit.

GRÈCE : explosion dans une centrale La moitié du pays plongée dans l'obscurité pendant une soirée

ATHÈNES de notre correspondant La moitié du territoire et environ les deux tiers de la population grecque ont été privés d'électricité, jeudi soir 1er septembre, de 20 h 50 à minuit, à la suite d'une explosion survenue dans une centrale. La panne a surtout affecté l'ouest et le sud du pays, en particulier Athènes. Les transports en commun de la capitale ont été interrompus et la circulation automobile a été très perturbée. Plus de mille personnes ont été bloquées dans des ascenseurs. De jeunes détenus se sont révoltés dans la prison de Korydallos.

ment accidentelle. Par une curieuse coïncidence, le syndicat des techniciens de l'entreprise publique d'électricité (DEI) avait, plus tôt dans la journée, dénoncé la vétusté des équipements de la DEI et les mauvais entretiens des installations. Ces événements, qui ont mis à rude épreuve les nerfs des Athéniens, viennent s'ajouter aux problèmes de pollution. Pendant deux jours, mercredi et jeudi, la pollution atmosphérique de la capitale, et surtout celle provoquée par le blook d'Atos, a dépassé le seuil officiel d'alarme, et plusieurs centaines de personnes ont dû être hospitalisées.

« Les grèves d'avril-mai, c'était le réveil. Pour la première fois depuis des années, des ouvriers découvraient qu'on pouvait faire grève sans payer un prix exorbitant. C'était une leçon pour tous. Au début, il y avait le facteur peur et une certaine timidité politique. La revendication de la légalisation de Solidarité n'est apparue que tard. Dans les grèves du mois d'août, dès le début, on a revendiqué Solidarité. D'autre part, en avril-mai, c'était la jeune génération, y compris les étudiants. Cette fois-ci, l'image sociologique est plus nuancée, beaucoup plus complexe. Il y avait toutes les générations. La génération de l'âge moyen donnait une certaine gravité à ce mouvement. Enfin, au mois d'août, il y a eu la conscience de la force du mouvement de grève. Les grèves ont été arrêtées non pas au moment de plus grande faiblesse, mais à un moment où la course ne se présentait pas si mal. Aussi bien aux chantiers navals que dans le port de Gdansk ou à Stalowa-Wola, elles concernaient des milliers d'ouvriers, bien organisés et pouvant résister encore plusieurs semaines. C'est essentiel pour l'avenir. »

« Le dernier trait important, c'est que ces grèves d'août ont éclaté dans des entreprises où il n'y en avait pas eu en avril-mai. Il y a donc une sorte de grève tournante qui traverse le pays et à laquelle s'associe ce lien symbolique que sont les chantiers navals Lénine. »

« Mais la puissance de ce mouvement ne vient pas de son organisation, mais de sa spontanéité. C'est aussi un danger. Si rien ne change, si le désespoir augmente, alors la vague suivante sera non seulement plus puissante mais aussi plus spontanée et beaucoup plus déterminée. Je vois dans les grèves d'août un indice insurrectionnel. C'est dire toute la profondeur du drame polonais actuel. »

Les rumeurs les plus folles ont circulé : attentats, acte de guerre, coup d'État... avant que les autorités réussissent à rassurer la population. Les chaînes de radio et de télévision n'ont pas pour autant interrompu leurs programmes, et ce n'est que grâce aux stations locales et privées que la population a pu recevoir une information continue, des appels au calme, à l'amour et à la solidarité. Vendredi matin, aucune explication officielle n'avait été donnée sur l'origine de l'explosion, probable-

« M. András Papandréou sera prochainement opéré à Londres. — Le premier ministre, M. András Papandréou, sera bientôt opéré à Londres d'une sténose aortique (rétrécissement de l'orte) » a indiqué l'ambassade de Grèce en Grande-Bretagne. Le drame de l'opération n'a pas encore été fixé. M. András Papandréou, qui est âgé de soixante-neuf ans, est hospitalisé depuis le jeudi 1er septembre à l'hôpital Saint-Thomas. — (Reuters.)

GAUMONT AMBASSADE - RALZAC - GAUMONT LES HALLES - GAUMONT OPERA MIRAMAR - GAUMONT CONVENTION - GAUMONT ALESIA - 14/7 ODEON 147 BASTILLE - GAMRETTA - LA FAUVETTE - CLICHY PATHÉ ET PERIPHERIE SÉLECTION OFFICIELLE FESTIVAL DE CANNES 22 MAI 88 : Sifflé le matin, Applaudi l'après-midi, Ovationné le soir ! L'enfance de l'Art. Un film de FRANCIS GIROD À vous de juger. FRANÇOISE MÉTO.

مكذبا من الأصل

Amériques

MEXIQUE : le traditionnel discours du chef de l'Etat

Le président Miguel de La Madrid a été hué au Congrès par l'opposition

MEXICO de notre envoyé spécial

De mémoire de Mexicain, on n'avait jamais vu... Le traditionnel discours du chef de l'Etat devant le Congrès, le 1er septembre de chaque année, est d'ordinaire...

cole établi depuis si longtemps. Après une dizaine de minutes, le chef de l'Etat commença à lire son discours comme si de rien n'était. Avec ostentation, l'opposition se plonge dans la lecture des journaux...

Traîtres!

Les députés du PRI et les invités présents tentent de se mobiliser en applaudissant ou en scandant: « Mexico! Mexico! », ajoutant à la confusion. Le président de l'Assemblée, qui avait adressé à l'assistance, dans le dossier d'invitation, un avis demandant que « les mem-



bulletins de vote aux cris de « Fraude! Fraude! Fraude! ». Les interventions de la gauche se multiplient ensuite lorsque le président aborde le thème des privatisations, de la crise économique, ou encore de la dette extérieure du pays.

festations de solidarité, d'adhésion et d'appui aient lieu à la fin de la lecture du document... « C'est bien, non? Il est temps que le PRI se réveille... »

sénateur FDN, Porfirio Muñoz Ledo, l'un des fondateurs du courant dissident du PRI avec Cuauhtémoc Cárdenas - le perdant « officiel » de l'élection présidentielle - se lève et tente à son tour de prendre la parole. Une nuée de photographes l'entoure et, dans le brouhaha, il décide, avec les députés de gauche, de quitter la salle. La majorité et l'opposition se qualifiant alors, respectivement, de « chiens » et de « traitres ».

Après la fin de cette houleuse cérémonie, alors que quelques dizaines de manifestants réunis devant le palais législatif accentaient encore la confusion en scandant: « Cárdenas, président! », les commentaires sont unanimes à souligner « la petite révolution » qui vient de se produire.

DENIS HAUTIN GURIAUT.

CHILI : l'autorisation de rentrer accordée aux exilés

Isabel Allende de retour à Santiago après quinze ans d'exil

C'est désormais officiel depuis le 1er septembre, en dépit des premières réticences exprimées par la junte chilienne: tous les exilés, y compris les membres du gouvernement socialiste renversé en 1973, vont pouvoir rentrer au Chili.

Officiellement, dix mille opposants militaires avaient été condamnés à l'exil après le putsch, mais le gouvernement avait commencé à autoriser certains d'entre eux à rentrer dès 1984.

Isabel Allende, la fille du président assassiné, a appris la nouvelle alors qu'elle se rendait précisément de Buenos-Aires à Santiago pour solliciter l'autorisation de vivre au Chili.

La situation politique, elle a affirmé qu'elle soutiendrait, avant d'émettre une opinion, « écouter ceux qui sont restés » pendant ces quinze années de régime militaire.

Pour sa part, M^{me} Hortensia Bussi, veuve de Salvador Allende et mère d'Isabel, a donné jeudi une interview à la radio espagnole depuis Mexico, où elle réside, en expliquant qu'elle « n'arrivait pas à y croire ».

La décision spectaculaire du gouvernement Pinochet, qui intervient à moins de cinq semaines d'un plébiscite qui, si l'on en croit l'ampleur des manifestations de l'opposition, n'est pas joué d'avance, a trompé personne.

Officiellement, dix mille opposants militaires avaient été condamnés à l'exil après le putsch, mais le gouvernement avait commencé à autoriser certains d'entre eux à rentrer dès 1984.

COLOMBIE

Le président Barco présente une « initiative de paix » en trois phases

L'initiative de paix présentée le jeudi 1er septembre par le chef de l'Etat comporte trois phases, que M. Barco espère pouvoir réali-

ser « avant le prochain processus électoral », à savoir la fin de son mandat, dans exactement deux ans.

La première phase a pour but d'établir un dialogue direct en vue de réintégrer dans la vie démocratique les guérilleros qui auront prouvé leur volonté de paix.

La deuxième phase, dite de « transition », doit servir à regrouper sous la protection de l'armée les guérilleros et à établir les conditions économiques de leur réintégration.

Enfin, seulement, viendra la troisième phase, celle de la « réintégration définitive dans la vie démocratique »: application de la loi de grâce, établissement de garanties pour la participation électorale des guérilleros repentis, levée de l'état de siège, etc. - (AFP)

Proche-Orient

Impasse dans les négociations irano-irakiennes

M. Perez de Cuellar passe le relais à un diplomate suédois

Les négociations engagées le 25 août dernier à Genève sur la consolidation du cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran ont provisoirement échoué, et le secrétaire général de l'ONU est parti jeudi 1er septembre pour Liban, en passant le relais à son représentant spécial le diplomate suédois Jan Eliasson.

De fait, ces négociations n'ont pas dépassé le premier point de la résolution 598 du Conseil de sécurité des Nations unies - cadre d'un règlement - et ont buté sur l'application du cessez-le-feu en mer, la liberté de navigation et le déblaiement du Chatt-Ar-Ab, le fleuve qui sépare l'Irak et l'Iran.

M. Saadoun Hamzadi, ministre d'Etat irakien aux affaires étrangères, a affirmé sans ambages, jeudi, que la formule avancée par M. Perez de Cuellar « n'est ni convenable » et qu'à ses yeux « elle n'excite plus ».

encore occupé par les troupes irakiennes, remettait à plus tard la question du déblaiement du Chatt-Ar-Ab et insistait sur la reconnaissance de la validité des accords d'Alger de 1975, leur octroyant la souveraineté sur la moitié du fleuve.

M. Perez de Cuellar s'est efforcé de contourner ces difficultés en tentant, en particulier, de remettre à plus tard la question cruciale du tracé des frontières. A ses yeux, et il avait écrit en cela « le soutien ferme et résolu » des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, la priorité consistait à sauver le cessez-le-feu, entré en vigueur le 20 août et encore précaire, en séparant les belligères et en faisant disparaître les causes de friction potentielles, comme les trasseries ou escarpements en mer.

« Pour nous, cela équivaut à des pressions mentales », affirment les enquêteurs de l'ONU. « Les prisonniers sont rassemblés pour des manifestations familiales, hygiéniques et parfois violentes au cours desquelles ils hurlent des slogans pro-khomeïnistes et dénoncent tout à tour Saddam Hussein, Israël, les Etats-Unis et l'URSS. Des séances tellement brutales que les experts de l'ONU n'ont même pas pu pénétrer dans les deux camps d'Al-Rak et de Dawoudieh. - (AFP, AP.)

Face à un « problème qui remonte à des décennies, voire des siècles », selon ses propres mots, M. Perez de Cuellar s'est résigné à partir pour Liban, après avoir présenté son représentant spécial, le diplomate suédois, à ses principaux interlocuteurs, les ministres des affaires étrangères d'Irak et d'Iran, MM. Ali Akbar Velayati et Tarek Aziz.

Le scénario qui suivra est encore imprécis. Les deux ministres ont clairement signalé qu'ils étaient disposés à rester à Genève aussi longtemps que cela sera nécessaire, et l'on peut généralement qu'ils poursuivront, du moins pour un temps encore, leurs consultations avec M. Eliasson.

Le diplomate suédois connaît bien les deux pays, où il s'est rendu douze fois quand, de 1980 à 1986, il était le bras droit de l'ancien chef du gouvernement suédois Olof Palme, alors chargé par le secrétaire général de l'ONU du dossier Iran-Irak.

Par ailleurs, les prisonniers de guerre irakiens, détenus en Iran, ont été soumis à des « pressions sans

tales » semblables à des lavages de cerveau, selon un rapport de l'ONU rédigé par trois experts des Nations unies qui se sont rendus dans les camps de prisonniers des deux pays au cours de l'été. Ces experts affirment que dans chaque camp qu'ils ont visité en Iran, les prisonniers de guerre étaient dominés par des groupes de détenus irakiens ayant prêté serment d'allégeance à l'imam Khomeini. Ces détenus pro-iraniens, qui accusent désormais le président Saddam Hussein d'« athéisme », « exercent de fortes pressions sur les autres prisonniers », affirme le rapport.

Dans chaque camp, des « comités culturels » sont chargés de l'instruction religieuse et politique, qualifiée d'« orientation spirituelle ». « Pour nous, cela équivaut à des pressions mentales », affirment les enquêteurs de l'ONU. « Les prisonniers sont rassemblés pour des manifestations familiales, hygiéniques et parfois violentes au cours desquelles ils hurlent des slogans pro-khomeïnistes et dénoncent tout à tour Saddam Hussein, Israël, les Etats-Unis et l'URSS. Des séances tellement brutales que les experts de l'ONU n'ont même pas pu pénétrer dans les deux camps d'Al-Rak et de Dawoudieh. - (AFP, AP.)

ISRAEL

Jérusalem s'inquiète du renforcement de l'armée syrienne

JERUSALEM de notre correspondant

Israël observe avec inquiétude la montée en puissance de la machine de guerre syrienne, particulièrement dans les domaines des avions de combat, des missiles sol-sol et des armes chimiques. En préambule de cette semaine la nouvelle édition du Rapport sur l'équilibre des forces au Proche-Orient, qui publie chaque année le Centre d'études stratégiques de Jaffa, le général de réserve Aharon Levran ne cache pas un certain pessimisme.

C'est notamment vrai en ce qui concerne les avions de combat. Les huit années de guerre entre l'Irak et Israël ont conduit les pays arabes rivaux du Golfe - comme le Koweït ou l'Arabie saoudite - à considérablement moderniser leur aviation. En outre, le principal adversaire d'Israël, la Syrie, a consenti des efforts renouvelés pour accroître sa force aérienne.

produit par l'URSS; elle a peut-être déjà acquis le bombardier stratégique soviétique Sukhoï Su-24, ce qui bouleverserait l'équilibre régional des forces aériennes.

Le général Levran estime toutefois que les Syriens ne considèrent pas avoir encore atteint un de leurs objectifs prioritaires: la « parité » avec l'aviation israélienne. Ils comptent leur retard en renforçant leur défense antiaérienne avec des fusées sol-air Sam-5, dont les batteries sont aujourd'hui exclusivement servies par des militaires syriens) et en développant un arsenal de missiles terre-terre capables de frapper l'arrière-pensée de l'ennemi, autrement dit les centres urbains de la côte méditerranéenne.

Selon le général Levran, les forces de Damas possèdent au moins trois catégories de ces missiles terre-terre: des Frog, des Scud et des SS-21. La Syrie a réclamé en vain à l'URSS des SS-23, une arme d'une portée de 500 kilomètres (doux capable de frapper un peu partout en Israël) et d'une précision de 200 à 300 mètres. L'engin est prohibé par le traité américain-soviétique sur les FNL. C'est sans doute pour cela que la Syrie s'est tournée vers la Chine, afin d'obtenir le missile M-9 (encore au stade du développement).

A en croire le général Levran, le danger représenté par ces armes est d'autant plus réel que les militaires syriens auraient développé des têtes chimiques. Or, dit-il, la guerre du Golfe a banalisé l'utilisation des armes chimiques et constitue, de ce point de vue, « un précédent qui nous concerne directement ».

Les forces conventionnelles se sont aussi accrues. De cinq divisions en 1973, la Syrie est passée à dix; et de 1 700 chars à 4 000, dont 1 000 T-72. Dans ce domaine, cependant, Damas a dû dernièrement procéder à des coupes substantielles, tant l'effort militaire pesait sur le budget du pays. Des unités de chars ont été désarmées et d'autres transférées au corps de réserve.

Globalement, les militaires syriens estiment qu'ils n'ont pas atteint « le prêt-à-lever » avec Israël. Il est peu probable, conclut le rapport, que Damas prenne seul, à court terme, le risque d'une offensive contre l'Etat hébreu. En revanche, le général Levran ne veut pas exclure qu'un incident soudain entre les deux pays puisse dégénérer en conflit.

ALAIN FRACHON.

LIBYE

Kadhafi, le grand « destructeur »

Célèbre pour ses décisions à l'emporte-pièce, ses coups de tête, ses revirements spectaculaires, le colonel Kadhafi n'en a pas moins de la suite dans les idées. L'aventure tchadienne qui vit, défaits après défaites, s'effrite sur une armée plusieurs années durant avant qu'il ne consente à y mettre fin, avait déjà donné un aperçu de sa persévérance. Aujourd'hui, l'heure est à la destruction, la dissolution, l'abolition. Et là encore, le colonel-guide ne cesse de se surpasser.

Ce furent d'abord les prisons, que le chef de la révolution libyenne contribua lui-même, au printemps dernier, à détruire. Puis vint le tour du poste-frontière avec la Tunisie, dont il ne resta plus que les ruines. Entre-temps, le colonel Kadhafi avait personnellement liquidé

toute la paperasserie de l'immigration pour illustrer sa décision de supprimer toute entrave à la liberté de circulation des Libyens.

Après quelques semaines d'un repos bien mérité, le colonel vient de s'attacher à son armée et à sa police, dont il a annoncé, le mercredi 31 août, la prochaine dissolution pure et simple pour les remplacer par une sorte de milice populaire. Et ce, à l'occasion du coup d'état militaire qui le fit accéder au pouvoir. Sur la lancée, il a également annoncé le démantèlement des agences commerciales d'Etat. Gageons qu'il aura un peu plus de mal à corriger ses compatriotes de la même dans un « schéma de « brûler le maquis d'acier ». Y. H.

Afrique

ANGOLA

Les troupes cubaines seraient renforcées

Cuba serait en train de renforcer de façon significative ses troupes en Angola, ont déclaré jeudi 1er septembre à Washington des responsables américains qui ont tenu à garder l'anonymat. Ce renforcement pourrait donner à penser que les forces angolaises et cubaines s'approprieraient à lancer une offensive contre les rebelles anticomunistes de l'UNITA. Selon ces sources, un navire par semaine a quitté un port cubain en soit à destination de l'Angola.

Ces bateaux transportaient des troupes, vingt-quatre avions de combat, des chars et d'autres équipements. Le nombre des soldats cubains pourrait dépasser maintenant soixante mille hommes, alors qu'on les évaluait jusqu'à présent à Washington à cinquante mille. Cet afflux de Cubains pourrait laisser croire non seulement à une offensive contre l'UNITA mais aussi contre la Namibie voisine, occupée par les Sud-Africains.

Pourtant, selon le Washington Post, des responsables cubains ont rencontré secrètement à Abidjan des représentants de l'UNITA à la suite de la libération par cette organisation de deux pilotes cubains dont l'avion avait été abattu en octobre en Angola.

Ces pourparlers entre les Cubains et l'UNITA pourraient peut-être élargir les divergences apparues lors des négociations quadripartites de Brazzaville entre les Etats-Unis, Cuba, l'Afrique du Sud et l'Angola concernant un calendrier de retrait des soldats cubains d'Angola. - (AFP)

Asie

SINGAPOUR : les élections

M. Lee Kuan Yew prépare la relève

Des élections législatives auront lieu à Singapour, le dimanche 4 septembre. L'opposition, qui ne détient qu'un siège au Parlement, espère accroître sa représentation. Le premier ministre, M. Lee Kuan Yew, souhaite pour sa part assurer la relève de la génération au pouvoir depuis 1959.

SINGAPOUR
correspondance

Une véritable purge, voilà comment l'un des membres de la vieille garde du régime, pris par le premier ministre de faire place aux jeunes, considère la décision de M. Lee Kuan Yew de retirer des listes électorales quatorze des pères fondateurs de la République. Après avoir ordonné, le 17 août, la dissolution du Parlement, M. Lee qualifie les prochaines élections de « cruciales ».

Sur le plan bilatéral, M.M. Dumas et Fernandez Ordonez sont convenus de renforcer la collaboration politique directe entre leurs ministères, et de l'institutionnaliser. A cet effet, un « mécanisme de consultation permanente », réunissant régulièrement sur des problèmes d'actualité des hauts fonctionnaires des deux pays, sera mis sur pied.

Enfin, outre la traditionnelle élection de la collaboration entre les deux pays dans la lutte contre l'ETA (dont M. Dumas a assuré qu'elle se poursuivait « sans merci », indépendamment du récent changement de gouvernement à Paris), les deux ministères ont préparé le prochain séminaire ministériel « bilatéral » qui aura lieu au début d'octobre dans la ville de Leioa, dans le nord de la Castille, et devrait réunir huit ou neuf ministres de chaque gouvernement : un record depuis l'instauration, en 1983, de ces réunions périodiques.

Diplomatie

La visite de M. Roland Dumas à Madrid

Français et Espagnols coordonnent leur politique européenne pour 1989

MADRID
de notre correspondant

L'Espagne occupera la présidence de la Communauté européenne durant le premier semestre de 1989. La France durant le second. La coordination, dans la mesure du possible, de l'action de ces deux présidences était l'un des thèmes des entretiens que le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a eus à Madrid le jeudi 1^{er} septembre.

M. Dumas s'est entretenu avec son homologue espagnol, M. Francisco Fernandez Ordonez, il a été reçu par le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, et a dirigé la journée du 1^{er} septembre, de la base de Waldebeide, dans le sud-ouest du pays, conformément à l'accord américano-soviétique sur le démantèlement des missiles à portée intermédiaire (FNI) signé en décembre 1987.

d'autant plus aisée que les relations entre Paris et Madrid sont depuis plusieurs années au beau fixe, et que les positions diplomatiques des deux pays sont aujourd'hui assez proches. C'est précisément au moment où l'Espagne cède le relais communautaire à la France, en juin prochain, que le comité chargé de réfléchir aux étapes devant mener à l'union monétaire et formé lors du sommet européen de Hanovre fera connaître le résultat de ses travaux.

En outre, les deux pays entendent mettre davantage l'accent, en 1989, sur les aspects sociaux de la construction européenne. Dans le domaine de l'action diplomatique commune des Douze, l'Espagne entend accorder une importance particulière au conflit israélo-palestinien. Elle examine la possibilité de prendre une initiative « initiative diplomatique » en vue de favoriser la réunion d'une conférence internationale. L'idée semble avoir été accueillie avec intérêt du côté français, où l'on fait toutefois valoir que la situation au Proche-Orient est en ce moment très fluctuante, et

qu'il est encore prématuré de définir quelle pourrait être, l'an prochain, l'action des Douze dans cette région. Sur le plan bilatéral, M.M. Dumas et Fernandez Ordonez sont convenus de renforcer la collaboration politique directe entre leurs ministères, et de l'institutionnaliser. A cet effet, un « mécanisme de consultation permanente », réunissant régulièrement sur des problèmes d'actualité des hauts fonctionnaires des deux pays, sera mis sur pied.

THERRY MALINAK.

Le retour à Santiago des exilés

Après 12 ans d'exil, le président chilien, le général Pinochet, est revenu à Santiago. Il a été reçu par des milliers de citoyens, qui ont célébré son retour. Le général a promis de poursuivre sa politique de développement et de stabilité.

Le départ des neuf premières fusées a donné lieu à un incident avec des membres de la mission militaire soviétique qui observent l'opération sur place. Alors que les rampes de lancement vides, venant d'être gardées dans un hangar de la base, des militaires soviétiques se sont approchés des installations en voiture et ont pris des photos, malgré les injunctions des militaires américains.

Le chef de la mission militaire soviétique a déclaré que les photos prises par les militaires américains ne seraient pas diffusées. Cependant, un officier américain a déclaré que les photos ont été prises et que les militaires américains ne peuvent pas empêcher les journalistes de prendre des photos.

Le chef de la mission militaire soviétique a déclaré que les photos prises par les militaires américains ne seraient pas diffusées. Cependant, un officier américain a déclaré que les photos ont été prises et que les militaires américains ne peuvent pas empêcher les journalistes de prendre des photos.

Le chef de la mission militaire soviétique a déclaré que les photos prises par les militaires américains ne seraient pas diffusées. Cependant, un officier américain a déclaré que les photos ont été prises et que les militaires américains ne peuvent pas empêcher les journalistes de prendre des photos.

Le chef de la mission militaire soviétique a déclaré que les photos prises par les militaires américains ne seraient pas diffusées. Cependant, un officier américain a déclaré que les photos ont été prises et que les militaires américains ne peuvent pas empêcher les journalistes de prendre des photos.

Le chef de la mission militaire soviétique a déclaré que les photos prises par les militaires américains ne seraient pas diffusées. Cependant, un officier américain a déclaré que les photos ont été prises et que les militaires américains ne peuvent pas empêcher les journalistes de prendre des photos.

En Allemagne fédérale Premier retrait de Pershing-II

Neuf missiles américains Pershing-II, sur les cent huit stationnés en RFA, ont été rétrogradés le 1^{er} septembre, de la base de Waldebeide, dans le sud-ouest du pays, conformément à l'accord américano-soviétique sur le démantèlement des missiles à portée intermédiaire (FNI) signé en décembre 1987.

M. Karpov répond aux accusations américaines sur les violations du traité ABM

Genève (AFP). - En établissant un lien fondamental entre le démantèlement du radar de Krasnoïarsk et la conclusion d'un traité sur les armes stratégiques (START), les Américains ont implicitement reconnu qu'il existait un lien entre le traité et les missiles balistiques (ABM) et les START, a déclaré jeudi 1^{er} septembre à Genève M. Viktor Karpov, Moscou a toujours affirmé l'existence d'un tel lien pour dénoncer le programme IDS, jugé incompatible avec le traité ABM.

La Cour de justice de La Haye pourrait être saisie du cas de l'expert roumain disparu

La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU a continué d'exercer des pressions de plus en plus énergiques sur le gouvernement roumain pour reprendre contact avec l'un de ses membres, l'expert roumain, Dumitri Mazilu disparu depuis 1985 (Le Monde du 16 et du 18 août). Elle a adopté le 1^{er} septembre par seize voix contre quatre (1) et trois abstentions (2) et en l'absence des experts algérien et algérien, une résolution priant M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, d'entre-

Le cabinet de M. Alain Decaux

Ont été nommés au cabinet de M. Alain Decaux, ministre délégué chargé de la francophonie, M. Jean Mathysson, chargé de mission auprès du ministre, M. Yves Anbin de la Messazière, directeur de cabinet adjoint de cabinet, M. Jacques Blache est chef du cabinet, MM. Pierre Lunel et Claude Olivier, ainsi que M. Jeanne Modelin-Raymond, sont conseillers techniques. M. Pierre Elot, chef du secrétariat particulier.

Birmanie M. Maung Maung accepte la formation d'un syndicat étudiant

Le président birman Maung Maung est intervenu jeudi 1^{er} septembre à la radio pour accepter la formation du premier syndicat étudiant après vingt-cinq ans d'interdiction. Mais il s'est refusé à toute concession en dépit de la poursuite des manifestations de l'opposition et de la grève générale qui a entraîné la fermeture de l'aéroport de Yangon.

Burundi Nouvelles accusations contre l'armée

« Les massacres continuent en s'étendant à tout le pays », a affirmé jeudi 1^{er} septembre à Bruxelles M. Terence Ntahimano, responsable des réfugiés hutus en Belgique. Selon lui, les affrontements de mois d'août auraient provoqué la mort d'environ 50 000 personnes. Au terme de sa visite de deux jours en Belgique, le ministre burundais des affaires étrangères, M. Cyprien Mbonimpa a, quant à lui, accusé des « organisations belges » de récolter des fonds pour organiser

AFGHANISTAN L'aéroport de Kaboul violemment bombardé par la résistance

Les moudjahidines afghans ont lancé jeudi 1^{er} septembre une attaque massive à la roquette contre l'aéroport de Kaboul : ce dernier a été la cible d'un bombardement d'artillerie soviétique. Une roquette est tombée sur un dépôt de munitions ; l'explosion a secoué toute la capitale, a-t-on appris de source diplomatique à Islamabad, tandis que l'aéroport aurait subi de très importants dommages. La radio officielle de Kaboul a fait état d'un incendie qui a été maîtrisé ; l'agence Tass a parlé d'un « bombardement massif » sur la zone où se trouvent des installations soviétiques, touchant des dépôts et causant « des dommages à l'aviation de transport ».

VIETNAM 5 000 prisonniers libérés à l'occasion de la fête nationale

Hanoï a annoncé la libération, à l'occasion de la fête nationale du 2 septembre, de 5 083 prisonniers, dont 30 anciens officiers et fonctionnaires du régime de Saïgon. Une remise de peine a été accordée à 9 857 autres détenus. Selon la porte-parole du ministère des affaires étrangères, il ne restera plus qu'« une centaine » d'anciens collaborateurs du régime sudien renversé en 1975 dans des camps de rééducation. La porte-parole n'a toutefois fourni aucune précision sur le nom des personnes libérées ni sur celui des personnes encore détenues ou sur leur lieu de détention.

ETHIOPIE-SOMALIE Rapatriement des prisonniers de guerre

Après onze ans de détention dans des conditions pour le moins pénibles, le rapatriement de la totalité des prisonniers de guerre et internés civils éthiopiens a pris fin le 1^{er} septembre sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Un Boeing-707 avait été affrété par l'organisation humanitaire. Vingt-huit navettes entre Mogadiscio et la ville éthiopienne de Dire-Dawa ont permis de transporter deux cent quarante-cinq prisonniers somaliens dans un sens et trois mille cinq cent cinquante-trois éthiopiens en retour.

VIETNAM 5 000 prisonniers libérés à l'occasion de la fête nationale

Hanoï a annoncé la libération, à l'occasion de la fête nationale du 2 septembre, de 5 083 prisonniers, dont 30 anciens officiers et fonctionnaires du régime de Saïgon. Une remise de peine a été accordée à 9 857 autres détenus. Selon la porte-parole du ministère des affaires étrangères, il ne restera plus qu'« une centaine » d'anciens collaborateurs du régime sudien renversé en 1975 dans des camps de rééducation. La porte-parole n'a toutefois fourni aucune précision sur le nom des personnes libérées ni sur celui des personnes encore détenues ou sur leur lieu de détention.

AFGHANISTAN L'aéroport de Kaboul violemment bombardé par la résistance

Les moudjahidines afghans ont lancé jeudi 1^{er} septembre une attaque massive à la roquette contre l'aéroport de Kaboul : ce dernier a été la cible d'un bombardement d'artillerie soviétique. Une roquette est tombée sur un dépôt de munitions ; l'explosion a secoué toute la capitale, a-t-on appris de source diplomatique à Islamabad, tandis que l'aéroport aurait subi de très importants dommages. La radio officielle de Kaboul a fait état d'un incendie qui a été maîtrisé ; l'agence Tass a parlé d'un « bombardement massif » sur la zone où se trouvent des installations soviétiques, touchant des dépôts et causant « des dommages à l'aviation de transport ».

ETHIOPIE-SOMALIE Rapatriement des prisonniers de guerre

Après onze ans de détention dans des conditions pour le moins pénibles, le rapatriement de la totalité des prisonniers de guerre et internés civils éthiopiens a pris fin le 1^{er} septembre sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Un Boeing-707 avait été affrété par l'organisation humanitaire. Vingt-huit navettes entre Mogadiscio et la ville éthiopienne de Dire-Dawa ont permis de transporter deux cent quarante-cinq prisonniers somaliens dans un sens et trois mille cinq cent cinquante-trois éthiopiens en retour.

VIETNAM 5 000 prisonniers libérés à l'occasion de la fête nationale

Hanoï a annoncé la libération, à l'occasion de la fête nationale du 2 septembre, de 5 083 prisonniers, dont 30 anciens officiers et fonctionnaires du régime de Saïgon. Une remise de peine a été accordée à 9 857 autres détenus. Selon la porte-parole du ministère des affaires étrangères, il ne restera plus qu'« une centaine » d'anciens collaborateurs du régime sudien renversé en 1975 dans des camps de rééducation. La porte-parole n'a toutefois fourni aucune précision sur le nom des personnes libérées ni sur celui des personnes encore détenues ou sur leur lieu de détention.

Asie

SINGAPOUR : les élections

M. Lee Kuan Yew prépare la relève

Des élections législatives auront lieu à Singapour, le dimanche 4 septembre. L'opposition, qui ne détient qu'un siège au Parlement, espère accroître sa représentation. Le premier ministre, M. Lee Kuan Yew, souhaite pour sa part assurer la relève de la génération au pouvoir depuis 1959.

SINGAPOUR
correspondance

Une véritable purge, voilà comment l'un des membres de la vieille garde du régime, pris par le premier ministre de faire place aux jeunes, considère la décision de M. Lee Kuan Yew de retirer des listes électorales quatorze des pères fondateurs de la République. Après avoir ordonné, le 17 août, la dissolution du Parlement, M. Lee qualifie les prochaines élections de « cruciales ».

Un risque d'explosion

Le PAP s'était alarmé, après le scrutin de 1984, de n'avoir obtenu que 63 % de voix. Un autre glissement de quelques points serait considéré comme « catastrophique » par le parti au pouvoir. Sa première réaction, en 1984, avait été de faire un effort d'ouverture. Mais la crise économique de 1986 est pour conséquence un nouveau raidissement.

Toute une série de publications, de l'*Asian Wall Street Journal* à l'*Easton Review*, en passant par la *Far Easter Economic Review* et *Asiaweek*, eurent maille à partir avec les autorités. Il y a quelques jours encore, deux journalistes étrangers se sont vu refuser l'entrée à Singapour : ils n'avaient pas ce permis de travail qu'exige la loi mais auquel aucune personne n'avait dans le passé prêté grande attention.

La crise économique fut l'occasion pour la jeune génération de dirigeants, et parmi eux M. Goh Chok Tong et le fils de M. Lee Kuan Yew, le brigadier-général (de réserve) Lee Hsien Loong, ministre du commerce et de l'industrie, de faire la

AFGHANISTAN L'aéroport de Kaboul violemment bombardé par la résistance

Les moudjahidines afghans ont lancé jeudi 1^{er} septembre une attaque massive à la roquette contre l'aéroport de Kaboul : ce dernier a été la cible d'un bombardement d'artillerie soviétique. Une roquette est tombée sur un dépôt de munitions ; l'explosion a secoué toute la capitale, a-t-on appris de source diplomatique à Islamabad, tandis que l'aéroport aurait subi de très importants dommages. La radio officielle de Kaboul a fait état d'un incendie qui a été maîtrisé ; l'agence Tass a parlé d'un « bombardement massif » sur la zone où se trouvent des installations soviétiques, touchant des dépôts et causant « des dommages à l'aviation de transport ».

Enfin, le président afghan, M. Najibullah, a appelé jeudi à l'« unité nationale » dans le camp gouvernemental. Il veut créer des détachements de « partisans » pour lutter contre les rebelles, transformer chaque province en « forteresse » et tirer les leçons de la « tragédie » de Kanduz, capitale provinciale occupée pendant quelques jours par les moudjahidines et qui a été reprise avec l'aide de l'aviation soviétique.

M. Najibullah a déclaré que « certains dirigeants politiques » cherchent avant tout à « s'emparer de postes administratifs et à acquiescer des privilèges » et « s'efforcent de régler de vieux comptes ». (Reuters, AFP.)

ETHIOPIE-SOMALIE Rapatriement des prisonniers de guerre

Après onze ans de détention dans des conditions pour le moins pénibles, le rapatriement de la totalité des prisonniers de guerre et internés civils éthiopiens a pris fin le 1^{er} septembre sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Un Boeing-707 avait été affrété par l'organisation humanitaire. Vingt-huit navettes entre Mogadiscio et la ville éthiopienne de Dire-Dawa ont permis de transporter deux cent quarante-cinq prisonniers somaliens dans un sens et trois mille cinq cent cinquante-trois éthiopiens en retour.

VIETNAM 5 000 prisonniers libérés à l'occasion de la fête nationale

Hanoï a annoncé la libération, à l'occasion de la fête nationale du 2 septembre, de 5 083 prisonniers, dont 30 anciens officiers et fonctionnaires du régime de Saïgon. Une remise de peine a été accordée à 9 857 autres détenus. Selon la porte-parole du ministère des affaires étrangères, il ne restera plus qu'« une centaine » d'anciens collaborateurs du régime sudien renversé en 1975 dans des camps de rééducation. La porte-parole n'a toutefois fourni aucune précision sur le nom des personnes libérées ni sur celui des personnes encore détenues ou sur leur lieu de détention.

مكذبا من الأصل

كذا من الأصل

Politique

Politique

La difficile rentrée de l'opposition

L'ouverture suppose que ceux qui la proposent aient en face d'eux une force qui soit homogène, autonome et responsable, et non pas une poussière de groupuscules, de ludoïques agités et de personnages hardis dans la parole, qui courent vers le Rubicon mais s'arrêtent au bord pour y pêcher», a déclaré M. Raymond Barre le jeudi 1^{er} septembre à Loctudy (Finistère) devant les jeunes démocrates-socialistes. Cette force doit être considérée non pas comme un «appoint» ou une «force charnière», mais comme une «force de gouvernement». L'ouverture, remarque-t-il, c'est l'affaire du président de la République car «c'est lui qui fixe les grandes orientations autour des-

quelles s'organise une majorité présidentielle qui trouve ensuite sa représentation parlementaire». La veille, les déclarations de M. Barre à Paris Match dans lesquelles l'ancien premier ministre exprimait son accord avec les orientations de M. Mitterrand qui, selon lui, correspondent «à ce qui est nécessaire à la France» avaient provoqué une riposte très vive du RPR. M. Alain Juppé, secrétaire général de ce mouvement, avait affirmé que la «conversion» de M. Barre tient d'un «retournement de reste». Il l'explique par un «désir de revanche». M. Patrick Dovedjian, député RPR des Hauts-de-Seine, proche de M. Charles Pasqua,

affirme, pour le regretter, que «l'installation dans les deux ans d'un tandem Mitterrand-Barre à la tête de l'État correspond à la logique profonde adoptée par les deux hommes». Dans une interview à l'Express daté du 2 septembre, M. Dovedjian ajoute : «M. François Mitterrand sait qu'il ne réussira pas l'ouverture en se contentant de l'appui de quelques transfuges. Il saura payer plus cher». Le 28 août, dans le Journal du Dimanche, M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, avait lui aussi émis le pronostic selon lequel M. Barre pourrait succéder à M. Rocard à Matignon.

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, remarque pour sa part que M. Barre «est dans l'opposition», mais que ses propos traduisent une certaine «rupture affective» avec une partie de l'opposition. Il admet la «démarche indépendante» de l'ancien premier ministre, mais ne se rallie pas entièrement à lui, puisqu'il garde, pour sa part, sa «capacité de jugement et d'autonomie».

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, s'est félicité des propos tenus par M. Barre qui, a-t-il dit à RTL, «parle très bien de l'ouverture». «Voilà quelqu'un qui s'exprime clairement, sans confusion», a-t-il ajouté en remarquant qu'il est possible de «dialoguer» avec lui.

Le remodelage de la droite

Les lendemains de défaite sont toujours difficiles. Appartenant à une génération qui a dû attendre un quart de siècle avant d'accéder aux responsabilités, Pierre Mauroy sait de quoi il parle. Le constat qu'il dresse de l'état de la droite justifie ce qu'on parle de «confusion». Car si l'élection présidentielle a entraîné la réélection de François Mitterrand et le retour aux affaires des socialistes, le principal bouleversement qu'elle a introduit dans la vie politique française touche l'opposition, dont le nécessaire remodelage a peine à s'effectuer.

De tous les mouvements qui composent la droite, le RPR est certainement le plus touché. Les chrétiens ont en effet enchaîné une impressionnante série de trois défaites : celle du premier tour, du fait de l'incapacité de leur candidat à franchir la barre des 20 % ; celle, plus attendue mais tout aussi nette, du second tour, face à M. Mitterrand ; celle enfin des législatives, qui ont vu le RPR devancé par l'ensemble de l'UDF. Voilà donc aujourd'hui un parti qui n'a plus grand-chose à dire, comme le soulignait dans nos colonnes le vice-président de son groupe parlementaire, Étienne Fiant, fermé sur lui-même, menacé de connaître le sort du PCF, selon Patrick Dovedjian, et qui ne paraît être à l'écoute ni du pays ni de ceux des siens qui voudraient le «réinventer». Enfin se trouve à sa tête un homme sans avenir assuré : après l'élection présidentielle de 1981, il lui fut facile de faire marcher ses troupes en affirmant que la prochaine guerre serait la bonne ; cette fois, malgré les proclamations d'Alain Juppé, qui désigne dès maintenant M. Chirac comme «le meilleur présidentiable», personne ne peut avoir le sentiment d'une marche en avant. Après avoir successivement dirigé de facto l'opposition et de jure le gouvernement, M. Chirac n'a jamais gagné que deux points en sept ans (1), il lui faut falloir désormais, et sans tarder, redéfinir son leadership sur son propre mouvement.

Ce dernier, même si cela est moins apparent, est toujours sous la menace de la concurrence d'un Front national désormais en lice de la droite. Pour l'extrême droite, la déception est venue de son incapacité à tirer un profit législatif du succès de Jean-Marie Le Pen. En outre, la réélection de François Mitterrand n'a pas provoqué le mouvement espiéré : il n'y a pas, pour l'heure, de réaction d'exaspération d'une partie de l'opinion susceptible de gonfler les voiles du FN, et de faire de celui-ci le premier parti de la droite. Tout au plus peut-il espérer, dans ces conditions, obtenir du RPR et de l'UDF que la porte des conseils municipaux lui soit entrouverte en mars 1989.

Du côté du PR, hormis les attaques de M. Madelin contre M. Barre, l'heure est plutôt à la discrétion : M. François Léotard, qui n'a qu'une idée en tête — l'élection présidentielle —, n'est pas sorti de son expérience gouvernementale avec une image d'homme d'État, pas plus qu'il n'a renforcé son profil de «présidentiable». Enfin, une tactique désastreuse parce que ambiguë à l'égard de M. Barre pendant la campagne électorale le prive des moyens de peser, aujourd'hui, sur l'événement.

Restent le centre, qui est sans doute plus enclin à «pêcher» dans le Rubicon qu'à le «franchir», et son ex-chef de file, Raymond Barre. Superbe, certes, dans la défaite électorale, celui-ci est menacé, comme il le dit lui-même, de «marginalisation» et il paraît bien seul : n'est-ce

pas Pierre Méhaignerie lui-même qui affirme : «Lui c'est lui, nous c'est nous» ? Cette situation, à l'évidence, met fortement en valeur M. Giscard d'Estaing. Lui à sa prise le contrôle de l'UDF. Profitant de la faiblesse actuelle de Jacques Chirac et des hypothèques qui pèsent sur Raymond Barre, cherchant à occuper le plus large terrain possible, l'ancien président fait figure, aux yeux de ceux qui déjà, comme en 1981, spéculent sur une éventuelle interruption du septennat, de seul rassembleur possible pour toutes les droites.

L'obstacle du centre

Rien cependant n'est joué, et le nouveau président de l'UDF est loin d'avoir partie gagnée. Le premier obstacle qu'il rencontre se situe au centre : outre l'ingouvernabilité traditionnelle de l'UDF, il lui faut, en effet, compter avec la logique d'autonomie qui a présidé à la création d'un groupe centriste à l'Assemblée nationale et celle, d'indépendance, qui inspire le projet barriste de constitution d'une «force de gouvernement», «libérale, sociale et européenne». Celle-ci porte en germe l'éclatement de l'UDF, aux dépens de M. Giscard d'Estaing, au profit de M. Barre. Le second obstacle tient toujours à l'opinion : celle-ci veut-elle vraiment d'un retour de Giscard ? Ne privilégie-t-elle pas plutôt le renouvellement, et ceux qui l'incarnent, comme en témoignent le récent baromètre de la SOFRES ? La chute qu'enregistre l'ancien président traduit sans doute le fait qu'il a imprudemment renoncé à peser, une image de «sage de la cuisine parisienne».

Au-delà des problèmes de personnes, le principal facteur de la reconquête de la droite reste la présence d'un fort courant d'extrême droite. Le calcul le plus couramment entendu à droite est qu'il suffit de faire entrer en douceur et si possible sans bruit le Front national dans les majorités municipales. Ses représentants une fois élus, le FN serait alors banalisé, et Jean-Marie Le Pen placé dans l'impossibilité de faire respecter des mots d'ordre maximalistes. Ce raisonnement est peut-être à court terme : le président du FN peut ne pas se déceper en rappelant à l'opinion que son mouvement est inféquentable : les centristes peuvent avoir un jour le courage de dire non.

A première vue, le remodelage de la droite paraît s'ordonner autour du leadership retrouvé de M. Giscard d'Estaing sur une opposition qui irait du centre à l'extrême droite. Une telle préminence — si tant est qu'elle se confirme — ne paraît guère durable, pas plus que de tels contours, ne semblent tenables. M. Chirac peut resurgir, comme le croit M. Mitterrand, et M. Barre réussir. Ce dernier voit peut-être l'alliance avec le Front national priver la droite pour longtemps de toute perspective de pouvoir.

J.-M. COLOMBANI.

(1) Après avoir obtenu, le 26 avril 1981, au premier tour de scrutin, 17,99 %, M. Chirac a recueilli, le 24 avril 1988, 19,94 % des suffrages exprimés.

M. Jean-Marie Le Pen compare M. Raymond Barre au «roi Dagobert». — M. Jean-Marie Le Pen a comparé, vendredi septembre, Raymond Barre au «roi Dagobert» qui s'efforce de porter sa culotte à l'envers, après que l'ancien premier ministre eut approuvé la veille les grandes orientations du président François Mitterrand. «Je ne sais pas si ça va être très confortable», a ajouté le président du Front national, qui s'exprimait sur Arctique 2.

M. Le Pen a également rappelé qu'il a «toujours proposé» de réaliser l'union de la droite aux prochaines élections municipales, dans les villes où il s'agit d'aider à la défaite de la gauche. Dans la perspective de ces élections, le président du Front national a indiqué : «Je suis prêt à rencontrer tous les hommes politiques, et bien sûr ceux qui sont les plus proches de moi.»

M. Barre veut constituer une «force de gouvernement» capable de réussir une coalition avec les socialistes

LOCTUDY. de notre envoyé spécial

On n'est jamais mieux servi que par soi-même. A l'origine, depuis trois mois, de bien des controverses, dépassés par les vagues ou fausses «confidences» qu'on lui prête sans cesse, soupçonné de trahison par une bonne partie de l'opposition, observé à la jumelle par les socialistes aux petits soins avec lui, M. Raymond Barre se devait de profiter de cette rentrée politique pour tenter, pour la bonne compréhension de tous, de redéfinir sa position. Il est vrai, si l'on se fie à son discours, qu'il n'a fait à sa façon, sans détour et sans excessives considérations partisans. En deux temps, deux mouvements, dans un long entretien à Paris-Match (Le Monde du 2 septembre) et par son intervention, le jeudi 2 septembre, devant les jeunes démocrates-socialistes réunis en université d'été dans le Finistère, à Loctudy.

Devant ces jeunes centristes, qui tenaient en le couvant — pour la dixième fois consécutive, — à lui expliquer, selon les mots de leur président, M. Eric Azémar, «leur fidélité, leur loyauté et leur amitié», l'ancien premier ministre a pu évaluer, au moins, dans un premier temps, les propos tenus dans Paris-Match. Ces jeunes, s'ils pouvaient encore en douter, auraient eu d'abord la confirmation que leur invité n'avait nullement l'intention de se transformer en président de la droite, mais qu'il avait lancé l'an dernier, avant d'aborder les premiers mètres de sa campagne présidentielle. «Vous pouvez toujours compter sur moi», leur a-t-il retourné cette fois.

Devant ces jeunes, M. Barre n'a pas manqué de tirer plus en détail les leçons de la campagne présidentielle de mai dernier, se permettant que pour relever fidèlement le «contraste» entre le comportement, selon lui en tous points exemplaires, du CDS et «les prudences calculées, les jeux multiples sur divers tableaux, les organisations de l'ombre, les stratégies dans l'ombre», entretenus par d'autres, qu'il n'a pas cités, ce qui — à en juger par les sourires entendus de son auditoire — aurait été parfaitement superflu.

L'analyse de M. Barre sur ce point n'a guère varié. A l'entendre, M. Valéry Giscard d'Estaing a tort. «Il ne suffit pas de dire, a-t-il objecté, qu'un seul candidat aurait

été mieux que deux candidats ; les conditions de la campagne menée en 1988 n'ont rien à voir avec ce qui s'était passé en 1981, notamment entre le premier et le second tour.» Il le maintient ; la majorité sortante a commis deux erreurs. Celle «de remettre en question la primauté de la fonction présidentielle» en s'engageant dans l'expérience de la cohabitation ; celle aussi de n'avoir pas su donner «une tonalité humaine» à sa politique économique. Pour la première fois tout de même, M. Barre a admis qu'il avait, dans cet échec, «une part de responsabilité» en ce qui concerne son comportement «républicain». Un aveu public qu'apparemment les centristes ont eu plaisir à entendre.

Mais la leçon majeure que l'ancien premier ministre tire du double rendez-vous du printemps des élections présidentielle et législatives, c'est que la scène politique connaît, selon lui, «une évolution en profondeur dans les comportements et les mentalités», que 1988 représente véritablement «un tournant», qui impose d'échapper «aux comportements répétés de la passivité, ainsi qu'aux objectifs de restauration, quels qu'ils soient». Dès lors, il s'agit, selon lui, d'épouser ce mouvement, de répondre à l'attente profonde des Français, autrement dit, pour prendre les mots à la mode, il importe d'être «ouvert à l'ouverture». Bien que fidèle à ses vieux réflexes, il a cru bon de plaisanter sur ce mot d'ouverture, «qui agite les passions microcosmiques et donne des vapeurs aux médias».

Groupuscules et ludoïques

M. Barre a longuement disserté sur le sujet, pour rappeler d'abord que «c'était une affaire à long terme». Ensuite, que «cette ouverture ne pouvait se concevoir comme un ralliement, ni comme un reniement, mais comme une acceptation de travailler ensemble, sur des objectifs clairs et un programme précis». Que, sous la V^e République, «c'était exclusivement l'affaire de la République». Et que, enfin, cette ouverture ne pouvait efficacement s'opérer que si les socialistes trouvaient devant eux une force centriste «homogène, autonome et responsable». «Et non pas, a-t-il encore ironisé, une poussière de groupuscules, de ludoïques agités et de personnes hardies dans la parole, qui courent vers le Rubicon mais qui s'arrêtent

au bord du Rubicon pour y pêcher.» Croyant, sur le coup, être compris dans le lot, les centristes se sont grattés la tête. L'explication de texte, recueillie directement auprès de son auteur, parait, après moult interprétations de conclure que, sous ce mot de «ludoïque», employé naguère à l'endroit du général de Gaulle par l'ancien MRP, Georges Bidault, étaient rangés cette fois les giscardiens et leurs affidés. Les oreilles de ceux-ci purent encore siffler lorsque M. Barre exhorta avec force les centristes «à se battre avec leur drapeau» et «non pas, selon une mode qui se répand de plus en plus, de chercher des sigles pour présenter des candidats qui sont politiquement asexués».

Les affaires ne vont pas mal

L'URC et l'UDF ainsi prestement rangés au grenier de l'histoire, l'ancien premier ministre — ce qui est nouveau — a abandonné son modèle de groupe charnière libéral allemand, pour parler cette fois de la constitution d'une véritable «force de gouvernement» placée au centre. On a cru comprendre, par son invitation pressante aux centristes à aller de l'avant, qu'il souhaitait que l'affaire soit rondement menée. Il devrait être un peu plus précis encore dans quelques semaines. Les élections cantonales et le référendum sur la Nouvelle-Calédonie, pensés, M. Barre veut employer à expliquer dans le détail et qu'il entend faire avec la convention libérale, sociale et européenne que ses amis sont en train actuellement d'édifier en coulisse. Sur le modèle des clubs giscardiens Perspectives et réalités, cette nouvelle structure est destinée, selon ses promesses, à s'émanciper du grand mouvement centriste, qui pourrait avoir comme axe le CDS. Invité le 7 novembre de «L'heure de vérité», M. Barre pourrait, ce jour-là, lever définitivement le voile sur son projet.

Ses deux sorties médiatiques de cette semaine prouvent que l'ancien premier ministre entend, à la lettre, respecter les règles d'une opposition «constructive et vigilante» ; apprécier, comme il se doit, ce que le gouvernement fait de bien ; relever sans concessions ce qu'il fait de moins bien. Bons points pour les accords de la Nouvelle-Calédonie. Aucune réticence sur le référendum. Mauvais point pour l'impôt sur les grandes fortunes. Avertissement sur le chap-

tre, qui lui tient tant à cœur, de l'Etat impartial. Les mouvements dans la haute magistrature inquiètent. Vigilance sur la politique économique. «Les affaires ne vont pas mal», admet-il, mais les entreprises restent, selon lui, vulnérables. «Le gel des privatisations» est une erreur. A ce bilan, M. Barre a ajouté, jeudi, son point de vue sur les efforts en matière d'éducation de M. Lionel Jospin. «On met de l'argent dans l'éducation nationale et les universités ; c'est très bien. On révalorise la fonction des enseignants ; c'est indispensable. Mais mettre de l'argent sans toucher aux structures, sans rechercher une plus grande autonomie des établissements, c'est peut-être gaspiller inutilement de l'argent.»

«Libre et responsable», tel était le slogan barriste de la campagne présidentielle. Libre ? On peut convenir que, sur ce point, M. Barre affiche une belle constance. Responsable ? Ses deux interventions de cette semaine s'éloignent sans doute pas les interprétations diverses. Redoutant, il faut bien le dire, cette prestation devant les jeunes, les dirigeants du CDS étaient quelque peu songés, jeudi soir. La sérénité de M. Barre faisait, selon eux, plaisir à voir et à entendre. M. Barre, en privé, leur président, M. Pierre Méhaignerie, jugeait que l'ancien candidat devrait désormais se dispenser de ressasser le passé, de répandre avec délectation cet insoutenable parfum de revanche. Cependant, le fait que M. Barre ait laissé entendre que ses projets s'interféraient pas avec son ambition de muscler leur mouvement les a, semble-t-il, grandement rassurés. En revanche, si certains en doutaient encore, tout semble irrémédiablement consommé entre M. Barre et M. Giscard d'Estaing.

Les positions des deux hommes divergent radicalement. A Avoriaz, au début de la semaine, le président de l'UDF a plaidé fermement pour une opposition restreinte dans un seul mouvement libéral et centriste, susceptible de préparer l'alternance au socialisme. M. Barre est pour l'émergence d'une grande force centriste, délestée des conservateurs, prête à se coaliser avec les socialistes sur un programme. Deux hommes, deux analyses de la situation politique, deux partis : en fait, toutes les conditions du divorce sont réunies.

DANIEL CARTON.

M. Juppé reproche à M. Séguin d'être animé par «l'appétit individuel»

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, répond, dans une interview au Nouvel Observateur daté du 2 septembre, aux rénovateurs-contestataires de son mouvement et singulièrement à M. Philippe Séguin. «Je n'ai vu voter avec tous les pouvoirs la motion du comité central du RPR de juillet qui se termine par un paragraphe de soutien et de confiance à Jacques Chirac non seulement pour le passé mais aussi pour l'avenir. Alors on ne peut pas empêcher tel ou tel de se dire qu'au prochain tour il ferait lui-même un très bon candidat à l'élection présidentielle. Mais cela relève de l'appétit individuel et ne m'intéresse pas beaucoup. (...) Qu'il y ait diverses sensibilités cela ne me gêne pas du tout. Mais les organismes en courants ayant chacun son chef avec la même lutte pour le pouvoir que celle qui existe au Parti social-

liste, ce serait un manque d'imagination désolant.» M. Juppé estime d'autre part que M. Alain Carignon, maire RPR de Grenoble, fait de «Juppéisme» lorsqu'il obtient l'entrée de M. Haroun Tizief, ancien secrétaire d'Etat de M. Fabius, dans son équipe pour les élections cantonales du 25 septembre et du 2 octobre.

M. Patrick Dovedjian, député RPR des Hauts-de-Seine, proche de M. Pasqua, déclare pour sa part, dans une interview à l'Express du 2 septembre que le parti auquel il appartient doit procéder à un «véritable aggiornamento» sinon, le destin du RPR «pourrait ressembler à celui du PC» — car, ajoute-t-il, cette formation «s'enfermerait dans un bunker et n'échapperait pas à la marginalisation».

● Référendum : le PCF votera oui. — Le Parti communiste a annoncé que son comité central se réunira le 9 septembre pour débiter sa position sur la Nouvelle-Calédonie et que son bureau politique proposerait de voter «oui» à un référendum sur l'avenir du territoire. Le bureau politique souligne que le FLNKS, signataire (avec le gouvernement français et le RPCR) des accords sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, estime qu'il s'agit de «soutenir la perspective de reconstruire le pays dans la perspective de l'indépendance». «Puisque telle est l'opinion du FLNKS, et que sa volonté est de pouvoir s'engager dans cette voie, le Parti

communiste ne saurait que contribuer à ce qu'une réponse positive soit apportée à ce souhait», conclut la direction du PCF.

● La Convention pour la défense de la V^e République se félicite du recours au référendum. — La Convention pour la défense de la V^e République, que préside, M. Jean Charbonnel, député et maire RPR de Brive, «prend acte avec satisfaction» et estime «opportun» le recours à la procédure référendaire dans le cadre du règlement du problème calédonien, ajoutant que «ce recours apparaît d'autant plus opportun que l'usage du référendum avait été injustement abandonné pendant

Confiance élevée et stable pour MM. Mitterrand et Rocard

M. François Mitterrand bénéficie de la confiance de 62 % des Français, tandis que 60 % expriment la même opinion à l'égard du premier ministre Michel Rocard, selon le baromètre mensuel SOFRES publié par le Figaro Magazine.

Les cotes de confiance de MM. Mitterrand et Rocard restent pratiquement stables par rapport au mois précédent, où elles étaient respectivement de 63 % et 61 %. 34 % des personnes interrogées (+1) et 30 % (+2) n'accordent pas leur confiance au premier ministre.

En ce qui concerne les personnalités politiques auxquelles les Français souhaiteraient voir jouer un plus grand rôle à l'avenir, on note, à

droite, comme à gauche, une baisse significative des cotes de popularité.

Dans l'opposition, Valéry Giscard d'Estaing avec 40 % chute de 6 points, Simone Veil avec 50 % (-4), Raymond Barre avec 49 % (-4) et François Léotard avec 41 % (-2). Seul Philippe Séguin avec 33 % (+4) et Edouard Balladur avec 32 % (+2) progressent. Jean-Marie Le Pen reste stable.

Dans la majorité, seuls Jacques Delors avec 51 % (+5), Jean-Pierre Chevènement avec 32 % (+3) et Jack Lang avec 33 % (+1) échappent à un phénomène qui touche notamment Pierre Mauroy avec 33 % (-5), Laurent Fabius avec 42 % (-4) et Pierre Bérégovoy avec 37 % (-4). (Ce sondage a été réalisé le 20 au 24 août auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.)

● Nomination à l'Elysée. — M. Bruno Chetaille, trente-quatre ans, spécialiste des problèmes de communication et singulièrement de l'audiovisuel, a été nommé, par arrêté du 30 août, conseiller technique au cabinet du président de la République, M. Chetaille, ancien élève de HEC, s'occupera des dossiers de communication.

COURS privé CARNOT

RÉSULTAT BACS

JUIN 88

SÉRIE C 100 % de repus dont 33 % de mention

8, rue Pierre-Demours 75017 PARIS Tél. : 47-83-84-31

la Justice tente de limiter le rôle par procuration

Société

La rentrée scolaire pour 12,4 millions d'élèves

M. Jospin préconise « un contrat social » pour l'éducation

Après trois mois de « mise en jambes » au ministère de l'Éducation nationale, M. Lionel Jospin a commencé à dégager les grands axes de sa politique et de son message. Il a initié, dans sa conférence de presse de vendredi 2 septembre, que figurait « au cœur » de son projet « deux dossiers importants dont le gouvernement aura à se saisir : l'inscription dans le temps de l'effort éducatif de l'État et la revalorisation de la condition enseignante ».

Le ministre souhaite qu'un véritable « contrat social » soit passé entre la nation et son école, afin que soit inscrite dans la durée « la nouvelle priorité accordée à l'éducation nationale ». D'où la relance de l'idée d'une « loi de programmation », mise au vote depuis les élections après avoir été lancée

par le Parti socialiste. Défendue par M. René Monory, elle ne figurait pas explicitement dans les projets du candidat François Mitterrand.

L'une des conditions de la réussite du « contrat social », de M. Jospin réside, selon lui, dans la revalorisation de la condition enseignante. Ce dossier essentiel, qui n'avait pas encore été ouvert officiellement par le nouveau ministre, le sera bientôt, a-t-il annoncé. Des négociations entre le gouvernement et les syndicats vont commencer, la question justifiant « un dialogue social approfondi ».

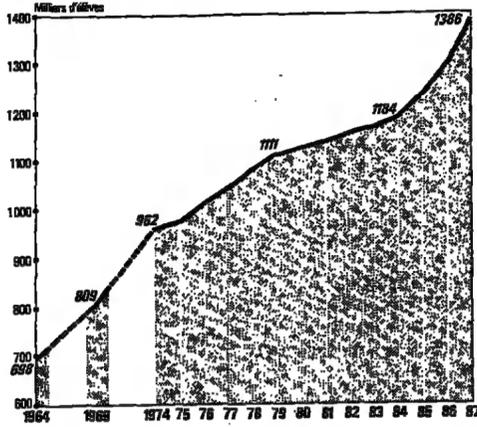
L'éducation nationale devrait aussi chercher à nouer de nouveaux liens avec les régions. L'idée est d'accompagner leurs efforts pour les formations supérieures, mais aussi d'aider certaines régions à

surmonter les difficultés qu'elles connaissent pour recruter des enseignants. Des bourses pour les étudiants qui se destinent à l'enseignement seront attribuées en priorité dans les régions défavorisées et pour les disciplines déficitaires (maths, physique, technologie). La région Nord-Pas-de-Calais, dans laquelle, le 1^{er} septembre, s'est rendu M. Jospin, devrait négocier le premier « contrat global de formation » prévoyant pour quatre ans le développement de l'ensemble des formations post-baccalauréat et une meilleure coopération entre les lycées et les établissements d'enseignement supérieur.

M. Jospin, qui souhaite que l'école se situe « au cœur de la République » et traduise l'aspiration à l'égalité surtout en ces années du bicentenaire de la

Révolution, a cependant invité l'institution à « prendre garde à l'immobilisme ou la répétition des habitudes ». Le ministre voudrait que les professeurs « préparent la sortie des élèves comme ils préparent la rentrée ». Il souhaite aussi mettre fin à l'inflation des programmes, mais sans les appauvrir. La mission pour l'enseignement des mathématiques déjà créée sera complétée par une autre sur l'histoire. Le ministre vient en outre de demander à M. Jacques Pomont, ancien président de l'Institut national de l'audio-visuel, de réfléchir aux relations de l'éducation nationale avec l'audio-visuel.

Autre chantier d'importance, celui de l'évaluation des établissements scolaires, « cellule de base du système éducatif », qui pourra « aboutir à une meilleure utilisation des moyens », mais aussi à l'octroi de moyens plus importants.



ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DES LYCÉES

Les effectifs de jeunes scolarisés dans l'enseignement public et privé seront cette année en légère augmentation, passant de 12 343 100 à 12 395 200. Pour des raisons démographiques, ils continueront de baisser dans les écoles maternelles (-17 700) où la quasi-totalité des enfants sont accueillis à partir de trois ans et 35 % à partir de deux ans. Mais ils augmentent dans l'enseignement élémentaire (+44 000).

Dans l'enseignement secondaire, il y a toujours une assez forte baisse dans les collèges (-64 000) et, dans une moindre mesure, dans les lycées d'enseignement professionnel (-11 600) ; mais une très forte hausse dans les lycées d'enseignement général et technologique (+88 000) où les effectifs par classe demeurent souvent élevés : 15 % ont plus de 31 élèves.

Dans l'enseignement privé, l'augmentation des effectifs est légèrement plus faible, notamment dans les lycées.

L'alternance politique de 1988 n'a pas permis à l'éducation nationale de bénéficier d'un collectif budgétaire, comme en 1981. Mais le gouvernement a décidé, par un décret du 14 juin, une série de « mesures d'urgence », financées par des crédits d'avance, d'un montant de 1,2 milliard de francs. Cette procédure financière ne permet pas de créer des postes. Mais elle a été l'occasion pour le gouvernement d'affirmer la priorité accordée à l'éducation et, pour le nouveau ministre de l'éducation nationale, de fixer les premiers axes de sa politique.

LA RELANCE DES ZEP
La politique des zones d'éducation prioritaires (ZEP), lancée en 1981 par M. Alain Savary, consiste à attribuer des moyens supplémentaires aux établissements situés dans des quartiers défavorisés. Un crédit de 20 millions de francs, dont 7 pour le primaire et 13 pour les collèges, y a été affecté pour créer des heures supplémentaires d'enseignement et d'animation pédagogique. La formation des enseignants, l'information des parents, la recherche d'une meilleure articulation avec le monde socio-économique, doivent aussi être encouragés.

UN NOUVEAU PLAN INFORMATIQUE POUR TOUS
D'ici à Noël, 3 900 lycées et collèges recevront 13 000 ordinateurs. Cette opération, la plus importante depuis le plan informatique pour tous lancé en janvier 1985 (coûte 160 millions de francs, 104 millions s'ajoutant aux 56 déjà prévus au budget 1988. Mille collèges vont être dotés pour la première fois en

Les « mesures d'urgence »

- **FACILITER L'INSERTION DES JEUNES**
137 millions de francs sont venus compléter les 160 millions déjà prévus pour inciter les jeunes qui quittent le système scolaire sans qualification à poursuivre des études ou à entreprendre un cycle d'insertion professionnelle par alternance.
- **LA RENOVATION DES ÉTABLISSEMENTS**
Le budget des constructions scolaires qui restent à la charge de l'État (ce qui n'est plus le cas des établissements ordinaires depuis la décentralisation), 109 millions, a été plus que doublé. Les lycées et collèges de métropole recevront 111,3 millions de francs destinés notamment à la restauration du lycée international de Saint-Germain-en-Laye et l'extension du collège de Farcey-Volaire (Ain), le réaménagement du lycée sportif de Font-Romeu et la rénovation du lycée français de Bruxelles. Le financement des constructions en cours dans les TOM et de la rénovation des centres d'examen, notamment celui d'Arcueil, est aussi prévu.
- **MOINS DE COURS POUR LES PROFESSEURS DE COLLÈGE**
Le processus d'abaissement progressif des obligations de service des professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC) de vingt et une à dix-huit heures de cours hebdomadaires, qui avait été interrompu par M. Monory, est repris

- **ASSURER LES REMPLACEMENTS**
Pour assurer les remplacements des professeurs en stage ou en formation, 34 millions de francs supplémentaires ont été dégagés sous forme d'heures supplémentaires. Ainsi, 4 000 nouveaux professeurs de collège seront formés au nouvel enseignement de la technologie, et 4 000 autres enseignants scientifiques bénéficieront de décharges de service pour préparer le CAPES ou le CAPET internes.
- **DES STAGES POUR LES ÉLÈVES DU TECHNIQUE**
La préparation de la plupart des diplômes de l'enseignement professionnel et technologique s'accompagne de stages obligatoires en entreprises. 65 millions de francs ont été débloqués pour faciliter leur recherche et leur déroulement.
- **MOINS DE SUPPRESSIONS DE POSTES ADMINISTRATIFS**
300 des 584 emplois administratifs, techniques, ouvriers et de services, qui devaient être supprimés à cette rentrée ont été rétablis.
- **L'AGRÉGATION INTERNE**
La mise en place d'un concours spécial d'agrégation réservé aux enseignants en activité, décidée par M. Chevènement, puis annulée par M. Monory, a été décidée. C'est une voie nouvelle de promotion pour les professeurs du second degré.

Le ministre de l'éducation à Lille Priorité au Nord

LILLE
de notre correspondant

M. Lionel Jospin était, jeudi 1^{er} septembre, en visite officielle dans le département du Nord, à l'invitation de M. Bernard Demotier, député socialiste et président du conseil général. L'inauguration de deux nouveaux établissements et rencontre avec les deux cent cinquante principaux de collèges du département figuraient à l'ordre du jour de ce déplacement.

En choisissant le Nord, le ministre d'État venait certes dans une région amie politiquement, mais également dans une région « à problèmes » pour un « patron » de l'éducation nationale : retards scolaires importants, manque de formation et de qualification. Les besoins se font de plus en plus pressants dans un contexte de mutation industrielle et économique et dans la perspective de l'Europe de 1993.

Déjà, depuis les lois de décentralisation, département et région se sont sérieusement emparés de leurs nouvelles compétences (collèges et lycées) : le département a accru de 15 % le budget de fonctionnement des collèges, les crédits pédagogiques ont été multipliés par trois, 125 collèges ont été dotés de centre de documentation et d'information, 24 collèges auront été mis en chantier en 1991 (3 sont déjà construits) ; la région a autané d'opérations en projet ou en cours...

Ces efforts ne peuvent être le fait des seules collectivités et ne peuvent rester sans accompagnement de la part de l'État. « Nous vous aidons et nous vous soutenons », a promis M. Jospin. « Je conduirai, poursuivi le ministre, une politique qui tiendra compte des inégalités, non seulement sociales (avec les zones d'éducation prioritaire) mais aussi régionales ». Cette politique sélective verra ses premières illustrations dans la campagne de publicité destinée à susciter des vocations d'enseignant et dans le système de bourses de pré-recrutement qui va être mis en place. M. Jospin espère ainsi « développer le recrutement de professeurs à partir des régions elles-mêmes » : on va enfin, dans les années qui viennent, pouvoir recruter dans le Nord les enseignants dont on a besoin, et mettre un terme aux difficultés liées au détachement des gens du Sud...

Les besoins sont importants : le recrutement d'élèves instituteurs dans la région doit passer de 420 en 1988 à 1 000 en l'an 2000. Dans cette perspective, M. Jospin a annoncé la création d'une quatrième école normale dans le Nord : l'antenne de l'école normale de Lille implantée sur le littoral deviendra un établissement de plein exercice.

Mais le ministre souhaite que cette politique sélective s'élabore et se poursuive de façon concertée voire contractuelle avec les collectivités concernées : « Vous pouvez accompagner et renforcer cet effort », a-t-il dit devant les élus du Nord.

De même, cette démarche contractuelle trouvera son prolongement au niveau des universités et de l'enseignement supérieur. Pour assurer un « développement coordonné de l'ensemble des formations post-

baccalauréat », des « contrats de formation globaux » seront passés entre différents partenaires (universités, État, régions...) pour une durée de quatre ans, en priorité dans les régions où s'accroît fortement le nombre de bacheliers, l'objectif étant d'accueillir le plus grand nombre possible de lycéens dans le supérieur.

Le Nord-Pas-de-Calais devrait être parmi les premières régions concernées, lui dont la situation universitaire est particulièrement difficile, comme l'ont rappelé récemment, dans une déclaration commune très alarmiste, les présidents des trois universités de Lille et de celle de Valenciennes. Des assises sur le thème « Pour les universités régionales... demain » doivent se tenir à Lille les 30 septembre et 1^{er} octobre, pour alerter les pouvoirs publics, les élus et l'opinion.

JEAN-RENÉ LORE.

- **NOUVEAUX PROGRAMMES DE PREMIÈRE**
La rénovation des programmes, entamée l'an dernier en classe de seconde, se poursuit à la rentrée 1988 en première et concerne toutes les séries du second degré, ainsi que les disciplines d'enseignement général de certaines sections technologiques. L'enseignement du français est fondé sur le principe qu'on ne sépare pas l'étude des textes de la langue. Les textes étudiés en classe — soit des œuvres intégrales, soit des groupements de textes — sont analysés en fonction de leur contexte historique, en liaison avec les arts plastiques et la musique, et en référence aux formes et aux genres. Sont aussi modifiés les enseignements de langues anciennes, de la biologie-géologie, de la physique-chimie. Le programme d'histoire englobe dorénavant la seconde guerre mondiale.
- **LANGUES RÉGIONALES AU LYCÉE**
La première fois, des programmes de langues régionales seront créés en classe de seconde, première et terminale, en vue de la session 1989 du baccalauréat. Il s'agit de langues vivantes : alsacien, basque, breton, gallo (un dialecte parlé en Bretagne), catalan, corse, occitan et tahitien.
- **ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE**
La loi du 6 janvier 1988 a insisté sur l'importance des enseignements artistiques dans la formation scolaire, primaire et secondaire. Elle veut augmenter et diversifier l'intérêt des jeunes dans ce domaine. La loi de finances pour 1988 a prévu la création de cent emplois d'instituteurs-maîtres-formateurs, placés auprès des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale.
- **CINÉMA ET THÉÂTRE AU BAC**
Les options de cinéma-audiovisuel et de théâtre-expression dramatique, jusqu'ici pratiquées à titre expérimental, deviennent pour les élèves de terminale de la section A3 une épreuve du baccalauréat.
- **INFORMATIQUE EN PRÉPARATOIRE**
Les programmes de mathématiques et de physique-chimie des classes préparatoires scientifiques et technologiques aux grandes écoles vont être modifiés pour introduire un enseignement informatique.
- **QUATRIÈME ET TROISIÈME TECHNOLOGIQUES**
De nouveaux programmes vont être publiés pour les classes de quatrième et troisième technologiques des lycées professionnels. Elles-ci remplacent progressivement les quatrièmes et troisièmes préparatoires. Elles permettent aux élèves motivés pour un enseignement fortement teinté de technologie et de diriger vers le BEP et le baccalauréat professionnel, au lieu de faire un CAP.
- **NOUVEAUX DIPLOMES TECHNIQUES**
Pour prendre en compte les besoins de formation professionnelle, de nouveaux diplômes vont être créés ou transformés. Cinq BEP sont prévus : électronique ; travaux publics ; techniques du toit ; installateur conseil en équipement du foyer ; cuir et matériaux. Les BEP et les CAP seront désormais attribués selon les résultats soit du

Les nouveautés

contrôle continu qui était jusqu'ici expérimental, soit d'épreuves classiques.

Cinq nouveaux baccalauréats professionnels sont mis en place en maintenance et gestion ; travaux publics, plastique et composites, outillage et mise en forme des matériaux et bio-industries de transformation.

Dans l'enseignement post-baccalauréat, un BTS « force de vente » est créé, et les BTS « action commerciale » et « professions technico-commerciales », « comptabilité », « gestion d'entreprise » et « chimiste » sont actualisés.

- **EXTENSION DE LA DÉSECTORISATION**
40 % des collèges et près de 20 % des lycées dans quatre-vingt-neuf départements sont maintenant touchés par l'assouplissement des procédures d'affectation des élèves. Cette désélection qui servait aux familles d'inscrire leur enfant dans un établissement autre que celui correspondant à leur domicile pourra être étendue après concertation avec les collectivités locales, les parents d'élèves et les établissements scolaires.
- **NOUVELLES SECTIONS INTERNATIONALES**
Deux nouvelles sections internationales sont créées au lycée Honoré-de-Balzac à Paris et au lycée international de Valbonne. Ces sections dispensent, dans une langue étrangère, des cours d'histoire, de littérature, de géographie en association avec un pays partenaire. Elles permettent d'accéder à l'option internationale du bac.
- **CHES D'ÉTABLISSEMENT**
Divers décrets réformant le statut des chefs d'établissement du second degré et, de leurs adjoints entrent en application. Désormais ils seront recrutés par concours et bénéficieront d'une formation améliorée. Ces concours nationaux seront ouverts à l'ensemble des personnels du second degré. La première session de ce concours aura lieu au premier trimestre de l'année scolaire.
- **INFORMATION PAR MINI-TEL**
Les messages d'Éducatel, le service téléphonique du ministère, vont être développés pour permettre une meilleure information des familles, des élèves et des personnels.

Le panier de l'écolier

4 F l'ardoise traditionnelle avec entourage en bois, 8,50 F la même assortie d'une éponge, 11 F la même assortie d'une éponge et 20 F l'effaçable à sec à vert fluo, vendus avec un lot de feutres et une mini-loupe de poche. Dans tous les magasins, la rentrée est placée sous le signe de la tentation. Comment garder les cordons de la bourse serrés, quand les écoliers regorgent d'accessories gadgets tous plus savoureux les uns que les autres ?

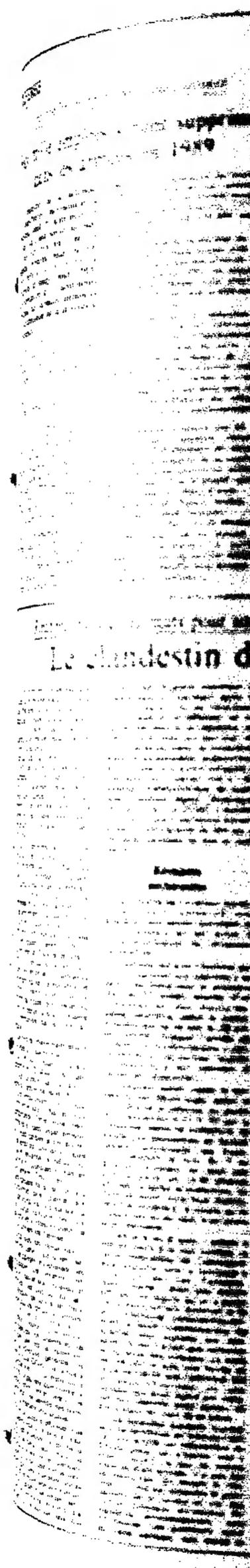
Dans le primaire, la rentrée ne se conçoit plus sans Mickey, la poupée Barbie, Snoopy et les autres. On retrouve les héros de Walt Disney sur des étiquettes scintillantes ; les Triplés s'exposent en écoliers sur des cahiers BCBG ; Snoopy étale son vœux à l'ère sur des règles, et les Peppies — des boules de peluche criardes — se nichent sur des capuchons de stylo. Pour 98 F, Barbie, étançonnée taille de guêpe et teint frais, transforme sa voiture en nécessaire de bureau. Les roues cachent des gommes, le coffre abrite du ruban adhésif et une paire de ciseaux ; tout d'appareillage. Comment un pauvre plumeur de bois à 13 F — vendu 26 F par le miracle

ajoute-t-elle en désignant tous les modèles disponibles. Violet, fuchsia, noir, en plastique, en cuir ou en toile... Ils suivent sans la mode.

Pour les adolescents, pas question de sortir dans le clinquant. On est sérieux quand on a treize ans. On ne porte pas un cartable — c'est d'un commun — mais un sac à dos, si possible noir avec un liseré de couleur. Le surarmement qu'il porte l'estampille d'un non célèbre genre Naf-Naf, Kookai ou autres créateurs de vêtements pour adolescents. « Des douze-treize ans, les jeunes sont attirés par le prestige d'une marque », explique une détentrice de la mode. « Ils aiment ce qui fait cris comme les « organisés », des classeurs-agenda, qui laissent croire qu'on est docteur ! Je trouve drôle ce besoin d'imitation. »

« Pourquoi transformer la rentrée en un moment gai et sophistiqué ? se demande la cliente d'un supermarché. Avec toutes ces marques, ces personnages de BD, on peuple l'imagination des enfants de créations de marketing. Moi je regrette le temps où les crayons ressemblaient à des crayons. »

THÉRY BILLARD.



Société

DÉFENSE

Une confirmation de M. Chevènement

Huit mille emplois seront supprimés dans les armées en 1989

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a confirmé, jeudi 1er septembre, à Fréjus (Var), son projet de supprimer environ huit mille emplois, répartis pour moitié entre militaires et civils, à l'occasion du budget pour 1989...

À Fréjus, M. Chevènement célébrait le souvenir de la bataille de Bazailles, en septembre 1870, où s'illustrèrent les troupes de marine françaises engagées contre la Prusse.

Devant la presse, le ministre de la défense a implicitement reconnu que son projet de budget militaire pour 1989 impliquait des suppressions d'emplois (Le Monde des 9 et 19 août) et prévoyait que les dépenses dégressent passagèrement de 30,8 milliards de francs en 1988 à 28,8 milliards l'an prochain...

Selon M. Chevènement, les suppressions d'emplois concernaient un peu moins de 2 000 cadres d'active, 2 183 appelés et près de 4 000 personnels civils de son administration.

Les Soviétiques exposent deux MIG-29 au Salon de Farnborough

Deux avions de combat soviétiques MIG-29 seront les vedettes incontestées du Salon international de l'aéronautique de Farnborough (Grande-Bretagne), qui aura lieu du 4 au 11 septembre.

Seuls, à ce jour, les Finlandais avaient accueilli, en 1986, des MIG-29, lors d'un échange amical entre unités aériennes des deux pays, et le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, avait eu l'occasion, au début d'août, lors d'une visite officielle en Union soviétique de se faire présenter ce nouveau modèle de la production Mikoyan.

Baptisé « Fulcrum » à l'Ouest, le MIG-29 est un bi-réacteur (monoplace ou biplace) de supériorité aérienne, équipé de missiles air-air pour l'escorte de chasseurs-bombardiers, la police de ciel ou l'attaque de « plates formes sensibles » de la défense aérienne de l'OTAN.

À Farnborough, les Soviétiques exposent deux versions légèrement différentes du même avion et ils ont assuré les organisateurs du Salon que l'un de leurs deux « Fulcrum » fera, chaque jour, au moins une démonstration.

REPÈRES

Handicapés Réintégration de jeunes adultes

Dix-huit des vingt-trois handicapés qui avaient dû quitter l'institut médico-éducatif de Valet, en Loire-Atlantique, parce qu'ils avaient atteint l'âge de vingt ans, pourront être prochainement réintégrés dans l'établissement.

Inondations Le Tchad demande du secours

L'ambassade du Tchad à Paris demande de toute urgence des tentes, des sacs de couchage, des moustiquaires, des médicaments et des vivres.

Après trente-quatre mois de détention

Simone Weber, inculpée de deux assassinats est confrontée au principal témoin de l'accusation

M. Haug a fait preuve, à l'égard de Simone Weber, d'une hostilité et d'une haine farouches qui lui enlèvent toute objectivité.

M. Gilbert Thiel, juge d'instruction à Nancy, a confronté, jeudi matin 1er septembre, Simone Weber, cinquante-six ans, détenue depuis trente-quatre mois pour l'inculpation d'assassinats, avec un des principaux témoins de l'accusation, M. Nicolas Haag.

Simone Weber est inculpée de l'assassinat de Marcel Fixart, en mai 1981 et de Bernard Hettler, son compagnon, qui a disparu en juin 1985. Elle est soupçonnée d'avoir fait disparaître le corps de ce dernier en le décapant à la tronçonneuse dans des sacs poubelle.

L'empreinte génétique

En fin de matinée, les six avocats de Simone Weber se sont déclarés satisfaits d'une confrontation qui, selon eux, avait tourné à la confirmation totale de l'accusation.

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Religions

Le cardinal Casaroli en France

Le secrétaire d'Etat du Vatican, Mgr Agostino Casaroli, est en visite en France le vendredi 2 et le samedi 3 septembre.

Sciences

Mort du physicien Luis Alvarez

Le physicien américain Luis Alvarez, qui avait obtenu le Prix Nobel en 1968, est mort, mercredi 31 août, à l'âge de soixante-trois ans.

Un gérant de station-service en garde à vue après le meurtre d'un cambrioleur

M. Patrick Jacquemin, âgé de quarante ans, gérant d'une station-service à Eragny (Val-d'Oise), a été placé en garde à vue après la mort d'un jeune homme de vingt ans, Didier Le Penven, sur lequel il a tiré au 31 août au 1er septembre.

M. Jacquemin avait été réveillé cette nuit-là par le déclenchement de l'alarme qui protège sa station. Il constata alors que trois hommes tentaient de forcer la porte de sa boutique et s'empara de sa carabine 22 long rifle avec laquelle il fit feu en direction des inconnus.

M. Jacquemin, qui avait été victime d'une dizaine de vols au cours des dernières années, a invoqué son exaspération. Une reconstitution des faits ainsi que l'autopsie de la victime devraient permettre de connaître les circonstances exactes de ce drame.

Recherches tous azimuts pour un avion fantôme Le clandestin du ciel

Le ciel avait fini par se dégaizer aussi sur la moitié nord du pays. Les Parisiens avaient décelé la copie à la faveur d'une suspension de la grève à Air Inter.

Paris, c'est le grand maximum, disent ceux qui parlent après le 15 août de cinq ou six infractions constatées. A la défense, on ne retranche rien à la dépêche de l'AFP du 8 août qui fait état de trois passages selon le ministère de l'Intérieur le 8 août.

Le ministre de l'Intérieur aurait, de son côté, demandé une enquête pour savoir comment le « plan vipère » est arrivé à cette succession de révisions déclinées.

L'homme qui a vu l'homme qui a vu le « baron noir » se serait manifesté pour la première fois, le 27 juillet, auprès d'un commissariat des Hauts-de-Seine, par le biais de la police.

Une réunion interministérielle a été dédiée au « baron noir » (1) le 8 août et un « plan vipère » déclenché le 12 août.

Lors d'un collage d'affiches Un conseiller municipal de Chambéry blessé deux personnes

Dans la nuit du 30 au 31 août, à Chambéry, deux personnes d'origine maghrébine et portugaise, ont été légèrement blessées lors d'une manifestation avec un conseiller municipal de la ville, M. Maurice Martinet.

Alors qu'il collait des affiches avec l'un de ses amis dans le quartier de Chambéry-le-Haut, il a été interpellé par trois personnes. Lors de l'altercation, et selon la version qu'il a donnée aux policiers, il s'est senti menacé avec un tournevis, qui a été utilisé pour le frapper à la tête.

La DGAC, qui enregistre par photo toutes les images radar, a visionné les films et n'a trouvé aucune interception de la tour Eiffel (2) à mettre à l'actif de ses services à l'heure signalée par le radar de Villecoublay.

EN BREF

L'attentat du City of Poros : ouverture d'une information judiciaire à Paris. Une information judiciaire vient d'être ouverte contre X à Paris après la plainte en constitution de partie civile qu'avait déposée la famille de Laurent Vigneron, l'une des victimes françaises de l'attentat contre le bateau grec City of Poros.

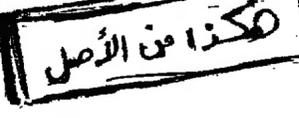
Le Syndicat de la magistrature et la commission Justice pénale et droits de l'homme. Dans un communiqué publié le 1er septembre, le Syndicat de la magistrature fait savoir qu'il « approuve l'organisation rapide d'un congrès approfondi sur la justice et les procédures pénales ».

Le plan vipère : néanmoins est resté et nul ne sait pour combien de temps. Les policiers regardent le ciel avec angoisse. Ils se demandent s'il va falloir équiper de parkas les deux cent cinquante gendarmes qui surveillent un ennemi dont rien ne prouve qu'il existe ni qu'il n'existe pas.

Le ciel avait fini par se dégaizer aussi sur la moitié nord du pays.

Le ciel avait fini par se dégaizer aussi sur la moitié nord du pays.

Le ciel avait fini par se dégaizer aussi sur la moitié nord du pays.



Sports

SPORTS ÉQUESTRES : préparation olympique

De l'avoine française à Séoul

Les premiers athlètes français à rejoindre Séoul auront été les chevaux. Les montures de concours complet sont parties le mercredi 31 août. Les chevaux de dressage suivront le 5 septembre. Enfin, les chevaux de saut d'obstacles prendront l'avion le 7 septembre, avec huit jours d'avance sur leurs cavaliers.

PENDANT les trois semaines de leur quarantaine sanitaire, les chevaux ne sont pas restés sans exercice. Assignés à résidence, ils ont suivi un entraînement quotidien sous la direction de leur cavalier habituel. La Fédération française d'équitation a dépensé plus de 650 000 francs pour qu'ils puissent travailler « comme à la maison ». A Rouen, l'équipe de concours complet a certes connu quelques déboires. Les terrains d'entraînement, durcis par la sécheresse, étaient impraticables, et Jean-Paul Bardinet, l'entraîneur national, dut sonner une retraite prudente sur Fontainebleau, où la sélection de saut d'obstacles a suivi une préparation sans encombre.

Pour Pierre Durand et Jappeloup de Luze, il s'agissait de peaufiner quelques réglages. Pour d'autres, il fallait patiner par un planning d'entraînement minutieusement étudié en absence de compétition particulièrement longue. « Trois semaines d'arrêt, cela peut arriver en cours de saison », estime Michel Robert. Il est vrai que son cheval, Lafayette-Péguignot, s'accorde parfaitement au manque de compétition. Ce n'est pas le cas de tous. « En fait, l'arrêt d'activité sera de plus de cinq semaines », fait remarquer Jean-Marc Dufosset, le directeur technique national (DTN). A leur arrivée en Corée du Sud, les chevaux devront subir



Avant de concourir à Séoul, les chevaux français auront été incarcérés pendant cinq semaines.

un nouvel isolement de 72 heures, puis patienter encore une quinzaine de jours avant la première épreuve.

Pourquoi partir si tôt ? Ce temps d'adaptation n'a pas été choisi par hasard. Du fait de leur domestication, les chevaux sont sensibles, comme les hommes, au décalage horaire. Petit avantage, ils s'adaptent plus facilement car, précise Jean-Marc Dufosset, vétérinaire de formation : « Ils sont réglés sur le rythme alimentaire. Les

principaux obstacles sont liés à la longueur du voyage. Pendant près de 24 heures, les chevaux restent immobilisés dans une stalle au fond du Boeing 747 Combi. « Imaginez Caristan ou Québécois enfermés dans une boîte pendant et longtemps », explique Patrick Caron, l'entraîneur national du saut d'obstacles. Comme tous les athlètes de haut niveau, le cheval souffre de l'arrêt brutal d'activité physique. « C'est la fameuse maladie du lundi de Pâques que connaissent bien les paysans autrefois », rappelle Jean-

Marc Dufosset. Après deux jours d'inactivité, les chevaux de trait avaient du mal à reprendre le collier.

On sait aujourd'hui que les troubles de régulation causés par l'immobilisation entraînent des perturbations qui ne sont pas immédiates. « Elles se font sentir entre trois et huit jours après le voyage », estime le DTN. Ensuite, le période de remise en forme dure deux à quinze jours. Pour favoriser le retour des chevaux à leur meilleur niveau, le kinésithérapeute de l'équipe de France, Jean-Pierre Pailloux, va partager son temps entre les muscles des cavaliers et ceux des chevaux. « Un massage de tendon réduit le risque de blessure de 30 % », affirme Jean-Marc Dufosset.

Neuf mois de tractations

Enfin, dernière précaution : une alimentation adaptée. A Séoul, les chevaux mangeront de l'avoine française. Les responsables de l'équitation française ont obtenu des Coreéens une dérogation pour importer leurs propres produits. Ce ne fut pas sans mal. « Les Coreéens avaient prévu de fournir toute l'alimentation, en réalité de la nourriture d'origine anglaise. C'était favoriser les Anglais, donc antisportif », accuse Jean-Marc Dufosset. Il a fallu neuf mois de tractations et l'intervention du Quai d'Orsay pour obtenir gain de cause. A la Fédération française, on regrette que la Fédération équestre internationale n'ait « pas levé le petit doigt », en faisant simplement remarquer que cet organisme est présidé par la princesse Anne. Certains ruminent déjà leur revanche.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

TENNIS : Internationaux des Etats-Unis

La stratégie soviétique

Dure journée pour les vedettes, jeudi 1^{er} septembre à Flushing Meadow, lors du deuxième tour de l'Open de tennis des Etats-Unis. L'Australien Darren Cahill a éliminé l'Allemand de l'Ouest Boris Becker et un autre Australien, Mark Woodforde, a sorti l'Américain John McEnroe. Le Suédois Mats Wilander a disputé cinq sets pour s'imposer face à l'Américain Kevin Curren. Enfin la Soviétique Lella Meskhi a triomphé de l'Américaine Pam Shriver, quatrième joueuse mondiale.

NEW YORK de notre envoyé spécial

NATALIA ZVEREVA s'était inclinée mardi 30 août au premier tour contre une obscure Américaine, Steimetz. Les principaux joueurs soviétiques brillaient par leur absence. La victoire de Meskhi a donc été un précieux remaniement pour une fédération soviétique qui, au-delà de Flushing Meadow, lorgne vers les rendez-vous de Séoul.

Les Jeux olympiques seront d'une importance primordiale pour l'avenir du tennis en Union soviétique. La fédération, tributaire du ministère des sports, n'y trouve en concurrence directe avec le football, l'athlétisme et le hockey sur glace, de véritables mastodontes budgétaires au prestige pesant et à l'appâtif féroc. Le tennis, ne l'oublions pas, ne compte dans ce pays que 100 000 licenciés.

« Que voulez-vous que l'on fasse, avec notre pauvre petit tennis pris entre des monstres pareils ? », nous a dit Victor Yanchuk, secrétaire de la fédération. « Nous avons besoin de notre autonomie tout comme les fédérations occidentales. Et aussi, pour que l'on nous prenne au sérieux, nous avons besoin de médailles olympiques. Beaucoup de choses alors évolueront vite. »

Les progrès déjà réalisés ont été rapides. Les Soviétiques avaient quitté le circuit en 1976 pour refaire une timide apparition sept ans plus tard. Olga Morosova, ancienne finaliste à Wimbledon et à Roland-Garros, nommée entraîneur national en 1982, a entraîné alors cinq joueuses aux Etats-Unis.

Le tennis, il est vrai, avait déjà été déclaré sport obligatoire pour les Jeux de Los Angeles. Promis à la réintégration olympique, il est devenu de ce fait une affaire d'Etat en URSS.

Cinq ans après le retour de Morosova et de son groupe de pionnières, Zvereva a atteint le septième rang de l'élite. Meskhi et Parkhomenko

font partie des cent premiers mondiaux. Chez les hommes, Andreï Chesnokov, premier Soviétique à remporter un titre sur le circuit depuis 1974, se trouve au dix-neuvième rang. Olhovski et Volkov font également partie des cent premiers mondiaux. La société américaine Proserv gère leurs intérêts.

Comment les Soviétiques prennent-ils leur semi-assimilation dans un sport individualiste, riche et hiérarchisé ? Selon Victor Yanchuk, ils se prennent de plus en plus souvent pour des stars. Il le dit en riant. C'est un spécialiste de la biague douce. Mais comment expliquer la défaillance de Zvereva, finaliste à Roland-Garros, à trois semaines des Jeux ?

« Elle est fatiguée nerveusement, un peu lasse. Elle ne s'amuse plus tellement sur le court. La veille de sa défaite, elle fut consacrée « révélée de l'année ». Il y avait une belle soirée. Elle devint une star. Elle en était toute retournée. Après cela, allez donc jouer un simple premier tour... »

Si l'on s'étonne d'un apparent manque de coordination dans la préparation soviétique pour les Jeux, les hommes étant absents de Flushing Meadow, ce sont encore les pénibles effets du vedettariat qui met en cause Yanchuk.

« Tarpsichov pour les hommes, Olga Morosova pour les femmes sont devenus aussi des stars chez nous. Chacun suit son idée. On verra à Séoul laquelle des deux est la bonne. Peut-être — il en rit — aucune des deux. »

MARC BALLADE.

RÉSULTATS DU JEUDI 1^{er} SEPTEMBRE (deuxième tour)

SIMPLE MESSIEURS
S. Edberg (Sué.) 3-6, 6-1, 6-3 ; D. Cahill (Austral.) 3-6, 6-1, 6-3 ; K. Wilander (Sué.) 6-4, 6-2, 6-2 ; M. Wilander (Sué.) 2-6, 6-2, 6-3 ; K. Curren (E.U.) 3-6, 6-3, 6-2, 6-3 ; E. Locomo (Fr.) 10-8 ; R. Moir (Austral.) 6-4, 6-4 ; M. Meskhi (U.R.S.S.) 6-3, 6-2, 6-3 ; S. Steimetz (E.U.) 6-2, 6-4, 6-1 ; M. Woodforde (Austral.) 7-5, 6-4, 6-1 ; M. Woodforde (Austral.) 7-5, 6-4, 6-1.

SIMPLE DAMES
A. Steimetz (Esp.) 6-2, 6-2 ; L. Meskhi (U.R.S.S.) 6-2, 6-2 ; P. Shriver (E.U.) 4-6, 6-1, 6-1 ; C. Kohde (R.F.A.) 10-8 ; E. Reggi (It.) 6-2, 6-4 ; S. Sloane (E.U.) 6-3, 6-2, 6-3 ; S. Sabatini (Arg.) 5-7, 6-2, 6-3 ; S. Sabatini (Arg.) 6-2, 6-2 ; M. Navratilova (E.U.) 3-6, 6-1 ; E. Hakami (E.U.) 6-2, 6-1 ; S. Graf (R.F.A.) 6-1, 6-1 ; M. Bollograf (R.F.A.) 6-1, 6-0 ; L. Savchenko (U.R.S.S.) 6-1, 6-2 ; E. Burgin (E.U.) 5-7, 6-4 ; Z. Gajdosic (E.U.) 6-1, 6-1 ; E. Kaban (Can.) 3-6, 7-5, 6-0.
(Entre parenthèses, la nationalité et le numéro de tête de série.)

POINT DE VUE

Rythmes scolaires et rythmes de vie

par Roger Bamuck secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports

DANS quelques jours, je serai à Séoul, au cœur du village olympique, avec les athlètes qui participeront aux Jeux de la vingtième olympiade.

Ce sera pour moi la façon de manifester le soutien du gouvernement à des femmes et des hommes qui représentent leur pays au moment le plus fort de leur carrière sportive. Et, sur un plan tout à fait personnel, ce n'est pas sans émotion que je retrouverai, vingt ans après ma médaille de Mexico, l'ambiance de la plus grande des fêtes du sport.

Maïs je conçois tout à fait que l'on puisse se demander à quoi sert le sport. Bien entendu, il est admis que sa pratique est un facteur de santé, de bien-être, de connaissance de soi, de son corps et de ses limites, celle est bien connue. Mais il faut souligner son rôle économique et social, et savoir que son développement depuis la Libération a engendré la création directe ou indirecte de dizaines de milliers d'emplois dans des secteurs aussi divers que l'enseignement, la recherche, l'animation, les collectivités locales, la gestion, l'industrie, le commerce, la presse, l'audio-visuel.

Il y a encore trois mois, j'étais le directeur des sports de Gilbert Bonnetta, le maire d'Épinay-sur-Seine, dans la banlieue nord de Paris, et je pouvais témoigner du rôle irremplaçable du sport dans la prévention de la délinquance (y compris au sein même de l'administration pénitentiaire).

Une société « d'hommes-troncs »

Tout comme l'ensemble des activités de loisir, c'est la nature même du sport, s'exerçant dans un cadre essentiellement associatif, qui peut permettre d'offrir une forte capacité d'intégration sociale. Ne serait-ce que pour répondre à ce défi d'une société en crise, sa place mérite d'être redéfinie.

Enfin, les aspects diplomatiques ne peuvent être passés sous silence : qui peut contester l'action de Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique, en faveur de la reprise du dialogue entre les deux Corées ?

L'activité du mouvement sportif est donc multiple et a une tendance à lui demander beaucoup plus que ce que la loi de 1984 sur le sport a prévu. C'est pourquoi le rôle et les moyens de l'Etat me semblent fondamentaux pour impulser, soutenir,

inciter, coordonner, harmoniser, arbitrer, proposer, mais aussi protéger, réglementer, garantir...

La mission de l'Etat est avant tout d'éduquer et de former. Et, en matière sportive, il est de coutume de séparer ce que l'on appelle le sport civil, dont je viens de parler, du sport scolaire. Par la volonté de M. Michel Rocard, le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports est placé auprès de M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, qui, dès son arrivée rue de Grenelle, a pris en compte dans sa politique les valeurs éducatives de l'activité sportive.

Les heures du calendrier font que ces Jeux de Séoul débiteront au moment où s'effectue la rentrée scolaire. Or, force est de constater que les rythmes scolaires de nos enfants ne favorisent pas toujours leur pratique sportive, contrairement à ce qui se passe chez certains de nos voisins de la Communauté européenne.

Je déplore en particulier que dans notre pays le sport ne soit pas encore pleinement pris en compte dans la formation de l'individu. Les causes en sont complexes et tiennent autant à l'évolution de nos modes de vie qu'à des origines culturelles. J'emploie souvent l'image suivante : nous sommes une société d'adultes, d'« hommes-troncs » assis derrière un bureau. Faisons en sorte que, par la pratique d'une activité physique régulière, nos enfants puissent, devenus adultes, être en situation de bien utiliser l'ensemble de leur corps : ce n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît.

J'ai la conviction qu'il s'agit là d'un défi d'ordre culturel qui ne peut être relevé que par un effort général d'éducation. Ainsi le gouvernement et en particulier le premier ministre et le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports ont la ferme volonté d'adapter les rythmes scolaires aux besoins de nos enfants.

Mais savons bien qu'il s'agit là d'un vieux serpent de mer et que ce n'est pas la première fois que l'on tente d'y remédier. De nombreuses actions et expériences ont été menées, en particulier en 1984 grâce à la détermination de mon ami le docteur Alain Calmat (1). Des premiers résultats ont été obtenus qui ont permis de mobiliser de nombreux concours et de sensibiliser l'opinion, sans oublier que tout n'était pas réglé dans les « contrats bleus » mis en place par mon prédécesseur.

Mais l'aménagement des rythmes scolaires ne peut avoir de sens que si l'on prend véritablement en compte les rythmes de vie de l'enfant. Sa vie ne peut être considérée comme une

succession d'événements sans liens entre eux : la vie familiale, le transport scolaire, l'école, les temps de travail, de repos, les activités culturelles, musicales, sportives ou la télévision... Les scientifiques admettent maintenant que la vie de chaque enfant doit répondre à l'existence de rythmes, de cycles, qu'il convient de mieux respecter si l'on veut lutter contre la fatigue, facteur d'échec scolaire.

C'est le sens de la circulaire du 2 août 1988 que M. Lionel Jospin et moi-même avons adoptée afin que, dès la prochaine rentrée scolaire, des actions concrètes concernant les rythmes de vie des enfants des écoles maternelles et élémentaires soient mises en œuvre.

Les principes qui l'animent, simples et pragmatiques, ne remettent pas en cause, bien au contraire, le nécessaire enseignement de l'éducation physique, même si dans la réalité celui-ci ne correspond pas toujours avec les exigences des textes officiels. L'élaboration de la circulaire a fait l'objet d'une concertation approfondie ainsi que d'un accord très large avec les organisations de parents d'élèves, les syndicats d'instituteurs, le mouvement sportif, dont la Fédération nationale des offices municipaux des sports, ainsi que des organisations d'éducation populaire qui ont bien voulu s'associer au projet.

Un outil d'intégration sociale

Sans entrer dans le détail d'un texte très technique, je souhaite en souligner les cinq points essentiels :

— Cela ne peut être qu'une action volontaire et décentralisée de l'ensemble des partenaires concernés. Enseignants, parents d'élèves, collectivités locales, associations sportives ou culturelles responsables doivent agir en qualité de co-éducateurs de leurs actions respectives.

— Certaines communes ont déjà fourni un effort particulier dans ce domaine. Afin de développer ce mouvement, l'Etat est prêt à signer des contrats de ville intégrant le transport scolaire, la sécurité des enfants, les petits congés scolaires, la garde des enfants, et pourquoi pas la qualité de vie de la cité.

— Seul l'aménagement de la journée est envisagé cette première année, en s'inspirant largement des travaux du professeur Hubert Moninger. Toute initiative tendant à aménager l'espace scolaire sera fortement encouragée.

— L'administration devra permettre la mise en œuvre rapide des projets proposés par les écoles.

— Enfin, les instituteurs, dans le cadre des plans départementaux de formation continue, pourront bénéficier d'actions de formation adaptées.

A la lecture de ces lignes, certains pourront dire que je m'éloigne de mon propos initial sur le sport. Nous sommes justement au cœur du problème. Il ne peut, à mon sens, y avoir de politique sportive digne de ce nom dans ce pays sans en parallèle, résoudre cette question des rythmes de vie de l'enfant.

En outre, le sport à l'école est à la fois sujet d'enseignement (connaître son corps, les techniques sportives, la sécurité) et objet d'enseignement, car il facilite l'apprentissage des autres disciplines et constitue un outil d'intégration sociale.

J'ai parfaitement conscience qu'une telle politique ne manquera pas d'inquiéter certains parents : n'y a-t-il pas un risque de transformer l'école en un lieu de détention des futurs champions ? Cette question m'a souvent été posée. Je répondrai simplement que, si l'école primaire permet aux enfants d'apprendre à lire et à écrire, est-ce que parce que l'instituteur a pour ambition qu'un jour ses élèves obtiennent le prix Goncourt ? Il en est de même pour le sport.

Suite à l'enquête de sociologues de l'Institut national des sports et de l'éducation physique (2), les colonnes de ce journal ont récemment rendu compte de l'évolution en profondeur du comportement des Français en faveur de la pratique du sport.

Mon ambition est que ce mouvement se développe, et cela ne sera possible que par l'éducation. Le sport doit être pratiqué à tous les âges de la vie, librement choisi selon son goût, ses aspirations ou ses propres capacités physiques. Les valeurs positives du sport pourront alors trouver leur juste place dans notre société. C'est aussi le moyen le plus efficace de lutter contre tout ce dont le sport est l'otage : le triomphe, le mercantilisme, le dopage ou la violence qui le dévalorisent aux yeux de l'opinion et le violent du sens qui lui fut attribué par le baron Pierre de Coubertin.

Les réflexions contenues dans cet article serviront de base à la politique que j'intende annoncer et promouvoir pour les quatre années qui viennent, dès la fin des Jeux de Séoul, afin que le sport prenne sa juste place dans notre société.

(1) Ministre délégué chargé de la jeunesse et des sports de 1984 à 1987.
(2) « Le contrat sportif », article d'Alain Girardo, le Monde du 29 avril 1988.

VOILE : Transat Québec-Saint-Malo

La disparition d'Olivier Moussy

Entamée sur les eaux calmes du Saint-Laurent, poursuivie dans le petit temps au large de Terre-Neuve, la deuxième édition de la Transat en équipage Québec-Saint-Malo, qui a été gagnée par Jet-Service dans l'indifférence, a basculé, jeudi 1^{er} septembre, dans le drame.

VERS 11 heures du matin, le skipper du trimaran Laiterie Mont-Saint-Michel, Olivier Moussy, a été emporté par un paquet de mer. Le voilier se trouvait à 150 milles à l'ouest des îles Scilly (sud-ouest de l'Angleterre). Dans une liaison radio avec le PC de la course, Philippe Paille de la Barrière, équipier à bord du trimaran, a raconté les circonstances de l'accident : « On avait une avarie sur le verrin de trinquette. Nous avons été obligés de mettre à sec de voile, le vent arrière, pour réparer. Nous avons alors démonté l'étai pour le fixer sur le floteur. Olivier était sous le vent pour cette manœuvre. Il a été emporté par une vague. Il était vêtu d'un haut de combinaison sèche, d'un t-shirt complet, et de bottes. Cette combinaison possède un soufflet gonflable en caoutchouc. Nous avons parfaitement repéré notre position (-). Nous l'avons rapidement perdu de vue car il y avait au moins 2 mètres de creux. Il était à environ 300 mètres du bateau. »

Alerte aussitôt donnée, les recherches ont commencé une heure et demie après l'accident. Elles ont été interrompues en fin de journée. Les gardes-côtes britanniques n'étaient pas optimistes sur l'issue de nouvelles recherches, les conditions météo devant se dégrader au cours de la journée de vendredi.

Cet accident va relancer le débat sur les conditions de course en haute mer. Après la disparition de Daniel Girard, Olivier Moussy avait d'ailleurs été un des plus actifs dans la recherche de nouvelles mesures de sécurité pour les navigateurs. Il est vrai que celui qui avait été surnommé le « Saint-Bernard des mers » après les sauvetages de Pierre Follenfant, dans la course du Figaro 1979, et de Ian Johnson, dans la Route du rhum 1982, avait lui-même été recueilli dans des conditions périlleuses après l'épave de son voilier par un cargo italien dans la Route du rhum 1986.

Pour Lolo Peyron, qui venait de terminer Québec-Saint-Malo en deuxième position sur Lada-Poch, « l'accident survenu à Olivier Moussy nous apprend qu'il faut encore plus de discipline à bord. Une seule solution, le harnais ! ». Après avoir fait ses classes en 420, puis barré Coyote, meilleur monocoque français dans l'Admiral's Cup, Olivier Moussy avait participé à treize courses transatlantiques. Il s'était imposé dans les classes II, III et IV, avant de tenter sa chance sur un trimaran de 18,28 m, désigné par l'Anglais Nigel Irens, qu'il trouvait cependant trop bas sur l'eau et trop humide. Mais Olivier Moussy n'ignorait rien des dangers de la mer, dont trois autres voiliers de la Transat ont été victimes, jeudi 1^{er} septembre. Le bateau de Florence Arthaud s'est retourné, celui de Phil Stegall a lancé un avis de détresse et celui de Nic Bailey s'est déporté vers les Açores à la suite d'une collision avec une épave.

A.G.

Advertisement for Lawrence Australia, featuring a large image of a person and the text 'Lawrence Australia' and 'Plein ciel'.

Le Monde SANS VISA

David Herbert Lawrence écrit son « roman fou sur l'Australie », Kangourou, en mai 1922, à Thirroul, au sud de Sydney. Pouvait-on retrouver sa trace et quelle était l'origine de l'histoire que lui avait inspirée ce pays baigné par un « océan pâle comme le verre de couleur vert » ?



« Wyowark », la villa occupée par D.H. Lawrence lors de son séjour à Thirroul.



MARC BALE

Lawrence d'Australie

par Jean-Pierre Barou

J' tourné le dos à Sydney et pris la direction du sud, décidé à faire le « pèlerinage de Thirroul ». Ils sont d'autant plus rares ceux qui le font qu'aucun guide sur l'Australie n'en parle. Thirroul ici n'est qu'un « trou ».

En Europe, c'est par nuées qu'ils arrivent pour adorer la ville, la plage, l'endroit même où le grand David Herbert Lawrence caucha en un temps record *Kangourou*, son roman australien. A noter en passant que Stendhal, avec ses cinquante-deux jours pour écrire *la Chartreuse de Parme*, fait plutôt léger. Quant à Goethe et Michelet, pourtant assez performants, n'en parlons même plus !

« An extraordinary tour de force », selon l'expression d'un critique anglo-saxon, s'est produit à Thirroul en 1922. Mais si délirant que le plus incorruptible des philosophes anglais, Bertrand Russell, estimera devoir jeter une ombre sur ce triomphe en déclarant de *Kangourou* : c'est l'œuvre d'un « proto-fasciste », du moins pour ce qui est des onze premiers chapitres !

Lawrence à sa barbe des mauvais jours quand il débarqua à Sydney, le samedi 27 mai 1922. « Tout était noir, noir et terriblement lugubre sous la pluie battante. » La mer ressemblait à « une mer des régions du Nord ».

Et Sydney à Londres comme « la margarine au beurre ». Tout ça est consigné dans le roman. Il est loin de rouler sur l'or et les loyers sont hors de prix.

Le lundi qui suit les voit sauter dans un train, lui et sa femme Frieda. « Pour quitter la ville, il fallut aussi longtemps que pour laisser Londres derrière soi. » C'était aussi mon avis. Ma Nissan avançait pas dans des faubourgs interminables. Ils descendent à Thirroul.

Aujourd'hui, d'étranges carcasses métalliques relient la montagne voisine à la mer. A l'époque, c'est une région minière et on transporte le minerai par tapis roulant jusqu'aux navires charbonniers. Bien sûr, on se dit - à tort - que Lawrence, ce fils de mineur, dut aimer l'endroit pour cela. Frieda, elle, rapporte seulement dans ses Mémoires que Thirroul leur parut « agréable ».

J'y arrivai en même temps qu'eux, je veux dire, le même mois, en mai. L'hiver austral soufflait sa douceur. Sinon la ville n'avait rien à offrir, que ses lotissements sans âme, aux toits en tôle ondulée. Et son « pub » à la façade aussi haute que celle d'une mairie, mais ici la bière est reine. Triste mais rassurant : pas de brochures ni de médailles lawrenciennes.

J'interpellai dans la grande rue un garagiste occupé à guerroyer avec un moteur. « S'il vous plaît, pourriez-vous m'indiquer... » Le métal coupe : « Mon pote repasse dans un moment, j'suis

absent ! » Ah ! l'humour à Thirroul n'avait pas changé. A Richard Somers - Lawrence, dans le roman - qui s'inquiète pour ses ordures, on répond : « Vous pouvez en faire tout ce qu'il vous plaira. » Mes repères, je les tirai du roman toujours très, très, précis. A l'époque, Thirroul se cale entre la montagne et la gare. Il n'y a pas longtemps les baigneurs de mer n'étaient autorisés pour les hommes que très tôt le matin. Aux femmes, le soleil... seulement. Des conventions que le couple ignore puisqu'ils louent une villa meublée avec à ses pieds l'océan.

Arrêts de feu

Les indications ne me manquaient pas : un toit en tuile et non en tôle, un bout de pelouse interrompu par une falaise basse, des rochers plats à gauche... Je sonnai. Le locataire n'était pas aimable. « Oui, c'est ici. Non, vous n'entrez pas ! » Pataquaï par la côte, grimpa la falaise sans me faire voir. Le nez sur la pelouse, je découvris toute la villa, avec sa grande loggia où Lawrence prenait son thé, où aujourd'hui séchait du linge. Il est ici pour attendre le prochain bateau en partance pour le Nouveau-Mexique, prévu le 6 juillet, et l'écrit à un ami.

Deux jours plus tard, ce n'est plus vrai. « Soudain, je me suis mis à écrire un roman fou sur l'Australie », annonce-t-il le 9 juin dans une lettre à sa belle-

mère. Cinq grands cahiers sans ratures. Temps homologués : quarante-deux jours ! Et sont inclus les arrêts de jeu : les bains de mer quotidiens, la correspondance (trente-sept lettres partant de Thirroul), les visites à Sydney, les disputes avec Frieda, les tâches journalières qu'il s'impose : le bois, le charbon, le feu, car les nuits sont fraîches en mai.

On n'explique pas cette somnolence : on la ressent. Car, vers Thirroul, l'Australie commence de n'avoir plus rien de pareil. Le ciel ? « Le bleu semble une couleur trop vulgaire pour le décrire ». L'océan ? « Pâle comme le verre de couleur vert. L'air ? Il paraît « irrespiré ». Somers lui-même se mue dans ses baignades : « Se sentir avec ravissement froid comme la glace, sans une étincelle de cette misérable chair tiède, et posséder toute l'énergie terrible et glacée du poisson ».

Des mots vrais, comme il est avéré qu'il a quitté l'Europe meurtri, en butte aux idéologies conquérantes, qui le fascinent et tout autant l'écœurent, révoit contre le monde industriel, inquiet de ses propres échecs d'écrivain. *Mister Noon*, par exemple, est resté inachevé ; Ceylan, visité avant l'Australie, n'a produit sur lui aucun effet. Enfin ses rapports avec Frieda passent désormais par des orages.

Le Pacifique s'est-il agi sur lui comme un fortifiant à prendre chaque jour ? Je m'y jetai, persuadé que l'océan avait gardé son



D.H. Lawrence et sa femme à bord du SS Resolute en 1925.

souvenir ; l'eau, comme on le dit aujourd'hui, n'est-elle pas une mémoire ?

Kangourou, c'est l'histoire d'une armée secrète en Australie, dissimulée derrière des clubs sportifs, mais bras militaire d'un parti fasciste dirigé par un juif surnommé « Kangourou » ! Beaucoup diront : grotesque, impossible, inquiétant.

Récemment, pourtant, est paru à Melbourne un ouvrage qui est le résultat de quatre années d'enquête (1). L'auteur a retrouvé sur la liste des passagers du *Malwa*, le bâtiment par lequel Lawrence arriva à Sydney, le nom de l'officier avec qui ils sympathisent : le capitaine Scrivener. Celui-ci a un ami, Scott. Lawrence l'aurait rencontré : sa maison à Neutral Bay est décrite en détail dans le roman, comme sont

évoqués nominalement les concerts de bienfaisance dits des « Feux du port », patronnés par la mère de Scrivener, et où, en mars 1922, Scott interpréta en duo *Ohé de la bordée de tribord*, le titre du troisième chapitre du roman. Scott, toute sa vie, conserva derrière une vitrine fermée des ouvrages de Lawrence.

Or ce Scott si omniprésent est cofondateur d'une organisation paramilitaire fasciste, à visée insurrectionnelle en cas d'arrivée au pouvoir des rouges, The King and Empire Alliance, dont le président est un juif : le major général Sir Charles Rosenthal !

(Lire la suite page 12.)

(1) D. H. Lawrence in Australia, de Robert Darroch. Macmillan australien, 1981.



Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 - 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77



مكذبا من الأصل

ESCALES

Le gigot gauk



L'automne en province

Relève dans les propositions des Maisons régionales à Paris une sélection de séjours à prix... province.

Le Nord n'est pas encore froid. C'est le moment de filer dans le Boulonnais, à Wierre-Effroy, un arrière-pays verdoyant et vallonné. A partir d'une ancienne ferme transformée en luxueuse auberge, on pourra sillonner, à pied ou à bicyclette, un paysage de prés-fleissés et de petites stations balnéaires avec des plages de sable fin et de galets. Deux jours, une nuit, petit déjeuner, déjeuner et dîner gastronomique à Wimille : 733 F pour une personne, 1465 F pour deux. Réservation auprès de la Maison de la Région Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Hausmann, 75008 Paris, tél. : 47-70-58-82.

Cap vers l'Est pour une randonnée de six jours en Alsace, à partir de Thann, le long de la route des vins : à vélo, c'est plus sûr. Visites de caves, de Colmar, du château du Haut Koenigsbourg, du Mont Sainte-Odile et de Strasbourg. Quatre heures de bicyclette par jour, un 4x4 suivant avec les bagages. Repas du soir, nuit

et petit déjeuner en hôtel deux étoiles, pique-nique à midi : à partir de 2380 F par personne plus 250 F de location de vélo. Maison de l'Alsace, 39, Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 42-25-93-42.

Plein sud vers la Lozère, en Margeride, pour un séjour à la carte au Relais Saint-Roch, une silencieuse maison de maître en granit rose située à Saint-Alban. Chaque des neuf chambres au mobilier ancien est à prendre (195 F par personne en demi-pension, 255 F en pension complète). Piscine privative, tennis au village et cueillette des myrtilles et des champignons. Maison de la Lozère, 4, rue Hautefeuille, 75008 Paris, tél. : 43-84-26-64.

Fouquet aux chandelles

Nicolas Fouquet a vingt ans lorsqu'il achète, en 1641, pour six mille livres, la terre et le petit château fortifié de Vaux-le-Vicomte. De 1656 à 1661, il confie à l'architecte Louis Le Vau le soin d'édifier un château, sur une motte artificielle ornée de douves. Au génie de Le Vau s'ajoutent ceux de Charles Le Brun pour la

décoration intérieure et d'André Le Nôtre, pour les jardins. Le 17 août 1661, en présence du roi et de la cour, il donne une des fêtes les plus célèbres du dix-huitième siècle par sa somptuosité et son retentissement. Une fête qui devait lui coûter très cher. Trois semaines après, en effet, Fouquet était arrêté à Nantes et il devait mourir, dix-neuf ans plus tard, à la forteresse de Pignerol, dans les Alpes savoyardes, avec pour voisin de cellule le Masque de fer.

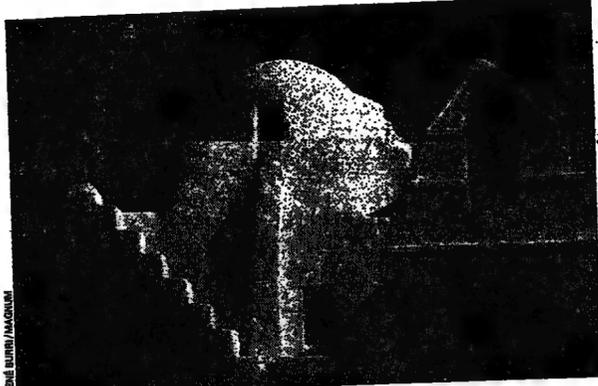
Comme chaque année à la même époque, il est possible, chaque samedi jusqu'au 1^{er} octobre, de 20 h 30 à 23 heures, de visiter les petits et les grands appartements de Vaux-le-Vicomte, éclairés par plus de mille deux cents chandelles. Un spectacle magique qui permet de mieux saisir l'atmosphère de ces lieux où flootta encore le fantôme de Fouquet. Après avoir parcouru les jardins, à la tombée du jour, on découvre, illuminés de bougies, les trente pièces du château où, il y a trois

siècles, retentissent les voix du maître des lieux, de Louis XIV, de Molière et de La Fontaine. Une promenade qui coûte 50 F et que l'on peut conclure en souper dans le restaurant aménagé dans les communs du château.

Rappelons que Vaux est à 55 kilomètres de Paris et qu'on y accède soit par l'autoroute A 4 ou A 6 (sortie Melun-Sénart), soit par le RN 6 et le RN 36 vers Meaux.

Art copte

L'histoire des coptes — les chrétiens d'Égypte, 9 % de la population — se confond dans ce pays avec celle du christianisme, dont les origines remontent à l'an 40, lorsque saint Marc arriva à Alexandrie. L'art copte dans ses multiples expressions est l'axe autour duquel s'organise un voyage du Monde de l'Égypte et du Proche-Orient (20, rue des Fossés-Saint-Bernard,



75005 Paris, tél. : 43-26-76-37).

Il permettra de voir tout à tour Kasr-El-Chama, le quartier copte du Vieux-Caire, avec les églises Saint-Serge, Sainte-Barbara, la Mosquée, une église suspendue, et les collections du musée copte (frises et fresques). Journée libre au Caire (Musée des antiquités égyptiennes, nécropole de Saqqarah ou tout autre site). Dans les environs de Minieh, visite des tombeaux et nécropoles de Meïdoun, Beni-Hessan et Tell-El-Amarna et, dans la région d'Assiout et de Sohag, des monastères coptes de moyenne Égypte. Etapes à Assiout pour ses villas roccoco, Luxor, Hurgada, sur la mer Rouge (magnifiques fonds sous-marins) et Suez.

A travers le désert du Sinaï on gagne le monastère Sainte-Catherine, de rite grec-orthodoxe : visite de la basilique justinienne et de la précieuse bibliothèque. Ascension du mont Sinaï à l'aube pour voir le soleil se

lever sur la péninsule et s'élever pour Alexandrie par la route agricole à travers le delta du Nil. Logement à l'hôtel Cocil, le plus ancien établissement de la ville, immortalisé par Lawrence Durrell. Retour au Caire par la route du désert.

Seize jours, 11 680 F par personne en chambre double pour douze participants en pension complète (hôtels de 1^{re} catégorie), vols compris. Départs les 15 octobre, 5 novembre, 3 et 17 décembre, puis deux départs par mois à partir de 1989.

L'Orient à Paris

Pour ceux qui ont envie de faire une petite virée en Orient et de remonter le temps... sans quitter la région parisienne, il suffit de se rendre au Musée Albert-Kahn, à Boulogne (Hauts-de-Seine). Si le jardin japonais reconstruit par ce mécène orientaliste, qui vécut de 1860 à 1940, est actuelle-

ment en réfection, on peut en revanche visiter (jusqu'au 9 octobre) dans sa maison une exposition fort bien agencée sur « Les arts du paysage au Japon ».

La partie du parc non japonaise reste ouverte au public avec notamment ses célèbres bleus de l'Atlas plus que centenaires comptant parmi les plus hautes d'Europe. Mais, surtout, jusqu'au 16 octobre, chaque jour à 16 heures, sont projetés durant une heure des diaporamas et des films de la collection Kahn tournés au début du siècle en Chine, en Mongolie, aux Indes, dans l'Empire ottoman, en Afrique du Nord et, naturellement, au Japon. Mais aussi dans les provinces françaises, chez les pêcheurs de Terre-Neuve ou parmi les sportifs européens des Années folles. Une superbe remontée dans le temps et dans l'espace.

Musée Albert-Kahn, 10, quai du 4-Septembre, 92100 Boulogne. Renseignements tél. : 46-04-52-80.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Majesté Best Western ***NN
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité
48, boulevard Victor-Hugo, NICE
Tél. 93-87-42-56 - Télex

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plein centre-ville, calme, petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, tél. direct, minibar.

Montagne

05390 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc régional. Site classé.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Chamb. - studio + cuisinette-grill. Tennis.
De 50 F à 150 F par pers. et par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Piscine, Tennis.
1/2 pers. 1 029 F à 1 617 F sem.
Persones 1 309 F à 1 848 F la sem.

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F - Tél. 43-54-92-65.

Provence

ROUSSILLON EN PROVENCE
LE MAS DE GARRIGON ***
Le petit hôtel de charme du Lubéron est aussi une étape gourmande.
Piscine - Équitation.
STAGES DE CUISINE à partir d'octobre
Forfaits de 4 jours
Reservations et réservation : 90-45-03-22
Madame RECH-DRUART

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES ***
(près de Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonia.
Télécopieur : 041-520 37 21.

Suisse

LAC MAJEUR
LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine.
Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. Corti
tél. 19-41/93/33632 - Télex 846143
Via Sempione, CH 6608 LOCARNO.

CH-1064 LEYSIN - Rég. Léman, 1350 m
A 4 h 30 de PARIS TGV
HOTEL-CHALET PAIX
Familial, gourmand, 2** NN, vue panor., bon air alpin, 7 l. pens. compl. t.c. 190 FF (dînette w.-c.).
Tél. 19-41/25/341375.

Lawrence d'Australie

(Suite de la page 11.)

C'est en réalité un pan entier de l'histoire de l'Australie que Lawrence aurait mis au jour. Son imagination n'aurait donc pas été si débridée ni si « proto-fasciste ». A Sydney ou à Thirroul — Scrivenner et Scott viennent parfois y passer leurs week-ends... Il aurait reçu des confidences, saisi à chaud cette chance alors de régler ses comptes avec les idéologies (2). Car Somers-Lawrence refusé de se soumettre à l'autorité de « Kangourou » : « Je connais, lui dit-il dédaigneusement, un autre Dieu (...), le Dieu obscur du seuil inferieur. » Il rompt mais s'enfonça plus loin dans l'Australie cachée, invisible.

La suite m'attendait à plusieurs jours de route de Thirroul. Aux portes du Nullarbor, une plaine sans arbres, infinie, longeant l'océan. Bien après Adélaïde, et bien avant Perth. Avant de m'y lancer, je marquai une halte à proximité d'un campement d'aborigènes. J'avais entrevu leurs corps las, habillés de chiffons, sur un fond de poussière. Quelques arbustes... les derniers avant le Nullarbor, leur servaient de parasols.

« Une leur antique... »

Les Pitjijantjars avaient fait parler d'eux récemment pour avoir entrepris une action en justice contre les Britanniques et leurs essais nucléaires des années 50, dont les retombées en avaient mutilé plus d'un — leur leader est aveugle. Mais la tribu des Pitjijantjars ne recevait pas. Elle avait son désespoir. Le Blanc qui m'avait servi d'interprète m'ouvrit cependant un casgibi qui cachait, m'avait-il dit, leur Bible, des totems patinés par le sang des initiations et que leur propriétaire dissimulait là en attendant de retrouver leur terre.

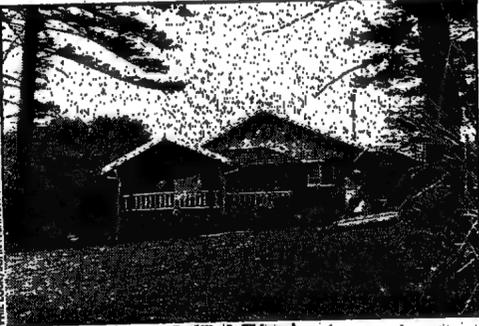
Lawrence sut distinguer cette spiritualité toujours à l'affût. Dans Kangourou, il évoque « un de ces aborigènes difformes, au visage laid, mais aux yeux noirs merveilleux qui ont en eux une leur antique et incompréhensible. Et pourtant, quand vous n'éprouvez pas la sensation de l'aidé ou de monotone, dans le paysage ou le nègre qui l'habite, vous avez une sensation de beauté subtile, lointaine, impalpable, plus poignante qu'aucune de celles que vous avez éprouvées auparavant ».

Ni Scott ni Rosenthal n'auraient souscrit à cette vision. Ni eux ni beaucoup d'autres. La première Constitution australienne stipule noir sur blanc que les aborigènes ne seront pas pris en compte dans les recensements. On connaît, par contre, l'importance des troupeaux...

Puis ce fut le Nullarbor, 692 kilomètres. Une terre, une mer de taillis gris rasant le sol, parfois des excavations affilées, révélant tout un monde de gales souterraines ; sur des parois, on découvre le hallier laissé par les empreintes de mains préhistoriques. Et tandis que la mit australe bombardée ses millions d'étoiles, on se sent tiré en arrière, très en arrière.

Mais ma route était devant, vers Perth, où j'achevai ma traversée d'Est en Ouest de l'Australie. Un prof de français, passionné de Lawrence, m'avait promis une surprise. Je la reçus comme un trophée au terme d'une épreuve : un exemplaire des Mémoires de Mollie Skinner !

C'est chez elle que Lawrence avait trouvé à se loger en arrivant à Perth, sa première escale en terre australienne après Ceylan. Miss Skinner est l'auteur d'un livre de souvenirs sur la première guerre mondiale ; elle était infir-



La villa de Thirroul.

mière. On l'oublie mais tous les villages australiens ont leur monument aux morts de la guerre de 14-18. Lawrence pousse Mollie à écrire un livre sur l'époque de défrichage des terres, alors qu'elle était adolescente (3). Elle se souvient des conseils de Lawrence : « N'inventez rien, décrivez, témoignez », un pacte avec la vérité. A Thirroul, il allait porter jusqu'à son terme cette façon d'écrire amorcée à Capri, avec Mister Noon.

Un soir, à Perth, Lawrence s'enfonça pour la première fois dans la brousse. Le choc est terrible, et Somers en témoigne : « Pas un signe de vie, pas un vestige. Quelque chose d'énorme. Quelque chose d'énorme (...). Ses cheveux commencent à se dresser d'horreur sur sa tête. Il y avait là une présence ».

Depuis Thirroul, Lawrence écrit à la romancière Catherine Carswell : « C'est comme si l'on remontait jusqu'au règne végétal, avant l'éveil de l'âme, de l'esprit ou de l'intelligence », donnant à ce vide que chacun se plaît à évoquer en parlant de l'Australie une profondeur qui hante les plus belles pages de Kangourou.

Ainsi l'Australie cachée, insoufflée (dans son histoire, ses origines, sa nature), n'a cessé d'agir comme un détonateur et un révélateur. Car ce « continent indompté », « en dehors de tout », comme il est encore dit dans le roman, l'aspire, le vide, le rend à « sa propre sincérité », au « Dieu sombre » d'une religion irrévélée sans qu'il devienne pour-

tant un ennemi de la civilisation.

L'initiation australienne fut courte mais ses conséquences immenses. Tandis que le 11 août 1922, il embarque pour le Nouveau-Mexique à bord d'un petit bateau commandé par gros et joyeux capitaine, dit Frieda dans ses Mémoires, suit-il que son prochain roman, Le Serpent à plumes, sera son premier grand chef-d'œuvre ? Mais pour l'écrire, il lui faudra deux ans.

JEAN-PIERRE BAROU.

(2) Bizarrement, Lawrence se montre toujours énigmatique sur les sources du roman, mais s'éclaircit, pour les besoins de sa cause, trahi un secret ? Ajoutons que l'historien australien Geoffrey Searle, en 1965, note que Lawrence ne s'est pas écarté de la vérité (cité par R. Darrock).

(3) Ce sera Jack dans la brousse que Lawrence révéra et coïncidera avec Mollie Skinner. En France, l'ouvrage a paru sous son seul nom.

VOYAGES - AVENTURES à pied, en 4x4 et sous les étoiles

SAHARA - KENYA
Maroc, Mali, Turquie, etc.
Doc. 50, av. des Ternes
75017 Paris - 43.42.45.45

NOMADE

FAITES SAUTER LA BANQUE

TOUS LES JEUX DU MONDE

Yams - La banque - Le billard américain
La tour de Hanôï - La bataille navale

JEUX

36.15 LEMONDE

LA TABLE

Le gigot gaulois

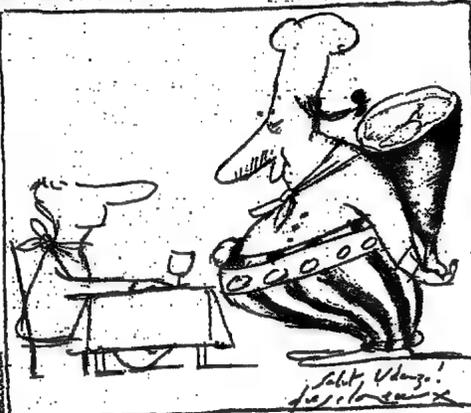
EXISTE-T-ELLE encore, à Riom, chaque 11 juin et pour la Saint-Aimable (qui fut curé du village au quatorzième siècle), la procession dite des brayauds ? Autrefois, les paysans d'alentour, culotte, guêtres enrubannées, veste blanche de flanelle, gants de fil et cravate de dentelle, y participaient. Après quoi ils se régalaient d'une robuste omelette dite omelette brayaud : pommes de terre en petits dés cuites avec moitié saindoux, moitié lard demi-maigre en dés, ajoutées à l'omelette. Celle-ci agrémentée d'une couche de crème fraîche avant sa plûr et, quelquefois, de fromage de Cantal râpé.

Pourquoi brayaud ? Le surnom qui ne figure, curieusement, ni dans le Larousse ni dans le Petit Robert, viendrait des braves, le large pantalon de « nos ancêtres les Gaulois ».

Mais l'omelette n'est pas la seule à remémorer l'ancêtre, et le gigot brayaud est aussi un grand plat auvergnat. Bien oublié hélas ! M. Roger Lallemand écrit, quelque part : « Saint-Flour, avec ses remparts, est une ville bien plantée », soldat, comme l'est la cuisine cantalienne qui se symbolise ici par le gigot brayaud... Il dit aussi qu'ailleurs on l'appelle « gigot de sept heures ».

Sans doute. Mais avec ce quel-que chose de plus qui est, qui « fait » l'Auvergne et réjouit les brayauds !

En bref, il s'agit d'un gigot de mouton (de mouton, surtout, pas d'agneau !) dont on a raccourci l'os avant de le piquer largement d'aïl et de lardons et de le frotter de sel et de poivre. Revenu d'abord au saindoux, en carottes avec quelques oignons et carottes enroulées « foubiaï ! il est aussi, avant, bardé de lard ! et au moule alors de bouillon à mi-hauteur, on ajoute, après ébullition, on laisse cuire, à feu doux, un couple d'heures et plus. Sept pour ceux qui entendaient le dégus-



ter « à la cuillère ». Il n'est plus qu'à dégraisser la sauce et servir. Avec des choux, bien sûr, et des pommes de terre. Et pourquoi pas alors des pommes caradiées ?

Un bardo local qui a rimé les cordons-bleus de la-bas :
Vestales qui gardiez chez nous
L'aïtel, le four et la Souillarde
A l'honneur revêchie et gailarde
Plus souvent debout qu'à genoux...
disait aussi : « Il y a deux sortes de soupes aux choux : la bonne et la mélièvre. La nôtre est la mélièvre ! » Et M. Delouvier, en son Petit Colombier (42, rue des Académies, Paris-17^e, tél. 43-80-28-54), servait des pommes caradiées — comme les sarladaises, sautées à cru, au saindoux, avec ail et herbes — qui iront parfaitement avec le gigot brayaud.

Difficilement trouvable sur place (pour ne pas dépayser le touriste, ces messieurs les chefs préférant lui proposer la petite tige de graminées aux algues et le magret aux kiwis !), on aimerait bien le trouver à l'Ambassade d'Auvergne (22, rue du Grenier-

Saint-Lazare, Paris-9^e, tél. 42-72-31-22), entre le moutayrol et la falette, deux autres merveilles de la cuisine brayaud. Il est vrai qu'il y a le gigot de Brioude saucé au loup en cet excellent restaurant. On en voudrait beaucoup comme ça entre Saint-Flour et Clermont-Ferrand. Le Pay et... Moulins, qui n'est pas en Auvergne mais où le gigot brayaud figure à la carte remarquable de l'Hôtel de Paris (21, rue de Paris, tél. 70-44-00-58).

Une bonne halte sur le chemin de vos vacances.

LA REYNIÈRE.

N.B. — L'Auvergne nous propose une cuisine « lourde », nous dit-on ! Point fondamental. Et notons en ce cas qu'elle offre, en contre-partie, les ramilles les plus simples : l'eau ! L'eau la plus pure du monde à Volvic, et surtout l'eau de cure, la fameuse Hydroxydase (Le Breuil-sur-Couze, 63340 Saint-Germain-Lembray.). Mise en flacon à l'abri de l'air, elle permet des cures à domicile de détoxication de l'organisme. C'est la plus riche de France en magnésium.

MIETTES

• Changements. — Jacques Madrin, le roi des Côtes gourmandes, va donc se mettre à son compte à Nice, dans un théâtre désaffecté de la rue Sacha-Guitry. Tout à la fois restaurant, bistro, traiteur, bistro, salon pour banquets. C'est l'industrialisation d'une renommée. Passons.

Après travaux de remise en beauté, la salle du Chantier (le restaurant du Négresco) ouvrira donc au printemps prochain avec un nouveau chef, Dominique Le Saux, à peine installé au « piano » du Château Eze (Eze-Village).

En attendant d'autres changements, sans doute ! — Un lecteur a été satisfait des Roches noires (16, bd Louis-Bérquet à Trouville. Tél. : 31-88-12-19). Accueil aimable et bonne cuisine de femme. Prix honorables. C'est aussi l'avis du Borin gourmand.

• Mécontent. — Ce lecteur qui s'est arrêté à Chantilly, au Palais Condé, il est vrai que la maison a changé de propriétaire, et de chef ! Peut-être ce dernier va-t-il surveiller un peu mieux la sauce de ses goujonnettes de sole et surtout augmenter les portions !

• Innommable. — Faut-il le nommer ce vin qui s'annonce comme le « vin des gastronomes » et qui, sur ses bouteilles, conseille : « Servir chambré » ? Non ! Simplement le... brocardier !

• Venise. — Le Fontana (26, avenue des Champs-Élysées, tél. : 42-25-14-72), avec sa terrasse devant la cascade, est, aux beaux jours, le plus attachant des italiens de Paris. S'y ajoute maintenant un piano-bar, vert et noir, aux couleurs de Venise, ancré dans l'« aquarelle » signée Hélène Ser, avec un pianiste-chanteur ajoutant, belissimo, du soleil dans les verres.

• Anecdote. — Les caillots en sarcoophage ? C'était, paraît-il, une recette du Café anglais dont un lecteur me demande l'anecdote. Je n'en trouve trace nulle part. Mais si de hasard... Lecteurs gourmands et lettrés, à vous la parole !

• Déménagement. — Le Logis de Tremcay, ce bon restaurant régionaliste de Carcassonne, déménage. Jean-Claude Rodriguez s'installe à Montredon, dans le château Saint-Martin, magnifique construction du seizième siècle au milieu d'un parc, cadre parfait pour sa cul-

sine, du foie de canard au cassoulet en passant par le millefeuille du Lauragais.

• Médailles. — Le volnay-taillepiède 1985 du domaine du Château de Beauné, de la maison Bouchard père et fils, a obtenu pour cette bouteille et quelques autres six médailles au dernier Concours général agricole de Paris. Mais n'a pas été présenté un bourgeois algoté bouzeron 1987 (il n'était pas encore en bouteille), tout à la fois « gras » et « soyeux » (comme disent les spécialistes) et qui avait eu le privilège de « taster » je trouve pour ma part robustement allégre.

• Parutions. — La Michelin Europe 88 (n'y figurent que les villes ayant un aéroport international, ce qui permet à ces messieurs de ne pas citer Girardat — on aurait pu le rattacher à Genève, aussi bien que le Guide des croqueurs de chocolat (Orban éditeur). Lorsque l'on voit que ces « croqueurs » donnent aux chocolats de Londres la même note qu'à ceux de Christian Constant et plus qu'au cher Bernachon, on juge du sérieux de l'affaire !

L. R.

Le Mas Tourteron à Gordes

Elisabeth Bourgeois, grande dame d'ARC, est enfin ici chez elle. Un endroit « magique » où, entourée de deux jeunes cuisinières, elle propose trois menus (170, 185 et 280 F). Ce dernier est absolument enthousiasmant avec la petite soupe de melon apéritive, une terrine d'asperges et poireaux aux foies de canard, rougets à l'huile d'olive, gratiné au bœuf de venise, volaille fermière, en deux services, fromages, desserts, petits fours et chocolats avec le café. Des autres cartes, notez le soufflé glacé à l'aubergine, une charlotte d'agneau aux épices, etc. Vins du pays et de toute la vallée du Rhône, entre autres.

• LE MAS TOURTERON, 84220 Gordes. Tél. : 90-72-00-18.

La Chiorée à Beaulieu-sur-Mer

Elle s'annonce comme une brasserie. Pourquoi pas ? La terrasse estivale est agréable, la salle ornée de toiles signées Joëlle Ladislav D. (faux naïfs, avec le clin d'œil de l'humour) qui sont de la patronne. Le patron, Gérard et son chef Luc Mané savent que leur clientèle aime le bon enfant.

La carte, avec ses pasticcias diverses (35 à 52 F), ses nombreuses salades (17 à 58 F), ses poissons (amenés par les pêcheurs du petit port voisin) et ses viandes (tartare, carpaccio, hamburger, etc.) permet des additions de 250 F, avec des menus à 88 F et 148 F, ce dernier : choix de deux plats, fromage et dessert du moment. Bonne petite cave déburrant par un « côgé-de-Provence » au pichet (30 F).

• LA CHIORÉE, 5, rue du Li-Colonnell, 06310 Beaulieu. Tél. : 93-01-01-27.

Le Duc à Genève

Le seul Français qui a réussi à « tenir » ici. Chapeau ! Il est vrai que Paul Minichelli (qui n'utilise ni congélateur ni surgelé) et reçoit quoti-

SEMAINE GOURMANDE

diennement son poisson par avion et des meilleures sources) propose une carte toute d'invention et de « caritades ». Il faudrait tout citer de la sobriété de propositions ! Je noterais simplement le homard au miel de lavande, la blanquette aux trois poissons, le filet de loup au gingembre et navets...
Bien sûr, le décor n'est pas « in » et les prix sont un peu là ! Mais chez tant d'autres aussi où le beurre n'est pas comme ici du demi-sel d'Echire, où la cave n'est pas si choisie. Alors comptez 150 FS, mais régalez-vous.

• LE DUC, 7, quai du Mont-Blanc, Genève (Suisse). Tél. : 31-73-30. Fermé dimanche et lundi. AE-Viva

Parc des eaux vives

La plus belle établissement peut-être de toute la Suisse, ce parc : la vue sur le lac, la terrasse (où l'on peut goûtitonner au milieu des oiseaux et des écureuilles)...

Et puis, si l'addition est lourde du moins peut-on profiter des menus « Amis du Parc » à 75 FS et « Gourmets » à 125 FS. Et avec la certitude de trouver dans l'illustre carte des vins (notamment de bordelais) des bouteilles admirables. Service impeccable.

• PARC DES EAUX VIVES, Quai Gustave-Ador, Genève. Tél. : 35-41-40. Fermé dimanche soir et lundi. DC-Viva

Hostellerie de la Vendée

Un classique, au décor coquet, à la cuisine soignée parfaite, à l'accueil souriant de M. Righetto, qui, membre des Châteaux et demeures de tradition, ne voudrait pour rien au monde servir conserve ou surgelé. Que l'on ne s'étonne pas alors d'un livre d'or aux signatures célèbres.

Il se sont régalez du tartare de saumon sauce saignée, du turbotin vapeur au sabayon estragoné, de l'éventail de filet

et cuisson de lapin à la moutarde de Meaux, avant un chaud-froid de framboises glace vanille succulent. Belle cave de vins suisses et français (bordeaux notamment). Menus 68 FS et 90 FS. A la carte, compter 150 FS.

• HOSTELLERIE DE LA VENDEE, Chemin de la Vendée, Le Petit-Lancy (1 km à l'ouest de Genève). Fermé samedi midi et dimanche. Tél. : 92-04-11. AE-DC-Viva

Auberge de Saviese

L'envie vous prendra peut-être de manger — enfin — suisse ! Entouré d'autocrochons heureux de vivre un moment valaisan en plein Genève.

Bernard d'Allèves alors vous recevra ici pour le raclette (3,80 FS, ou, le gogo, 22 FS) et les fondues : maison, aux herbes, aux bolets, au cognac, à la tomate, au poivre vert (de 14 FS à 16 FS). Belle collection de pasticcias avec aussi les croûtes au fromage, à l'œuf fromagé, trois étages annivarié au lard du Valais (13 FS à 16 FS), et les vins de la maison : Fendant, Johanneberg, Dôle...

• AUBERGE DE SAVIESE, 20, rue des Pâques, Genève. Tél. : 32-93-30. Fermé le dimanche.

La Cassolette à Carouge

A quelques tours de roues de Genève, une gentille petite salle fleurie, amusée de gadgets. Cuisine de René Fracheboud, très « élégante », mais à partir de bons produits (la fois gras cuit sous vide est aux poires, est d'agneau en spirale d'épaveaux aux anchois, la crème au casté accompagnée d'un « milkado » aux deux chocolats).

Un menu à 55 FS, (trois plats, fromages ET dessert), d'autres à 70 et 90 FS et la carte. • LA CASSOLETTE, 31, rue Jacques-Dalphin, Carouge. Tél. : 42-03-18. L. R.

VOTRE TABLE PENDANT LE SALON DU PRET-A-PORTER

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS		RIVE DROITE
COPENHAGUE F. dim. au 1 ^{er} étage	142, Champs-Élysées, 9. 43-59-30-41, de 12 heures à 22 h 30	SPECIALITES DANOISES et SCANDINAVES
FLORA DANICA Tous les jours au rez-de-chaussée	HORS D'ŒUVRE D'ANDRÉ MIGNON DE RENNE AU VINAIGRE DE PIN CANARD SALÉ, SAUMON MARINÉ A L'ANETH.	
EL PICADOR 43-87-28-87 80, bd des Capucines, 17 ^e F. lundi, mardi	Déj. dîner J. 22 h 30. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Paella. Zornella. Gambas. Bacalao. Calamars tinta. Environ 180 F. Plus à l'emporter.	
PHARAMOND F. dim., lundi midi 24, r. de la Grande-Tranquillité, 1 ^{er} 43-33-06-72	Déj. dîner aux HALLES dans un cadre 1900 AUTHENTIQUE SPÉC. de TRIPES, POISSONS, GRILLADES au feu de bois. SALONS de 5, 7 et 16 couverts.	
RIVE GAUCHE		
LE MAHARAJAH Spéc. indiennes 43-54-26-07	PROLONGEZ VOS VACANCES... dans le palais d'un MAHARAJAH... au 72, bd St-Germain, 9, M ^e Mouton. 7 j, sur 7. SERV. NON-STOP de 12 h à 23 h 30, week, sans j. 1 & 2	

Le Monde
PUBLI-CITÉ TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

GNEZZI préparé pour vous ses pâtes fraîches sur machines
giacomo toresani
PARIS 3, rue Labou - Paris 17
NICE 5 bd Gambetta - Paris 18
104, rue Daubigny - Paris 18
PASTA E SUGHI

RENATA SCOTTO: L'APRÈS CALLAS

MYTHIQUE. Depuis ses débuts dans l'ombre de Maria Callas, Renata Scotto s'est affirmée comme l'une des grandes tragédiennes lyriques de notre temps. Sa carrière éclatante, aux développements inattendus, est l'une des dernières aventures mythiques de l'opéra.

MILLENAIRE. De l'hydraulique des anciens aux grands Cavallé-Coll, l'orgue est resté l'instrument-roi. Marie-Claire Alain et Jean Boyer en racontent les évolutions. Une discographie, instrument par instrument, en révèle les splendeurs.

COSMIQUE. Le Festival d'Automne célèbre la création du monde selon Stockhausen. Avec le démiurge de Cologne, le ciel va résonner de la musique des sphères.

LÉGENDAIRE. En rendant au clavecin ses lettres de noblesse, Wanda Landowska a ressuscité tout un répertoire et ouvert la voie aux générations futures. La Dame de Saint-Leu a encore bien des choses à nous apprendre.

Et aussi : le Japon à l'heure française ; la « cantate de Rome » de Bizet ; Jovial joue Jubal, le premier des musiciens ; les disques du mois, les offres d'emploi.

Le Monde de la Musique
26 F. Chez votre marchand de journaux.

كذا من الأصل

مكتبة من الأصل

JEUX

échecs N° 1296 MÉFIIONS-NOUS DES SICILIENNES

1. e4 c5 2. Cf3 e6 3. d4 cxd4 4. Cxd4 Cc6 5. Cc3 d5 6. Fd3 (b) 7. e4 (b) 8. e5 Cf7

g) Toujours le même sous estimations de danger et l'idée qu'après 16. Ce2, Fx64 tout va bien.

ÉTUDE N° 1296 N. GRIGORIEV (1932)

bridge N° 1294 PARENTES PAUVRES

Il est rare en tournoi par paires de renoncer à 3 SA pour jouer une manche dans les mineures.

une couleur, mais attention de ne pas trop éclairer le déclarant.

tableaux à l'appui sont évidemment exacts, mais leur application n'est valable que si le battage des cartes est parfait.

scrabble N° 301 INEPUIGNABLE

Sous vos yeux, des fortifications avec chemins de ronde, renforcées de fossés et de demi-lunes.

Table with 5 columns: No, TIRAGE, SOLUTION, RÉF., PTS. Lists words and their scores.

XVII^e CHAMPIONNATS FRANCOFONES (Québec) 4 août 1988

mots croisés N° 524

Horizontalement I. Devrait vous convaincre. II. Forme une ligne continue.

anacroisés N° 525

SOLUTION DU N° 524

SOLUTION DU N° 523

Horizontalement I. Deng Xiaoping. II. Émirite. III. Môme. Oracles.

Horizontalement 1. CDEHILN. 2. EMNORST (+3).

1. DOSSIER. 2. OCEANIE. 3. EBRECHES. 4. REGALADE.



Culture

« La Légende du saint buveur », de Ermanno Olmi à la Mostra de Venise

Le coup de l'étrier



Rutger Hauer dans le rôle d'Andreas, « homme d'honneur sans adresse »

(la longue nouvelle de Joseph Roth), pour la première fois tourner loin de sa Lombardie natale et pour la première fois choisir des acteurs professionnels et non plus, comme toujours, des amis ou des voisins. Cette somme d'exils volontaires confère à la *Légende du saint buveur* richesse et étrangeté. Le Paris hors du temps que réinvente Olmi est, curieusement, celui de nos fantasmes et nos nostalgies : maisons étroites, boutiques ombragées, cafés au zinc hospitalier et aux boiserie cirées. Olmi ne montre aucun monument mais l'âme de la ville et des enfants de chœur comme on n'en fait plus, robe rouge et aube blanche, jouant comme des diabolins sur les marches de l'église.

Un comédien néerlandais, Rutger Hauer (qui fut le chef des « répliquants » dans *Blade Runner*), est Andreas. Il a la discrétion d'un peu trop gracieux mais, après tout, il s'agit d'une légende... dont Ermanno Olmi a envoyé deux versions à Venise : une anglo-française, sous-titrée en italien ; une autre doublée en italien et sous-titrée en français. Symbole du malaise linguistique qui pèse sur le cinéma européen. Mais, en l'occurrence, sans conséquence pour un beau film, dont les mots pèsent moins que les images et les idées.

DANIELE HEYMANN.

CINÉMA

Pour son premier film tourné loin de sa Lombardie et avec des acteurs professionnels, Ermanno Olmi a choisi d'adapter un texte de Joseph Roth : une parabole humaniste dans un Paris rêvé.

C'est un film qui devrait rendre meilleur, tant il s'en dégage de compassion et de sérénité. Pourtant, le sujet n'est pas gai. Il s'agit d'une agonie. Dans une bulle de temps expansé — la durée du récit — un clochard reçoit les fragments épars de sa vie, puis meurt, comme il aura vécu ses dernières années, « en homme d'honneur, mais sans adresse ».

Andreas habite sous les ponts de Paris. L'automne lui est peu miséricordieux. Un passant âgé, bien vêtu, l'aborde un matin et insiste pour lui prêter 200 francs. D'accord, Andreas le rembourse, puisqu'il y tient. Que les 200 francs soient déposés le dimanche après la messe, au pied de la statue de sainte Thérèse, à Sainte-Marie des Batignolles.

Dès lors, de menus miracles familiaux les jours et les nuits du buveur, comme pour lui faire éprouver encore une fois les petites joies,

les bouffées de bonheur qui ensoleillent le passage de chaque homme sur la terre. Andreas croise des amis d'enfance, depuis longtemps disparus, la femme qu'il aime autrefois, lorsqu'il était mineur en Silésie et pour qui il commet un crime ; même ses parents, fugitivement. A tous, il offre ce qu'il a : à une jolie danseuse de cabaret aussi, qui l'entraîne dans une escapade sous la pluie, à Fontainebleau, puis le déçoit.

Ces rencontres éphémères lui paraissent normales, belles. Néanmoins, Andreas boit, beaucoup, puisqu'il est buveur. Et lorsque le dimanche arrive, c'est douloureux, il ne lui reste rien pour payer sa dette.

La troisième semaine, il va y parvenir, dans le café en face de l'église, il tombe, tenant dans sa main deux billets froissés. On le transporte à la sacristie, on l'assoit dans un bon fauteuil. Par la porte entrouverte, il voit, à l'ultime seconde, une petite fille lui faire signe ; elle dit : « Appelle Thérèse... »

Allégresse mélancolique

A cet instant, aucune tristesse, mais une mélancolie allégresse. Car douce est la mort de ce pauvre pêcheur devenu saint parce qu'il a tenu parole, parce que l'argent reçu

par charité, est argent rédempteur et non pas corrompteur, il l'aura jusqu'au bout dépensé avec générosité. De cette parabole humaniste, qui ne pouvait que le toucher, Ermanno Olmi a fait un film pres-

que muet, qui a la lente beauté des rêves. Certes, les incessantes stations d'Andreas devant d'incessants ballons de rouge provoquent à la fin une légère lassitude, une sensation de déjà-vu, de déjà-bu. Mais on ne

peut qu'admirer le fond et la forme de cette légende du saint Olmi. Ne lui a-t-il pas fallu, en effet, beaucoup de foi et de courage pour se remettre ainsi en question ? Pour la première fois s'inspirer d'un texte littéraire

« Big », de Benny Marshall ; « Good Morning Vietnam », de Barry Levinson

Faut-il en rire ?

Sur le thème : « Les Américains sont de grands enfants », deux films venus des Etats-Unis sont projetés à Venise. Ils sont présentés, au même moment, au Festival de Deauville, qui ouvre aujourd'hui et qui est exclusivement consacré au cinéma d'outre-Atlantique. Les deux comédies sortiront la semaine prochaine sur les écrans français.

On sait le désir qu'ont certains enfants, nombreux, apparemment, d'être vite grands. On oublie tous les adultes qui aimeraient bien faire machine en arrière, même pour l'âge ingrat. Anne Spielberg a réparé cette injustice en produisant le film de Benny Marshall, *Big*, une comédie légère, classique, sans folie, tout à fait charmante.

A douze ans, le jeune Joshua Baskin a presque tout pour être heureux, de bons parents, un excellent ami, Billy, tout sauf quelques centimètres qui lui manquent pour séduire la blonde, Cynthia, à peine plus âgée que lui mais qui ne sort qu'avec des grands d'un moins sept ans. Baskin tombe sur un magicien automate, le grand Zoltar, qui pour 25 cents et à condition d'être défranché, promet d'effectuer les vœux de ceux qui croient en lui.

Le lendemain, il se réveille avec un corps de trente ans, incapable d'enfiler son petit bleu Jean de la veille. Sa mère ne le reconnaît pas et le prend pour un détraqué, ravisseur de son Joshua, disparu et pour cause. Seul Billy, après échange de signes de reconnaissance complexes et comme d'habitude, veut bien admettre l'étonnant changement de dernière minute survenu à son copain. Il aide à gagner New-York où Baskin (Tom Hanks), grâce à sa passion pour les jeux vidéo, les robots et sa profonde maîtrise de la pécotille dont les enfants sont copieusement gavés, devient conseil-

ler d'un grand fabricant de jouets et bientôt vice-président de la compagnie avec les avantages liés au poste, limousine de 10 mètres et collaborateurs amoureux.

On imagine sans peine les quiproquos et les rebondissements que l'on peut tirer de ces données de départ. Le scénario en fait pratiquement le tour, pour ne décevoir personne. Il y a des effets plutôt attendus et d'autres mieux réussis, comme cette longue promenade chez Schwarz, sur la V Avenue, l'un des plus beaux magasins de jouets du monde. La découverte par deux gamins des hôtels de la 42^e Rue n'est pas triste, non plus que la lettre que Baskin écrit à ses parents éplorés, comme s'il était vraiment enlevé.

Il est également sympathique que Joshua Baskin puisse retrouver Zoltar, le robot félinien et du coup la porte du retour vers ses douze ans. On l'envie, et Anne Spielberg a dû penser à son fameux grand frère spécialiste du moultard attendri et prêt, qui, dans son cœur, est resté lui-même un petit... Etc. Soit. C'est bien fait et un peu doucement. Il y

avait beaucoup à inventer sur les rapports d'une jeune femme amoureuse de son patron, jeune aussi, la trentaine, mais avec douze ans de psychologie et d'expérience sexuelle. Elle lui fait toutes les avances, il ne lui répond que par gloussements niais, des yeux égarés, lui propose une séance de trampoline et quand on devine qu'il est passé à la censure, ne sait ce qui lui est arrivé. Sans vouloir choquer le public enfantin ni soulever des torrents de persécution, un peu d'adultère aurait été plus convenable à cet âge. Et on est en droit de rêver à ce que Jerry Lewis, avec son mauvais goût furieux, aurait complété là.

Le moral des troupes

Sur le thème, à la fois juste et exaspérant, « Les Américains sont de grands enfants » (mais ils ne sont pas les seuls), le film de Barry Levinson, *Good morning Vietnam*, apporte un autre éclairage. A Saigon, en 1965, les troupes américaines ne sont pas au mieux de leur

forme et un nouvel animateur de radio est chargé de redonner du moral aux troupes par la voie des ondes. Adrian Cronauer (fabuleux Robin Williams) a fait ses preuves en Crète, parait-il. Il a l'air biguigne et brave quand Edward Garlick (Forest Whitaker, plus connu en peluche que dans *Bird* encore) l'accueille. Cronauer se révèle un démon verbal, un imitateur déchaîné, un impertinent absolu qui se paie la tête de tout le monde, à toute allure, entre deux rock n' roll. Ça requinque des bataillons entiers, mais dans la hiérarchie certains voient rouge. Pas tant les grands chefs que les petits, les obscurs sans humour dont il froisse les oreilles et la vanité.

L'insolence de Cronauer est réjouissante, communicative et il y a là de vrais morceaux d'anthologie sur la férocité radiophonique. L'ennui est qu'entre ces moments intenses le fil de l'intrigue est faible. Cronauer tombe amoureux d'une jolie Vietnamienne dont le joli frère est un vietcong ; les supérieurs de Cronauer sont d'une bêtise sans faille, médiocres, tout d'une pièce. Il

n'y a pas de migraine à se faire pour départager les bons et les mauvais. Quant au sens du film, ou à son sentiment caché, c'est plus trouble. A peine met-on les raisons de cette guerre en question, sinon par une chanson ironiquement intitulée *Wonderful World* qui accompagne des images de bombardement, mais ce n'est pas le plus important, le meilleur de l'affaire, à savoir la drôlerie de Cronauer, comme si ce dernier ne s'interrogeait jamais sur ce qu'il est venu faire à Saigon. Remonter le moral des masses ? Mais pour quelle guerre, quelle justice ? Croit-il qu'ils sont tous là pour le bien des Vietnamiens ; est-il encore assez aveugle ou trompeur ? On ne peut pas dire que sa cause soit des plus claires.

Peut-être est amuseur jovial, avec sa verve et sa santé, mais aussi sa courte vue sur le chemin des choses, n'est-il pas si merveilleusement « humain ». Ni, après tout, un type très humain.

MICHEL BRAUDEAU.

« A gauche en sortant de l'ascenseur » d'Edouard Molinaro

Panne d'inspiration

Pierre Richard, artiste-peintre à la mode sous le nom de Yan, est épris — ce qui n'a rien d'étonnant puisque c'est Fanny Cottencou, très jolie, très séduisante — de Florence Arnaud, bourgeoise mal mariée à Pierre Vernier, qui a des airs de Taruffe. Florence accepte, un jour, de visiter l'atelier de Yan, ce qui promet un tendre cinq à sept. Les voisins de palier, Boris (Richard Bohringer) et Eva (Emmanuelle Béart), perpétuellement en bistable, provoquent une suite d'incidents et le rendez-vous dégénère en catastrophe.

Réalisateur doué mais versatile, Molinaro compte à son actif quelques réussites de vaudevilles habilement transposés en « cinéma de Boulevard » : *Oscar, Hibernatus, l'Emmerdeur* et, côté café-théâtre, *Pour cent briques* et *un plus rien*. Ici, son inspiration légère, burlesque, est en panne. Est-ce à cause de la pibice de Gérard Lauzier, *l'Amuse-gauche*, dont la méchanceté sous-jacente l'aurait gêné ? Le film est encombré de gags qui ont traité partout, d'allusions salaces, de situations monotones, de hurlements. Molinaro s'était mieux tiré de ses deux *Cages aux folles* qui ne brillaient pourtant pas par la finesse. Ici, il n'a même pas Richard Serrault. Mais un Pierre Richard fatigué en habit vert vieillissant, Bourlinger fonce dans les tas sans se soucier de la casse. On rage enfin de voir les actrices aussi mal employées.

JACQUES SICLIER.

Le dit de Robin

« Good morning, Vietnam ». Tous les matins et pendant les treize mois qui suivent le printemps 1965, les troupes yankees levèrent le pouce et les gradés grinçèrent des dents en entendant Adrian Cronauer, disc-jockey des armées, jouer les *Mourous* sur le radio des forces armées.

« Good morning, dollars », s'est joyeusement écriée Disney-Touchstone devant la fortune que lui a rapportée en un seul week-end le film de Barry Levinson.

« Good morning, Robin », a été le cri de la critique et du public américains lorsqu'au bout de sept films — du *Monde salon* de George Roy Hill, au *Garp*, de George Roy Hill, au *Moscou sur Hudson*, de Paul Mazursky, en passant par le *Papeye*, de Robert Altman — Robin Williams trouva enfin véhicule cinématographique à sa mesure.

Le véritable Adrian Cronauer ne ressemble physiquement en rien à Robin Williams. Leurs carrières respectives diffèrent radicalement. A quarante-neuf ans, Cronauer est un « ex » de la radio et de la télé, jeune étudiant en droit à l'université de Pennsylvanie. Né à Chicago il y a trente-six ans, Robin Williams, lui, réalise le rêve secret de sa mère et verse dans le show-business après des études avancées à la prestigieuse Juilliard School de Manhattan. Son personnage d'extraterrestre dans le feuilleton *Mark et Mindy* le catapulte dans

la clique des grands dingues. Mais ça fait longtemps qu'il se propulse dans les cabarets et les clubs d'improvisation, prenant dans une certaine mesure le légendaire Lenny Bruce pour modèle : génie de l'improvisation, sans aigu de l'absurde frénétique, exceptionnellement agile vocale, il bascule de Jack Nicholson à Tina Turner le temps d'une syllabe.

Un moteur qui vrombit à cette vitesse-tà a constamment besoin de fuel. Pendant longtemps, l'alcool et la cocaine ont figuré à son menu quotidien. La mort de son ami John Belushi, survenue une demi-heure après qu'il l'eut tué, lui remet la tête en place. Il se lance dans une psychothérapie : « quelque chose comme une opération à cœur ouvert, par segments et paiements échelonnés », dit-il. Enfin, le succès de *Good Morning Vietnam* le rassure : « C'est la première fois, et il le déclare, où l'on me demande de faire ce que je fais de mieux : moi ! La caméra ne peut que suivre et filmer comme s'il s'agissait d'un document d'actualité ».

Son moi, Robin Williams ne demande néanmoins qu'à s'élargir. Après avoir fait, à la télévision, une première incursion vers le drame (*Seize The Day*, de Paul Bowllow), il jouera bientôt *En attendant Godot*, de Samuel Beckett, au Lincoln Center.

H. B.

Hanks l'improbable

La nouvelle aux Etats-Unis a fait l'effet d'une bombe. Non seulement *Rambo 3* se faisait doubler par *Crocodylle Dundee*, au box office, mais encore se faisait souffler la deuxième place par une petite comédie sans prétention, la quatrième de l'année où un enfant de treize ans se retrouve dans le corps d'un adulte. Le coup, cette fois-ci, a réussi, et grâce à *Big*, de Penny Marshall, Stallone-le-muscle s'est bel et bien fait supplanter par Hanks-la-bonne-bouille.

Tom Hanks est du genre à prendre 500 grammes rien qu'à regarder un gâteau en vitrine. Un nez en pied de marmita, des yeux d'une couleur bizarre, une chevelure à vous faire croire qu'il vient de plonger dans une prise de courant. A trente et un ans, il est devenu la vedette surprise du nouvel Hollywood, de *Splash* à *Big* en passant par le remake du *Grand Blond avec une chaussure noire*, (devenu rouge aux Etats-Unis, allez savoir pourquoi), on l'a vite comparé à Jack Lemmon, à James Stewart ou — ce qui surprend, vu son allure — à Cary Grant.

Ses débuts se déroulent sous le signe de Shakespère. Dans un feuilleton télé, il est ensuite déguisé en femme (comme Tony Curtis dans *Certains l'aiment chaud*). Sa manière ? Malin, malicieuse, maladroit, mais s'en sortant toujours avec une bonne dose de charme, sachant sa cas-

ser la figure avec humour et sans vulgarité, sa proesse est physique et subtile.

Incarné, comme dans *Big*, un gamin de treize ans qui se retrouve dans le corps d'un homme de trente (et devient vice-PDG d'une entreprise de jouets) est un joli défi à relever et à soutenir : père de famille, Tom Hanks a observé ses deux enfants plus attentivement que de coutume. Car il s'agit de retomber littéralement en enfance, mais de faire en sorte que la chute soit contrôlée. Le moindre de ses gestes, de ses mimiques, jusqu'à son incursion chez FAO Schwarz (collègue magasin de jouets de la V Avenue) et sa danse sur un clavier géant sont une épreuve éblouissante et de ce contrôle et de cette virtuosité.

Tout n'est cependant pas rose vif ou bleu ciel dans la carrière de Tom Hanks. Comme la plupart des comiques, il rêve de rôles qui aient plus de corps : les grands romantiques ou les tragédiens. La romance ne lui a guère réussi : tournée en Israël, *Love is ever young*, de Moshe Mizrahi, a fini dans le purgatoire du câble. En revanche, *Punchline*, dont il vient de terminer le tournage avec Sally Field, est une comédie noire où, dit-on, il ajouterait un nouveau parfum à sa galerie des glaces : l'acidité.

H. B.

ETUDE N° 1246

N. GRIGORIEV (1932)

BIANCA INNA

Le 14 septembre 1983

23^e FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS

PASSION SELON St-MARC de C.P.E. BACH

MESSIAEN « La Transfiguration de Notre-Seigneur Jésus-Christ »

CANTATES et ORATORIO DE NOEL G.A. HOMILIUS

Reinscriptions : (1) 48 04 98 01

Le Monde RADIO TELEVISION COMMUNICATION

مكذبا من الأصل

Culture

théâtre

MODE

Haute-couture à Séoul

L'espoir d'une médaille d'or

Le développement des classes moyennes s'accompagne toujours de l'explosion de la mode. La Corée du Sud ne fait pas exception et compte à l'occasion des Jeux olympiques.

La Corée du Sud compte prendre une place sur le marché international de la mode. M. Kim Woo Chong, président de la fédération des industriels du textile, proclame : « Séoul sera une des capitales de la mode en Asie avant la fin de ce siècle. »

ont profité ces dernières années d'un marché porteur, en pleine expansion avec l'apparition d'une classe moyenne aisée : les vêtements féminins viennent en tête des ventes des grands magasins dans lesquels, comme au Japon, prolifèrent les stands de mode.

Dans un pays où pendant des siècles la forme du vêtement féminin traditionnel (hanbok) n'a pratiquement pas varié, jouant simplement sur les harmonies de couleurs, les matériaux et les accessoires, l'introduction de la mode occidentale a constitué une sorte de révolution, rappelle M^{me} Choi Kyung Ja, présidente et fondatrice de l'Institut international de la mode, auteur d'une volumineuse histoire du costume en Corée.

Partie pour le Japon au début des années 30 dans le but d'y apprendre le piano, M^{me} Choi y découvrit la mode occidentale et revint pour ouvrir dans une petite ville non loin de Pyongyang, une école de couture et y créer les premiers modèles de style moderne. « L'époque de la copie s'achève », souligne M^{me} Choi qui forme chaque année quelques deux cents stylistes. « Nous devons tirer parti de notre patrimoine culturel et acquiescer à une vision plus panoramique », ajoute cette délicate vieille dame de soixante-dix-sept ans.

Le sens des lignes

Pour Nora Noh, très internationale dans ses conceptions mais aussi très classique (« Le chic, pour moi, c'est une élégance contenue », dit-elle), les stylistes coréens ont le sens des lignes.

Dans les années 80, les premiers stylistes coréens travaillaient pour une élite. Bénéficiaire d'une industrie textile (dont la production représente 20 % des exportations, soit 10 milliards de dollars) soustraite des grands noms de la mode internationale, les stylistes

M^{me} Lee Sincou (qui à occidentalisés son nom en Inocoo) est unanimement considérée comme l'une des plus talentueuses stylistes coréennes. Diplômée de la faculté des beaux-arts de l'université Ewha, M^{me} Lee joue sur deux registres : le style traditionnel et les formes abstraites, géométriques : « Je trouve que ces dernières stimulent l'imagination et qu'elles donnent à mon travail une dimension expérimentale, nous dit-elle, mais je me sens d'abord coréenne. » Elle excelle dans les formes amples, inspirées du style traditionnel, jouant sur les matières (comme un lin sauvage particulier à la Corée ou les tissus captonnés et surpiqués).

C'est directement à un travail sur le style traditionnel que se livre une autre styliste, M^{me} Shin Nam Sook, notamment chargée de concevoir les robes présentées au cours de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques. Cette jeune femme, qui enseigne l'histoire de l'art à l'université Yonsei, a commencé à dessiner il y a une quinzaine d'années.

« Du flair »

Affectionnant le lin ou la soie, elle travaille sur une gamme de couleurs naturelles restreinte (cinq) qui en Extrême-Orient renvoient aux éléments (arbre, terre, eau, feu), le blanc étant le symbole de la pureté. « Il est certes nécessaire de moderniser une silhouette qui n'avait pas changé pendant cinq siècles mais le style traditionnel est finalement très flexible. » Il se dégage en fait des formes du chima (la robe volumineuse et longue) et du chogori (une courte veste ajustée) une grande grâce des lignes.

D'autres stylistes, comme M^{me} An Yoon Jung ou M^{me} Lee Young Hee, travaillent le style traditionnel d'une manière plus classique.

Personnalité du monde de la couture coréenne, André Kim s'est lancé dans cette profession il y a une vingtaine d'années sans être



Un modèle de Lee, vu par Jean-Louis Wolff.

passé par une quelconque école. Il est sans doute, grâce à une habile politique de relations publiques, le styliste le plus connu. Il affectionne une fantaisie sophistiquée et une élégance un peu flamboyante qui plaît aux États-Unis. Il aime particulièrement les robes habillées et les vêtements du soir. Trônant dans un magasin d'un romantisme capiteux (les fleurs comme le téléphone, son chien ou sa voiture sont

blanc), André Kim traite sur l'aspect cosmopolite de la mode et nous dit chercher moins à s'inspirer du style traditionnel qu'à créer ce qu'il nomme un « univers de rêves et de mystère ». « Sans doute est-ce en cela que je suis oriental ».

S'il se développe en Corée un marché de la mode encore étroit pour les créateurs, la mode dans le sud a resté fortement influencée par l'étranger (notamment les États-Unis et le Japon) et procède

surtout par vagues : une ligne de vêtements en balise une autre ; le marché, donnant souvent une impression d'uniformité. La plupart des stylistes sont présents sur le marché du prêt-à-porter. D'une manière générale, ils dominent tout le processus de production (de la création à la distribution en passant par la fabrication) ; aussi n'éprouvent-ils pas le besoin de fabriquer régulièrement des collections — sinon pour des questions de prestige. Les grossistes et les boutiques ne sont pas assez forts pour imposer des choix et diffusent ce qui leur est fourni par les stylistes.

En raison des restrictions imposées aux voyages à l'étranger, la mode en Corée a longtemps été à la traîne, provinciale : une fascination pour la grille en vogue dans le petit cercle des femmes riches, un prolifique marché noir du vêtement de luxe. Cette situation est en train de changer radicalement. Et, à côté des grands noms de la mode, arrivent des stylistes qui répondent à la demande croissante d'une classe moyenne aisée venue d'horizons les plus divers : ainsi Kim Jung Ja qui vient du monde de l'enseignement. Elle a commencé sa carrière comme couturière de quartier et présente désormais chaque année des collections de style occidental classique.

Les Japonais ont mis vingt ans pour se faire leur place sur le marché international de la mode. Sans doute les stylistes coréens ont-ils encore beaucoup de chemin à parcourir pour parvenir là où les japonais étaient il y a dix ans. Les brusques mutations que connaît actuellement la Corée, l'ouverture de son marché et la confrontation directe avec les créateurs étrangers devraient cependant donner un coup de fouet à la créativité des Coréens. « Les stylistes coréens ont du flair, conclut M^{me} Nora Noh. Il faudra peut-être bientôt que les Occidentaux aient un œil sur eux. »

PHILIPPE PONS.

Communication

Le remplacement de la CNCL et le budget de l'audiovisuel

Le sénateur Cluzel en éclaircur du centre

L'élaboration du projet de loi visant au remplacement de la CNCL connaît ces jours-ci une brusque accélération. Les sept experts qui travaillent depuis deux mois sur le sujet viennent chacun de rendre leur copie. Et la synthèse élaborée au cabinet du ministre délégué à la communication, M^{me} Catherine Tasca, a été présentée mercredi 31 août par les sept « sages » au premier ministre Michel Rocard (1). Le texte, d'une vingtaine d'articles, prévoit l'instauration d'un organisme juridictionnel (et non plus administratif) comme la Haute Autorité ou la CNCL baptisée — c'est une surprise — Haut Conseil de la communication. Et c'est au Sénat, avant le débat budgétaire, qu'il reviendra d'examiner le texte après constitution d'une commission spéciale à la demande du gouvernement.

Barriate, spécialiste incontesté de l'audiovisuel, le sénateur centriste Jean Cluzel, pourfendeur inlassable des renouveau politiques dans l'audiovisuel, se dit prêt à jeter tout son poids dans la balance pour que le projet de loi sur le Haut Conseil de la communication ainsi que le prochain vote du budget de l'audiovisuel ne déclenchent pas automatiquement des tentatives d'obstruction au Parlement. Le bruit ne circule-t-il pas que les proches de l'ancien ministre de la culture et de la communication, M. François Léotard, préparent trois mille amendements pour retarder l'adoption de la réforme ?

Mais encore faut-il que les conditions soient réunies. Que le projet gouvernemental aboutisse à cet « irrevocable édit de Nantes de la télévision », qu'il appelle de ses vœux. Or, si le rapporteur du budget de l'audiovisuel au Sénat « enregistre avec intérêt l'évolution de la préparation du projet de loi - telle qu'elle lui a été décrite au cours d'un entretien avec M^{me} Tasca le 23 août dernier ; s'il apprécie que le gouvernement ait repoussé la tentation d'élaborer une réforme globale de l'audiovisuel, celle-ci ne lui suffit pas.

« La stabilité de la nouvelle instance, explique M. Cluzel, ne résultera que du consensus qui précédera sa naissance et précédera les réformes de rupture en son sein. » En juin dernier, déjà, le sénateur avait suggéré que les membres de la future instance (cinq, sept ou neuf) soient nommés d'un commun accord par le président de la République et les présidents des Assemblées parlementaires (Le Monde du 11 juin). Une idée qui, semble-t-il, n'a accompli qu'une moitié du chemin. En l'état des réflexions des sept experts et du gouvernement, le chef de l'Etat désignerait souverainement des membres, les présidents des Assemblées devant, aux « agrées », leurs choix réciproques. Impossible, dit-on dans les

milieux gouvernementaux, qu'un président de la V^e République se soumette à un tel exercice de regard.

« Raisonnement monarchique, s'insurge le sénateur Cluzel. Cela s'apparente presque à un droit de veto. Le mode de désignation fractionnée n'a-t-il pas suffisamment donné la preuve de son inefficacité pour la Haute Autorité et la CNCL ? »

Deuxième dossier test : le débat budgétaire. Tout en estimant « judicieuse » l'augmentation prévue de 6,9 % de la redevance, M. Cluzel estime indispensable que des crédits supplémentaires soient effectivement consacrés à la création audiovisuelle.

« Disons-le nettement : le service public doit bénéficier l'an prochain d'un milliard de francs de recettes supplémentaires nettes, c'est-à-dire en sus de l'inflation », estime-t-il, faute de bénéficier de ressources exceptionnelles (produit de la privatisation de TF1, excédents de redevance et de publicité) comme cette année. Un milliard impossible à réunir sans un certain déclin de la publicité sur les chaînes publiques et des financements provenant du budget de l'Etat (comme le remboursement des exonérations de redevance, par exemple). M. Cluzel a d'ores et déjà écrit, sur ce point, à M. Rocard et à l'ensemble des ministres concernés.

Reste à savoir, bien sûr, comment seront reçus l'ensemble des suggestions. M. Cluzel, lui, les soumettra à l'adoption de ses collègues de l'Union centriste le 14 septembre au Sénat, puis à ceux du groupe de l'Union du centre au Palais-Bourbon, le lendemain. L'audiovisuel deviendrait-il le test de l'ouverture ?

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) Les « sages » sont : M^{me} Danielle Delorme et Françoise Giroud, MM. Pierre Arri, Pierre Lagrange, Jean Guizot, Jean Rivere et Claude Santelli.

Après la mise en garde de la CNCL

La Cinq diffusera deux films par semaine au lieu de quatre

« La Cinq aime le cinéma et le respecte » : c'est par ce serment proféré la main sur le cœur que M. Philippe Ramon, directeur délégué de la chaîne, a répondu aux critiques de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). Cette dernière a demandé solennellement à la Cinq de modifier sa programmation de films. Sa grille de rentrée prévoyait la diffusion de quatre films par semaine en début de soirée alors que les autres chaînes se limitaient à deux. La CNCL rappelait en outre que la Cinq ne respectait pas ses quotas de films d'expression française.

Trois plaintes ont en outre été déposées contre la Cinq pour diffusion de films hors des jours et des heures prévus par décret. L'admission semble avoir eu de l'effet. M. Ramon a déclaré : « Nous sommes d'accord avec la profession pour nous limiter à deux films par semaine : nous commencerons dès octobre. » La Cinq annonce en outre la diffusion, le 19 septembre, de son télé-roman de 385 épisodes. « Voisin-voisine », coproduit par la chaîne et par Espace-Image.

« Médias change de format. — L'hebdomadaire spécialisé Médias est passé du format cahier au format grand tabloïd pour son numéro de rentrée du 2 septembre. Il s'aligne ainsi sur ses concurrents français (Stratégies, Communication et B) et ses alliés américains (Advertising Age, Variety). Spécialisé dans l'audiovisuel, la publicité et la presse, Médias a vendu 117 740 exemplaires en 1987, selon l'OJD, soit une augmentation d'environ 10 % par rapport à l'année précédente. Le journal, fondé en 1980 par M. Eudes Delaton, va détenir un hebdomadaire sur le marketing baptisé du nom de, code Cash, en janvier 1988. Il prépare d'autres produits qui adopteront ce grand format et réfléchiront toujours à un quotidien spécialisé dans les médias.

Deux ministres demandent un rapport

Les pouvoirs publics s'inquiètent de la chute des émissions scientifiques

Les ministres de la recherche et de la communication, M. Hubert Curien et M^{me} Catherine Tasca, ont confié à deux personnalités une mission qui doit aboutir, d'ici au 30 novembre, à un rapport décrivant les moyens susceptibles de remédier à la faiblesse des émissions scientifiques et technologiques à la télévision.

MM. Jean Andouze, directeur de l'Institut d'astrophysique de Paris, et Jean-Claude Carrière, scénariste et directeur de la Fondation européenne des métiers de l'image et du son (FEMIS), seront assistés pour cette mission par M^{me} Pascale Brugnot, responsable de la création à TF1.

Le constat qui motive cette mission est en effet décourageant. Le volume horaire des émissions à caractère scientifique est en baisse sur l'ensemble des trois premières chaînes françaises. Entre 1984 et 1987, il est passé de cent cinquante à quarante-neuf heures sur TF1, de cinquante-cinq à trente-cinq heures sur A 2, seule FR 3 augmente le volume de ces émissions, de six à dix-neuf heures. Triste bilan, qui ne supporte guère la comparaison avec les exemples étrangers : la BBC, par exemple, programme des émissions scientifiques régulières à des heures de grande écoute. Or, constate M. Curien, « la technologie ne peut progresser dans un pays que si elle est socialement acceptée », tâche pour laquelle la télévision semble un outil essentiel. Cette préoccupation fait écho au souci de M^{me} Tasca de relever le niveau des programmes.

Quels qu'ils soient, puisque, comme le note M. Jean-Claude Carrière, « la baisse des émissions scientifiques est parallèle à celle de la fiction française, et ce n'est pas une coïncidence ».

M.C.L.

La neuvième université d'été de la communication

M. Quilès souhaite « réorienter » la politique de câblage

CARCAIS-MAUBISSON de notre envoyé spécial

A peine a-t-il obtenu le feu vert du gouvernement pour reprendre le dossier du 2 septembre) voici que M. Paul Quilès s'attaque à un nouveau dossier. Le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace veut cette fois « réorienter » le câblage de la France. Il est vrai qu'il y a là aussi, comme pour le satellite, péril en la demeure. Lancé par un conseil des ministres en novembre 1982, le plan câble a buté successivement sur des choix technologiques sans doute prématurés, des difficultés réglementaires, puis des arbitrages économiques maladroits. — France Télécom (direction générale des télécommunications) (DGT) doit investir 25 milliards de francs au rythme de 3 milliards par an sans perspective de rentabilité, même à long terme. Les opérateurs des réseaux (Lyonnaise des eaux, Générale des eaux, Caisse des dépôts) ont eux-mêmes beaucoup investi. Sans séduire plus de quelques dizaines de milliers d'abonnés. Câblage trop lent, tarifs trop élevés, programmes peu attractifs : tout concourt à plonger ce marché dans un évident marasme.

Abonnement trop cher

Le précédent gouvernement avait « gelé » le plan câble, limitant aux cinquante-deux villes déjà engagées (5,5 millions de foyers), pour limiter les dégâts. Parallèlement, il avait ouvert le marché à la concurrence d'opérateurs privés. Mais les résultats n'ont pas été toujours attendus. M. Quilès n'a pas de solution miracle. Il n'entend pas relancer l'effort de financement public qui grève déjà les caisses de France Télécom. Il tente simplement de sortir de l'impasse économique en assouplissant les procédures.

Pour les cinquante-deux villes déjà engagées dans le câblage, il

ministre souhaite « réduire le coût de l'opération en adoptant des techniques plus simples, une ingénierie moins lourde et mieux adaptée aux sites ». Autant d'initiatives qui seront précieuses d'ici un mois et qui devraient permettre d'accélérer la mise en place des réseaux, si les exploitants privés acceptent de faire un effort de cofinancement.

Mais le fait d'avoir plus de prises à vendre n'entraînera pas, mécaniquement, une augmentation du nombre des abonnés. M. Quilès a déploré le « manque de dynamisme commercial de certains exploitants qui devraient faire d'autant plus d'efforts que le câble est aujourd'hui en concurrence avec de nombreuses chaînes hertziennes ». Le ministre estime notamment que les tarifs d'abonnement (140 F par mois en moyenne) sont trop élevés, que le financement d'un canal local hypothèque la rentabilité pour une audience médiocre et que le prix d'achat des programmes est insuffisamment négocié.

M. Quilès entend démontrer qu'une autre économie du câble est possible qui associerait des techniques moins lourdes et une meilleure action commerciale. Pour y parvenir, France Télécom pourrait être associé à des constructeurs et des exploitants privés pour câbler de nouvelles villes tests. Ce sera le cas à Roanne où l'entreprise publique va prendre 10 % dans la société Réseau câblé de France chargé de construire et d'exploiter le câble.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

« Satellites : la GFDT demande des exploitations aux ministres. — Le gouvernement ayant décidé que France Télécom serait l'actionnaire majoritaire de TDF (le Monde du 1^{er} septembre), le syndicat GFDT de la radio-télévision demande à rencontrer les deux ministres chargés du dossier, M. Quilès et M^{me} Tasca. Ils souhaitent obtenir des précisions sur cette décision, et en particulier sur le sort des personnels de TDF.

cinéma



Economie

SOMMAIRE

■ Le départ de M. Edmond Maire ne devrait pas modifier la nature profonde de la CFTD, estime M. Raymond Soubie, directeur de Liaisons sociales (lire page 21). ■ Sans abandonner sa politique de profit, Renault va développer une stratégie de reconquête du marché (lire page ci-contre). ■ Le prix du baril du pétrole poursuit sa baisse. Il s'approche de son plus bas niveau historique (lire page ci-dessous). ■ Après les grèves du printemps, la direction de Michelin invite les syndicats à la table des négociations (lire page 21). ■ La CNUCED propose aux quinze plus grands débiteurs du tiers-monde une réduction concertée de 30 % de leur dette envers les banques commerciales (lire ci-dessous).

Le rapport annuel de la CNUCED

Plaidoyer pour l'annulation de 30 % de la dette des plus importants débiteurs du tiers-monde

Dans le chapitre consacré à la dette des pays en développement, le rapport annuel de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) lance un pari dans la mare. Tirant les leçons des limites de la gestion de la dette des dernières années, les auteurs du rapport ne voient qu'une solution pour rompre le cercle vicieux du surendettement et de la stagnation : des quinze plus importants débiteurs du tiers-monde (1) : parvenir, de façon concertée, à réduire de 30 % leur dette envers les banques commerciales, une dette « privée » qui représente 300 milliards de dollars. Ce type de créances pour l'ensemble du tiers-monde totalise 500 milliards sur un endettement global de 1 200 milliards.

une hausse de 3,1 % par an du revenu par habitant. L'efficacité des capacités d'exportation ne permet pourtant pas de réduire le surendettement, même dans le cas, peu crédible, d'une multiplication par 2,5 du volume des prêts actuels.

Reste l'opération chirurgicale, l'annulation délibérée de 30 % de la dette de ces quinze pays. Un pourcentage qui n'a rien de « magique » comme il est souligné, en présentant le rapport, le secrétaire général adjoint de la CNUCED, M. Jean-Yves Berthelot. Dans ce cadre, l'investissement, au bout de cinq ans, est de 34 % supérieur au scénario de base, le revenu par habitant de 24 % et le poids de la dette dans le produit intérieur brut régressé de 17 points. Plus que ces estimations, c'est le message qui importe. Encore mal admise, même si elle est pratiquée discrètement dans certains cas, l'annulation de dette est incontournable.

taux d'intérêt ou le volume de leurs créances pour assurer une meilleure solvabilité, une plus forte croissance et, au bout du chemin, une nouvelle crédibilité des débiteurs.

Le rapport reconnaît la difficulté de ce montage. Jusqu'à présent, les gouvernements ont repoussé l'idée d'intervenir ouvertement pour aider les banques à sortir du guêpier de la dette, et seul un « changement de mentalité » des instituteurs de crédits, plus accoutumés au court terme qu'au long terme, leur ferait opter pour un gain lointain contre l'assurance de voir abandonnées les pressions actuelles en faveur de « prêts involontaires ».

Pour les nations les plus démunies, généralement africaines, le rapport se félicite des décisions prises par les dirigeants des sept principales puissances industrielles lors du sommet de Toronto, en juin dernier, mais demande qu'elles constituent véritablement une aide supplémentaire. Cette nouvelle stratégie de la dette a l'avantage de faire une

synthèse des propositions qui se sont multipliées ces derniers mois. Devenu un élément-clé du déboisement du développement, l'endettement ne saurait faire oublier deux autres dossiers d'importance pour le tiers-monde, largement couverts par le rapport : le commerce international, toujours entaché de protectionnisme, et les services — ce chapitre des négociations commerciales multilatérales du GATT (2) qui inquiète le tiers-monde mais dont la CNUCED rappelle l'importance. « Il ne s'agit pas d'une alternative à l'industrialisation mais bel et bien d'un passage obligé », comme l'a souligné M. Berthelot.

F. Cr.

(1) Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Côte-d'Ivoire, Égypte, Mexique, Maroc, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.
(2) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

BILLET

Renault à l'offensive

Le discours tenu le jeudi 1^{er} septembre par le PDG de Renault, Raymond Lévy, lors d'une convention de ses vendeurs, a surpris par son agressivité. Il s'agit d'abord de remobiliser tout le réseau commercial à l'occasion du lancement de la Renault 19 mais, au-delà, il marque un changement de ton de la Régie.

Les préoccupations de parts de marché redoublent d'importance, la rentabilité étant désormais secondaires. Il était temps.

Les résultats de la première moitié de 1988, à défaut d'être mauvais, ne permettant pas pour l'instant d'atteindre l'objectif global de 30 % de pénétration fixé par M. Lévy pour l'ensemble de l'année. Pour le premier semestre, la Régie ne représente que 29,3 % des ventes de voitures neuves dans l'Hexagone.

La fin des RS-R11, remplacées par la Renault 19, et la concurrence faite à la Renault 21 par la Peugeot 406 (qui a pris environ un point de part de marché) y sont pour beaucoup. Mais un certain relâchement du réseau, qui a renoué avec la rentabilité, n'est pas à exclure. Les ventes de juin et juillet, notamment, ont été décevantes. D'où le coup de semonce de Raymond Lévy à ses troupes pour qu'elles réalisent sur le dernier trimestre des taux de pénétration de 32 % à 34 %, afin de tenir le cap final des 30 %.

Le lancement de la Renault 19 devrait y aider. Mais la reconquête sera difficile.

Car, paradoxalement, malgré ses performances commerciales insuffisantes, Renault est « en manque de voitures ». Cette carence, dont a souffert avant elle son concurrent national Peugeot SA, est due à une série de goulets d'étranglement ponctuels au niveau des ateliers de peinture, par exemple. La réduction drastique des capacités de production et l'obsession de l'abaissement du « point mort » (niveau de production à partir duquel un constructeur gagne de l'argent), communes à tous les groupes automobiles qui ont eu à surmonter des difficultés financières en mettant en œuvre des plans de redressement sévères, en sont en partie les responsables. Tout comme les prévisions de ventes automobiles pour l'année 1988 trop prudentes parce qu'établies dans le contexte financier et monétaire perturbé de la fin de 1987. Renault travaille à « faire sauter » ces goulets d'étranglement.

Leur existence, si elle n'est pas dramatique, amène quand même à s'interroger sur ce qu'il adviendra si les performances commerciales se redressent sur la fin de l'année, comme l'espère M. Lévy. Les clients de la firme au loyauté, séduits par sa campagne de crédit attractive « zéro franc pendant un an », lancée au cours de l'été, ou conquis par le nouveau de la Renault 19, seront-ils assez patients pour attendre plus longtemps le livraison de leur véhicule flamant neuf ?

CLAIRE BLANDIN.

Une telle option est justifiée par trois scénarios. Dans le scénario de base, le processus actuel de réajustements successifs accompagnés de prêts « involontaires » des banques laisse place à une amélioration qualitative mais non quantitative de l'investissement, en chute libre dans les pays débiteurs depuis le début des années 80. L'endettement ne s'amoindrit pas, le revenu par habitant stagne, et les exportations ne progressent que de 0,8 % au cours de chacune des cinq années à venir. Plaidoyer pour une reprise des crédits envers ces pays, comme l'avait fait depuis 1985 le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, assure un meilleur taux d'investissement et

de l'intérêt bien compris de chacun. Les pays débiteurs peuvent espérer renouer avec une solide croissance contre la promesse de poursuivre une politique d'assainissement et de promotion des investissements, centrés sur l'exportation. Les banques, pour leur part, ont le choix entre une diversification et une revalorisation de leurs engagements dans ces pays. Une diversification grâce à la création d'un mécanisme financé ou garanti par les gouvernements créanciers. Une revalorisation en réduisant dans un premier temps les

l'opement régional du sud du pays.

Le régime social-démocrate au pouvoir a pourtant tout mis en œuvre pour que le protocole d'accord Shell-Petropuru soit ratifié, espérant ainsi corriger le déficit énergétique. En 1988, le Pérou a dû débourser près de 100 millions de dollars en importation de pétrole, somme qui devrait quintupler en 1993.

L'abandon de Shell obligera le gouvernement à trouver un financement extérieur, une tâche qui ne sera pas facile, puisque le Pérou est isolé de la communauté financière internationale depuis que le président Garcia a limité le remboursement de la dette à 10 % des exportations. La nationalisation de la Belco-Petroleum, et la tentative d'étatisation du système financier, sont aussi des facteurs qui peuvent effrayer d'éventuels investisseurs. Néanmoins, Pemex et Petrosbras, entreprises publiques du Mexique et du Brésil, ont annoncé qu'elles étaient prêtes à collaborer avec Petropuru pour exploiter ces ressources.

Le régime social-démocrate au pouvoir a pourtant tout mis en œuvre pour que le protocole d'accord Shell-Petropuru soit ratifié, espérant ainsi corriger le déficit énergétique. En 1988, le Pérou a dû débourser près de 100 millions de dollars en importation de pétrole, somme qui devrait quintupler en 1993.

L'abandon de Shell obligera le gouvernement à trouver un financement extérieur, une tâche qui ne sera pas facile, puisque le Pérou est isolé de la communauté financière internationale depuis que le président Garcia a limité le remboursement de la dette à 10 % des exportations. La nationalisation de la Belco-Petroleum, et la tentative d'étatisation du système financier, sont aussi des facteurs qui peuvent effrayer d'éventuels investisseurs. Néanmoins, Pemex et Petrosbras, entreprises publiques du Mexique et du Brésil, ont annoncé qu'elles étaient prêtes à collaborer avec Petropuru pour exploiter ces ressources.

NICOLE BONNET.

AGRICULTURE

Selon la FNSEA

Les stocks mondiaux sont un impératif absolu

M. Raymond Lacombe, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), a réagi, le mercredi 31 août, « une réaction organisée au niveau européen contre le trade bill américain », le projet de loi sur le commerce, que le gouvernement français avait jugé « inacceptable » et « protectionniste ». « Les Américains gardent leur leadership sur l'alimentation » et l'Europe sera « laminée » si « elle continue à être aussi timide », a déclaré M. Lacombe.

entre producteurs pour le système des quotas laitiers.

Le président de la FNSEA a, par ailleurs, qualifié le projet de budget de l'agriculture de « budget d'accompagnement destiné à éviter les difficultés plutôt qu'à donner des orientations ». Il a regretté que l'accent n'ait pas été mis sur les aides à la formation et s'est étonné de la baisse de 40 % des crédits attribués à l'aménagement rural.

Il a également rappelé que « les stocks sont un impératif absolu dans le domaine alimentaire », car la sécheresse américaine comme les inondations au Soudan prouvent que « les équilibres peuvent être rapidement rompus ». Selon M. Lacombe, les stocks mondiaux de blé ont déjà baissé de 50 %, ceux de maïs de 11 % et ceux de soja de 100 %. Cette situation doit amener à une révision de la politique de restriction de la production agricole prônée par l'ensemble des responsables dans le monde.

Pour l'anniversaire du bicentenaire de la Révolution en 1989, la direction des monnaies et médailles frappera au mois de février une pièce de 100 francs sur le thème des droits de l'homme et au mois de mars une pièce de 5 francs sur le tour Eiffel. Par ailleurs, à l'approche des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville en 1992, la direction des monnaies frappera toute une série de pièces sur le thème du sport, qui devrait également sortir à la fin de 1988.

De même, sur le plan européen, le président de la FNSEA a souhaité une réduction des stabilisateurs, ces quantités minimales garanties (QM) qui imposent une baisse des prix si les plafonds de production sont dépassés.

D'autre part, la « pénurie » de lait constatée dans certaines régions françaises s'expliquerait par la conjonction d'une baisse traditionnelle au début de l'automne et par une modification du comportement des producteurs à l'approche du paiement des 600 millions de francs de pénalités pour le dépassement de la production. « Il n'y a pas de flambée des prix », a cependant souligné la FNSEA. Elle a rappelé la nécessité de transparence et d'équité

ÉNERGIE

Shell renonce à l'exploitation d'un gisement de gaz au Pérou

LIMA de notre correspondant

Le protocole d'accord entre la Shell et le gouvernement péruvien, mis au point en mars dernier, pour l'exploitation du gisement de gaz de Camisca (représentant une réserve de 3 milliards de barils), n'a pas été entériné le 31 août. La compagnie anglo-irlandaise Shell a fait savoir qu'il lui a été impossible de réunir les 1 300 millions de dollars pour en financer l'étape initiale.

Un prétexte : Shell aurait bien voulu maintenir sa présence au Pérou, puisqu'elle a perdu près de 200 millions de dollars en huit ans dans une infructueuse recherche de pétrole, et elle souhaitait amortir cet investissement avec l'exploitation du gaz. Mais elle n'a pas voulu courir le risque d'un brusque changement de politique énergétique. Or si l'on s'en tient aux sondages, la coalition de la gauche unie a de grandes chances de prendre le pouvoir en 1990, et ses dirigeants ont fait savoir qu'ils jugeaient « inacceptable » le projet du groupe pétrolier, car il ne tient pas assez compte du déve-

veloppement régional du sud du pays.

Le régime social-démocrate au pouvoir a pourtant tout mis en œuvre pour que le protocole d'accord Shell-Petropuru soit ratifié, espérant ainsi corriger le déficit énergétique. En 1988, le Pérou a dû débourser près de 100 millions de dollars en importation de pétrole, somme qui devrait quintupler en 1993.

L'abandon de Shell obligera le gouvernement à trouver un financement extérieur, une tâche qui ne sera pas facile, puisque le Pérou est isolé de la communauté financière internationale depuis que le président Garcia a limité le remboursement de la dette à 10 % des exportations. La nationalisation de la Belco-Petroleum, et la tentative d'étatisation du système financier, sont aussi des facteurs qui peuvent effrayer d'éventuels investisseurs. Néanmoins, Pemex et Petrosbras, entreprises publiques du Mexique et du Brésil, ont annoncé qu'elles étaient prêtes à collaborer avec Petropuru pour exploiter ces ressources.

NICOLE BONNET.

BUDGET

Progression de 6,3 % pour le secrétariat d'Etat à la consommation

Le budget du secrétariat d'Etat à la consommation devrait atteindre 238 millions de francs en 1989, en progression de 6,3 % sur celui de 1988. Dans ce total n'est pas prise en compte la rémunération du personnel, assurée par le budget général du ministère de l'économie et des finances.

Les subventions aux associations de consommateurs progressent de 25 %, passent de 32 à 41 millions de francs, avec pour objectif le renforcement du mouvement consommateur en encourageant les associations à se lancer dans des actions concrètes et concertées. Le montant des subventions, qui avait diminué de 17 % en 1987 et stagné en 1988, retrouve ainsi le pas près son niveau de 1986.

Une dotation de un million de francs est destinée au moyen du Conseil de la concurrence, dont l'activité devrait être développée. Enfin, une augmentation de 15,2 % des autorisations de programmes, dans le chapitre « moyens des services » devrait permettre entre autres aux laboratoires de renouveler et de moderniser leur matériel.

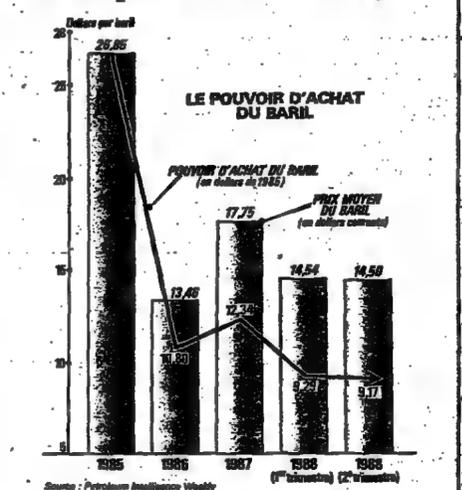
1 milliard de francs pour le crédit-formation en 1989

Le crédit-formation, destiné aux jeunes de moins de vingt-cinq ans ayant terminé leurs études sans atteindre le niveau du CAP (le Monde du 29 juillet) pourrait toucher cent mille jeunes l'an prochain, grâce à plus de 1 milliard de francs de crédits.

Dans une interview au quotidien Les Echos du 2 septembre, M. André Laiguel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, indique que « le ministre du travail dispose pour 1989 d'une réserve de 3,6 milliards de francs pour les mesures conjoncturelles ou nouvelles que le gouvernement juge nécessaires. Dans cette réserve, la crédit-formation représentera de 1 à 2 milliards, ce qui est considérable. Près de cent mille jeunes devraient en bénéficier l'an prochain ».

D'autre part, M. Laiguel estime que pour lutter contre les abus constatés sur les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) (le Monde du 17 juin), il faut qu'il y ait un quota par entreprise, soit en fonction du nombre de salariés dans l'entreprise, soit en limitant le nombre de stagiaires par secteur ».

Les prix du pétrole approchent de leur plus bas niveau historique



Les cours du pétrole ont continué de s'effriter sur les marchés internationaux, à mesure que l'OPEP devenait incontrôlable, gonfle sa production. Jeudi 1^{er} septembre, les bruts du Golfe étaient tombés à 12,70 dollars par baril, soit 27 % de moins que leurs tarifs officiels et 22 % de moins que l'an passé à la même époque, tandis que les levés matriciels traditionnellement plus chers frôlaient la barre des 15 dollars.

« On se demande pourquoi ils ne sont pas encore tombés plus bas », soulignent les opérateurs, découvrant par l'état des stocks et les premières indications données sur les « nominations » (les commandes) de septembre, lesquelles laissent prévoir un nouveau gonflement de la production et des stocks.

En valeur réelle, c'est-à-dire compte tenu de l'inflation et de la parité du dollar, le prix moyen du baril a déjà glissé depuis le début de l'année en dessous du niveau de 1986, l'année terrible du « contre-choc » pétrolier. Pour les pays producteurs, le pouvoir d'achat du pétrole est inférieur de 25 % à celui de l'an dernier, de 15 % à celui de 1986, et de 66 % à celui de 1982.

Seule consolation : les cours ne sont pas encore retombés au plus bas niveau historique de juillet 1986, lorsque, sous l'effet de la guerre des prix, les bruts du Golfe étaient brutalement passés en dessous de 5 dollars par baril. « Comme disait Calch Novati, c'est moins mal que pire », ironisait un négociant, jeudi 1^{er} septembre, notant toutefois que les prix s'approchent dangereusement de seuils critiques.

TRANSPORTS

Un concurrent soviétique pour l'Aeroflot

Non contentes de critiquer vertement le mauvais fonctionnement de la compagnie nationale Aeroflot, les autorités soviétiques ont décidé de lui donner un concurrent. L'agence Tass vient d'annoncer la naissance d'Avialat, fruit d'un accord conclu entre l'administration de l'aviation civile de Lettonie, l'une des trois républiques baltes, et la coopérative Ingénieur. On ignore encore les types d'avions utilisés, le statut des pilotes et la date du premier vol d'Avialat, mais il semble acquis que l'administration louera à Ingénieur des avions et des locaux. Celle-ci ouvrira une agence de voyages et se chargera du fonctionnement de la compagnie et du remplissage des avions. Il est prévu que l'administration reprenne la part des bénéfices, et y en a... (AFP).

Économie

SOCIAL

L'après-Maire

(Suite de la première page.)

Mais la vraie question est de savoir si une nouvelle période de l'histoire de la Confédération ne va pas s'ouvrir avec cette succession. Certes, il ne faut pas imaginer un changement brutal et profond. La vie des organisations a un rythme qui est lent. Les marges de manœuvre sont limitées. Les militants ont leurs habitudes et leurs convictions, qu'ils ne sont pas prêts de changer. Pourtant les évolutions sont inéluctables. Les deux hommes n'ont pas exactement le même style, et le départ d'un secrétaire général resté en place si longtemps entrainera sans doute en chaîne d'autres mutations. Et surtout, la place du syndicalisme n'est plus durablement consolidée dans nos pays industrialisés.

On peut analyser assez aisément ce qui, vraisemblablement dans les années à venir, restera stable et ce qui est susceptible de bouger.

La stabilité concernera d'abord la nature profonde de l'organisation. La CFDT est animée par un désir réel de comprendre, d'expliquer et de préparer la transformation de son époque. Elle est plus volontiers portée à regarder devant elle qu'au-dessus d'elle. Elle pense qu'il est de son devoir d'éclairer ses contemporains, et pas seulement les salariés, sur ce qu'ils ne veulent pas toujours voir. Elle dérange et quelquefois moralise. Elle a la foi des découvreurs mais paraît céder, de temps à autre, au vertige du verbe et de l'abstraction. Toutes ces qualités sont et seront remarquables en ces temps prosaïques dans lesquels beaucoup de nos concitoyens aspirent à vivre la France comme une petite Suisse. Elles séduisent ou intéressent, en tout cas ne laissent jamais indifférent, mais en définitive, sont peu

de nature à mobiliser comme naguère beaucoup de militants.

La défense des marginaux

A côté de ce penchant intellectuel qu'elle a toujours eu, la CFDT a compris avec le reculage, depuis maintenant dix ans, qu'un monde meilleur peut être construit ici-bas, patiemment et concrètement. Tout en restant en esprit fidèle à l'autogestion, elle s'est éloignée, et continuera de le faire, des idéologies de transformation et de rédemption du monde. Elle ne quittera pas les voies qu'elle a retrouvées de la négociation collective, aux différents niveaux où celle-ci peut se tisser. Elle restera sans doute fermement ancrée dans le camp des interlocuteurs sociaux responsables au point d'accepter des compromis.

Bref, elle continuera à balancer entre la tentation de l'analyse et de la contemplation, qui fait quelquefois penser à l'observation de Péguy sur les disciples de Kant - « les kantiens ont les mains pures mais ils n'ont pas de mains » - et le désir tenace et concret d'améliorer la vie quotidienne des salariés. Autre trait profond de l'organisation qui devrait encore se renforcer : sa générosité, au détriment quelquefois des intérêts de ses militants et de ses salariés. Elle défend et défendra les marginaux et les exclus et proposera des mesures de renforcement de la solidarité qui ne seront pas toujours appréciées par des salariés appelés à partager et à faire des sacrifices.

La stabilité de l'organisation se manifestera aussi sans doute par son éloignement sinon, du politique, du moins de la politique. Ses dirigeants ont des sympathies naturelles, mais la

CFDT, à l'inverse de ce qui s'était produit au début du programme commun, n'aura plus un comportement lié directement à un ou des partis. Non qu'elle ne souhaite pas jouer un rôle dans la démocratie. Plus qu'aucune organisation, elle prendra bien souvent position sur des sujets de société, et non comme l'annexe d'un parti. Cette petite musique souvent passionnante, quelquefois irritante, qu'elle fait entendre, elle continuera à la jouer.

Les contraintes de l'environnement

La continuité, donc, sera forte. Les principaux changements, s'ils surviennent, proviendront sans doute des contraintes de l'environnement. Depuis un peu plus de dix ans, la place du syndicalisme diminue dans la société française comme dans les autres pays industrialisés. De nombreuses preuves peuvent être données : chute des effectifs, augmentation du taux d'abstention dans les récentes consultations syndicales, perte de confiance dans l'efficacité des organisations, comme de nombreuses enquêtes d'opinion en témoignent.

Les raisons de cette situation ont été analysées suffisamment souvent pour qu'il ne soit pas besoin d'y revenir. Constatons simplement que les facteurs qui jouent contre le syndicalisme risquent de l'emporter durablement sur le sentiment naturel que devraient avoir les salariés de se regrouper pour mieux défendre leurs intérêts. Les industries traditionnelles, bastion du syndicalisme, vont continuer à décliner, et le secteur public, autre bastion, ne pas croître. Les médias seront tentés d'accorder de moins en moins de place aux leaders syndicaux, réel problème pour les futurs dirigeants des organisations.

Dans ce contexte, le seul vrai problème pour la CFDT, comme pour les autres organisations, est de relever ce défi. Son enjeu est

loin d'être facile, même si des résultats partiels laissent de temps à autre espérer que le mouvement de baisse s'enraye. FO et, dans un style différent, la CGT, font le pari qu'un soutien systématique à des revendications de tous ordres est le moyen le plus sûr. Elles espèrent que le désir naturel de progrès que d'autres souhaitent donner à l'État. Longtemps elle a donné l'analyse la plus franche et la plus juste des problèmes du syndicalisme. Elle n'a pas, à ce jour, reçu les fruits de sa sincérité, comme si de plus en plus de Français reconnaissent ses mérites, mais soit ne se syndiquent plus, soit le font à l'aveugle.

Jean Kaspar et ses amis sauront maintenir et étendre ce rôle de réflexion et d'éclairage. Ils en ont la volonté et le talent. Ils sauront aussi faire preuve d'innovation et d'imagination. Cette démarche sera certes bénéfique pour la société française, mais le sera-t-elle aussi pour le syndicat qui dirige ? Jean Kaspar, qui a un passé et une expérience reconnue de négociateur, plus encore que son prédécesseur, fera sans doute de son mieux pour inscrire dans l'action le mouvement d'idées qu'il incarne.

Mais nul ne peut garantir que ce soit la bonne voie pour préserver l'avenir du syndicalisme, pourtant si nécessaire à des défenses sociales équilibrées. La défense attentive et exclusive des intérêts professionnels de salariés est peut-être une solution moins glorieuse mais plus efficace. Mais l'honneur de la CFDT n'est-il pas d'abord de témoigner, haut et fort, pour les problèmes et les exclus de son temps ?

RAYMOND SOUBIE.

Après les grèves du printemps

La direction de Michelin invite les syndicats à négocier

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Après le printemps chaud des usines Michelin de France, et plus particulièrement des établissements phares de Clermont-Ferrand, la direction - fait rarissime - dans une lettre adressée aux syndicats, propose à ces derniers de s'asseoir autour d'une table de négociation. De surcroît, elle leur annonce que, à compter du 1^{er} septembre 1988, elle interviendra pour le personnel une augmentation qui représentera, par rapport au salaire moyen, au 31 décembre 1987, 1,3 % (soit 0,50 F de l'heure) s'ajoutant aux 3,8 % d'augmentation de la masse salariale déjà prévus pour l'année 1988.

D'autre part, en vertu d'un accord intervenu le 31 janvier 1985 (et que seuls avaient signé la CFDT, la CGC et la CFTC), la direction souhaite « ouvrir, pour les agents de fabrication - comme elles existent pour d'autres - des discussions afin de créer des catégories tenant compte de leur qualification », cela « pour permettre à chacun d'avoir un déroulement de carrière plus motivant ».

Pour la CGT, la CFDT et FO, ce sont les débrayages massifs du printemps dernier qui sont à l'origine de cette décision. Mais les mouvements de grève d'avril et de mai avaient pour seule origine une revendication salariale, les syndicats estimant que les agents de fabrication avaient perdu 10 % de leur pouvoir d'achat depuis 1982 et ne pouvaient se satisfaire de l'augmentation de 20 centimes accordée le 1^{er} avril. D'ailleurs la CGT a fait savoir jeudi, qu'elle réclamait toujours 1 500 F de plus par mois, et FO demande, quant à elle, un alignement sur les meilleurs salaires, soit 30 % de plus. De même, CGT et FO se montrent circonspects sur la proposition relative aux classifications.

La CFDT, qui en avait fait un cheval de bataille, a fait savoir que la mise en place d'une grille de classifications ne peut être dissociée d'une grille salariale, laquelle n'existe pas pour les agents de fabrication.

JEAN-PIERRE ROUGER.

EN BREF

La commission de réflexion sur le logement sera présidée par M. Bloch-Lainé. M. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement, a confié à M. Jean-Michel Bloch-Lainé, président de la Banque Worms et ancien directeur de la construction, la présidence d'une commission de réflexion sur les aides publiques au logement, qui devra remettre un rapport le 31 janvier 1989. M. Bloch-Lainé sera en outre chargé d'une mission à titre personnel par M. Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et par M. Maurice Faure, sur les orientations et les modalités possibles d'une

réforme à court terme de l'accession sociale à la propriété, dont il devra rendre compte autour du 15 octobre.

Journée d'action des fonctionnaires CGT le 27 septembre. L'union générale des fédérations de fonctionnaires CGT appelle dans un communiqué à une journée d'action dans toute la fonction publique le 27 septembre, comportant notamment des arrêts de travail, pour obtenir un salaire minimum de 5 000 francs par mois, 1 500 francs d'augmentation mensuelle des salaires et retraites et des créations d'emploi.

REPÈRES

Agriculture

M. Nallet veut que la romanée-conti reste française

Le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, a exprimé, le 1^{er} septembre, son souhait que « soit trouvée une solution française » afin de conserver le célèbre cru de Bourgogne romanée-conti dans le patrimoine national. Selon lui, l'achat envisagé par le groupe japonais Teikashinaya (qui importe des vins français au Japon) d'une partie de la société Leroy, chargée de la commercialisation de la romanée-conti et autres crus prestigieux, ne peut être pris en considération. « Le capital de la Société civile du domaine de romanée-conti appartient intégralement et à égalité à deux groupes familiaux, de Villaines et Leroy », précise un communiqué de la société le 27 août. Parmi les acheteurs potentiels pourraient figurer la banque La Hénin ou le groupe Louis-Vuitton-Moët-Hennessy.

La CEE va baisser les prix du colza

Les prix officiels du colza dans la CEE, qui avaient été fixés en juin par les ministres de l'agriculture des Douze, vont être diminués de 7,6 %. L'objectif est d'exercer une pression sur les agriculteurs pour que, à l'avenir, ils limitent leur production. Celle-ci est évaluée pour cette campagne à 5,3 millions de tonnes, alors que la quantité maximale garantie (QMG) avait été fixée, en février, à 4,5 millions de tonnes. Le dépassement atteint donc 800 000 tonnes, soit 17 % de la QMG. Pour les oléagineux, le mécanisme stabilisateur prévoit une baisse des prix de 0,45 % pour chaque point de dépassement, soit dans le cas présent 7,6 %.

Commerce extérieur

Réduction de l'excédent japonais en juillet

L'excédent de la balance des paiements courants japonais (en données non corrigées des variations saisonnières) est tombé à 6,48 milliards de dollars en juillet contre 7,28 milliards un an plus tôt, mais est cependant supérieur à celui de juin dernier (6,43 milliards de dollars) et indiqué vendredi 2 septembre à Tokyo le ministère des Finances. L'excédent commercial (non CVS) s'est élevé à 8,76 milliards en juillet contre 7,36 milliards en juin et 8,38 milliards en juillet 1987.

En données corrigées des variations saisonnières, l'excédent courant s'est élevé à 4,95 milliards de dollars en juillet 1988 contre 5,23 milliards en juin 1988 et 6,31 milliards en juillet 1987.

Etats-Unis

Baisse de la productivité...

La productivité dans le secteur non agricole a baissé de 1,4 % au second trimestre aux Etats-Unis, la baisse la plus importante depuis celle enregistrée au troisième trimestre 1986, a indiqué jeudi 1^{er} août le département du travail à Washington. D'après les chiffres révisés (une première estimation avait évalué à 1,7 % la chute de la productivité américaine), l'industrie américaine a produit 5,2 % de plus de biens et services mais a dû pour cela travailler 6,6 % de plus en termes d'heures.

... et des salaires moyens annuels

Le transfert aux Etats-Unis des emplois industriels vers les services s'est accompagné d'une baisse importante des salaires moyens, indique une étude préparée pour la commission économique conjointe du Congrès et rendue publique jeudi 1^{er} septembre, à Washington. Dans les industries comme la sidérurgie, la construction mécanique, la machine-outil et la chimie, les rémunérations moyennes atteignent 32 387 dollars par an, soit un peu moins de 2 millions de francs par an, soit sept ans de moins que les postes de travail se sont largement développés dans les services, surtout dans la restauration, où les salaires moyens ne dépassent pas 21 983 dollars par an. (AFP.)

(Publicité)
NORD-SUD : L'ÉNERGIE À L'HORIZON 2001
Jacques Fontaine, P-DG de Gaz de France, Philippe De Latour, délégué général du Centre géopolitique de l'énergie et des autres premiers, et Georges Vendryes, conseiller du président du CEA, définissent les enjeux énergétiques de demain.
Dans le numéro de septembre d'Arables.
en kiosques et en librairies
78, rue Jouffroy, 75017 Paris
Tel. : 46.22.34.14

Depuis huit ans, "Médias" est un grand journal.
Le 1^{er} septembre, "Médias" devient un **GRAND journal**

Août 1980 : naissance de "Médias", le premier magazine de la communication. Avril 1985 : "Médias" choisit de devenir hebdo. Septembre 1988 : "Médias" continue de grandir et adopte le format tabloïd. Celui de "Libération", du "Monde Informatique" et, surtout, celui d'"Advertising Age", le leader mondial

de la presse publicitaire. Avec son nouveau format, "Médias" valorise ses photos exclusives et multiple ses atouts : richesse et diversité de l'information, confort de lecture et rapidité de consultation. Grand hebdo tabloïd, "Médias" couvre, avec énergie, les événements de la publicité, du marketing et des médias.

MÉDIAS

Offre d'abonnement à moitié prix (économie 330 F)

Oui, je m'abonne à l'hebdo "Médias" pour 20 numéros, au prix spécial de 330 F au lieu de 660 F (20 x 33 F). Je réalise donc une économie de 330 F.

Nom, prénom _____
Adresse personnelle professionnelle _____
Code postal _____ Tél. _____
Fonction _____
Nom de votre société _____
Activité de votre société _____

Renvoyer ce bon d'abonnement rempli, sous enveloppe affranchie, sans oublier d'y joindre votre règlement de 330 F à : "Médias", Service Abonnements, 55, rue d'Amsterdam, 75008 Paris.

Une facture justificative ainsi que le premier numéro de votre abonnement vous parviendront sous 15 jours.

مكذبا من الأصل

Marchés financiers

L'installation de banques à l'étranger

La Réserve fédérale autorise trois établissements à se développer aux Etats-Unis

La Réserve fédérale - la banque centrale américaine chargée notamment de la surveillance du système bancaire - a autorisé trois banques étrangères (une japonaise, une sud-coréenne et une espagnole) à avoir des activités aux Etats-Unis ou à les étendre, a-t-on appris, le jeudi 1er septembre, à Washington.

Enfin, la banque centrale américaine a donné son feu vert à la demande de la première banque espagnole, la Banco Bilbao-Vizcaya, de posséder une filiale à Porto-Rico, la Banco Comercial de Mayaguez.

Arrivée en masse des « japonaises » à Francfort

Trois banques japonaises, la Sumitomo Bank, la Fuji Bank et la Mitsubishi Bank vont prendre pied en Allemagne de l'Ouest en vue de l'intégration européenne de 1993, ont annoncé leurs responsables.

La Sumitomo Bank va établir cette semaine une filiale à Francfort, détenue à 100 %, de manière à développer diverses activités, dont la souscription de des obligations en deutschemark. La Fuji Bank et la Mitsubishi Bank prévoient de mettre en place des filiales de même type en octobre.

Pernod-Ricard détient 2,8 % d'Irish Distillers

Le groupe français Pernod-Ricard a indiqué le 1er septembre qu'il détenait 2,8 % du capital de la firme irlandaise de Whiskey Irish Distillers, se refusant cependant à commenter la nouvelle (nos dernières éditions du 2 septembre). La semaine dernière, le leader mondial des spiritueux avait affirmé détenir une participation, alors inférieure à 1 %, dans Irish Distillers, qui fait par ailleurs l'objet d'une OPA du groupe britannique Grand Metropolitan.

Lafarge Corp. convoité par des actionnaires américains

Un groupe d'actionnaires américains de Lafarge Corp., filiale aux Etats-Unis du cimentier français Lafarge-Coppée, a offert, le 1er septembre, 30 dollars par action Lafarge Corp., qui se traite actuellement autour de 17 dollars. Ces actionnaires ont manifesté leur intention d'acheter à Lafarge-Coppée sa participation de 58 % dans Lafarge Corp. Leur but est, semble-t-il, de relever par cette opération la valeur du titre, qu'ils jugent sous-évalué.

Carnaud numéro deux en RFA. - Le fabricant d'emballage métallique Carnaud vient de prendre une participation majoritaire dans la firme allemande Zichner, qui réalise 850 millions de chiffre d'affaires. Avec cette opération, Carnaud, qui était déjà présent outre-Rhin à travers ses deux filiales Eurocan et Ker-

plast, devient le numéro deux de l'emballage métallique en RFA, juste derrière son concurrent Schmalbach. En trois ans, le groupe français a racheté ou pris le contrôle de vingt-trois sociétés et s'estime, désormais, le deuxième fabricant d'emballage en Europe, derrière le suédois Tetra Pak.

NEW-YORK, 1er septembre

Vif repli

La résistance de la Bourse américaine n'eura pas duré longtemps. La baisse a repris jeudi dès l'ouverture. Elle s'est poursuivie durant toute la séance en s'accroissant au point de pousser le Dow Jones en dessous de la barre des 2 000.

Le marché s'est toutefois légèrement rressorti et a réussi à regagner un peu du terrain perdu. A la clôture, l'indice des industrielles s'établissait tout de même à 2 002,31 (29,24 points), marquant ainsi une baisse de 1,44 %. Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur 1 941 valeurs traitées, 1 073 se sont repliées, 374 ont monté et 494 n'ont pas varié. D'ensemble, la cotation d'une hausse des taux d'intérêt a empoisonné l'atmosphère autour du « Big Board ». Certains craignent que le signal se vienne du Japon dont la Banque centrale pourrait bien être obligée de relever le taux d'escompte pour défendre le yen. Mais il pourrait tout aussi bien être donné aux Etats-Unis même, si les spéculations sur l'emprunt, dont la publication est attendue ce vendredi, ne répondent pas aux espoirs. L'activité s'est encore un peu accrue avec 144,09 millions de titres échangés contre 130,48 millions la veille.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 1er sept., Cours du 2 sept. Lists various stocks like AIG, A.T.T., Boeing, etc.

LONDRES, 1er septembre

Nouveau recul

La chute de Wall Street dès son ouverture jeudi a encore provoqué un nouvel accès de pessimisme à la Bourse de Londres, qui était déjà traumatisée par le plongeon de la Bourse de Tokyo quelques heures auparavant.

Encore et toujours c'est la crainte d'une nouvelle hausse généralisée des taux d'intérêt qui a pesé sur un marché où personne n'ose s'aventurer.

Vendredi, les opérateurs ont eu de nouvelles données en ce qui concerne les chiffres de chômage aux Etats-Unis en août. L'indice Footsie des valeurs a abandonné 23 points à 1 730,5 soit une baisse de 1,3 %. Les valeurs de la distribution ont fortement reculé après l'annonce du retrait de l'australien Goodman Fielder de Rank Hovis. A l'électronique, Racal s'est affaibli. Cadbury Schweppes a guère profité de l'annonce de résultats encourageants. Hausse des pétroliers.

PARIS, 1er septembre

Repli

Triste temps, triste Bourse. Le marché parisien, qui ne s'était pas trop mal tenu ces derniers jours, a eu, jeudi, un petit accès de faiblesse. La matinée s'est ouverte sous le signe de l'effacement (- 0,28 %). L'après-midi suivit, avec un léger repli des cours.

Dans l'après-midi, l'indicateur instantané de tendance s'établissait à 0,7 % environ au-dessous de son niveau précédent. Sur le parquet, les professionnels s'envoyaient ferme. Tous se plaignant du manque d'affaires. La veille, le volume des transactions sur les valeurs françaises avait tout juste atteint 592 millions de francs. « Une misère », soupire un ancien agent de change. Le mot, il est vrai, est international. Partout, tant à New-York qu'à Tokyo, les échanges sont au plus bas. Partout également les investisseurs s'interrogent sur les intentions japonaises en matière de taux. Apparemment les autorités monétaires du pays du Soleil Levant ne veulent rien tenter pour enrayer la baisse du yen vis-à-vis du dollar.

D'autre part, tout le monde attend avec impatience la publication vendredi à Washington des dernières statistiques sur le chômage aux Etats-Unis. Le niveau de l'emploi revêt une importance décisive pour la monnaie et les finances, non pas à cause de la misère qu'il dénonce, mais du rythme de l'expansion qu'il soutient. Beaucoup souhaitent, pour le moins, qu'il se stabilise. Cela atténuerait la menace de surchauffe tant redoutée pour ses effets sur les taux.

Le calme est revenu sur Parir (moins de 8 000 titres échangés), très recherché la veille (63 678 titres).

Pernod-Ricard annonce détenir 2,8 % du capital d'Irish Distillers.

D'après un rumeur, Castel Plus s'intéresserait à Parthé-Marconi.

TOKYO, 2 sept.

Modeste reprise

Le Kabuto-Cho s'est un peu ressaisi à la veille du week-end. L'indice a rebondi de 27 points en dessous de la barre des 2 000 points après une chute de 431,69 points, l'indice Nikkei a regagné la moitié du terrain perdu.

La déclaration du ministre des finances, M. Kiichi Miyazawa, excluait toute hausse des taux d'intérêt, a, semble-t-il, un peu rassuré la communauté financière. Tout le monde attend le chiffre du chômage américain et comme les trois jours de chômage à New-York (célébration du Labor Day lundi) s'annoncent à l'arrière plan, la reprise des initiatives, l'activité a été relativement faible avec 500 millions de titres échangés.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 1er sept., Cours du 2 sept. Lists stocks like Aboi, Cagayan, etc.

FAITS ET RESULTATS

Le Club Sportif des Wagons-Lits. - Le Club Sportif des Wagons-Lits (CSWL) derrière la Caisse des Dépôts et Consignations (36,2 %) et Bruxelles-Lambert (16,5 %) et Relaco (9,6 %), a vendu à ces partenaires les 4,6 % du capital qu'il détenait depuis trois ans. M. Gilbert Trigano, PDG du Club, n'est pas parvenu à incliner dans le sens d'une synergie de leurs entreprises de tourisme, la politique de M. Antoine Vall, administrateur délégué des Wagons-Lits.

31 décembre 1988 et de une action pour une obligation à compter du 1er janvier 1989. Cet emprunt, d'une durée de huit ans et trois mois, sera remboursé en trois tranches égales le 1er janvier des années 1995, 1996 et 1997 au prix de 825 F par obligation. Par cette émission, le groupe Dumez souhaite renforcer ses capitaux permanents pour poursuivre la politique actuelle de développement et désire d'autre part élargir son implantation dans le secteur de la distribution, en particulier en Amérique du Nord.

Netwest sollicite son introduction à la Bourse de Tokyo. - Le National Westminster (Netwest), première des grandes banques de dépôt britanniques va être introduite prochainement à la Bourse de Tokyo. Netwest se propose d'émettre 20 millions de titres ordinaires représentant 2,6 % du capital émis au total. L'imposition de Netwest à Tokyo est conditionnée à l'approbation du ministre japonais des finances. L'émission des titres devrait avoir lieu début octobre, et le début des transactions vers la fin de ce même mois. La banque britannique avait déjà renoncé à la fin 1987 à son introduction à Tokyo Stock Exchange en raison de la crise boursière de l'autunno.

Volvo : résultats trimestriels affectés par une grève. - Le groupe Volvo (automobiles, poids lourds, autobus) a enregistré un bénéfice net de 3,803 milliards de couronnes (autant de francs français) au cours du premier semestre de cette année, soit une baisse de 11,4 % par rapport à la même période de 1987. Cette diminution des résultats serait due principalement à son grève de plusieurs semaines dans l'industrie suédoise au premier trimestre, qui aurait coûté à Volvo 1,1 milliard de couronnes. Le bénéfice dégagé au premier trimestre s'est établi à 1,4 milliard de couronnes, soit une chute de 41,5 % par rapport à la période correspondante de 1987. En revanche, le deuxième trimestre de cette année a constitué le « meilleur résultat trimestriel » jamais réalisé par Volvo avec un solde de 2,4 milliards de couronnes. Le chiffre d'affaires consolidé de Volvo (automobiles, poids lourds, autocars, moteurs d'avions et de bateaux, outillage, produits alimentaires et autres secteurs diversifiés) a progressé au total de 3 % au premier semestre, totalisant 45,759 milliards de couronnes contre 44,352 pour la période correspondante de 1987.

PARIS:

Second marché (sélection)

Table with 3 columns: Valeurs, Cours préc., Dernier cours. Lists various financial instruments like A.S.P., Amal & Associés, etc.

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 1er septembre 1988

Table with 4 columns: Valeurs, Prix, Options d'achat, Options de vente. Includes sub-tables for Notionnel 10 % and MATIF.

INDICES

Table with 2 columns: CHANGES, BOURSES. Lists exchange rates and stock indices for Paris, Frankfurt, Tokyo, etc.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

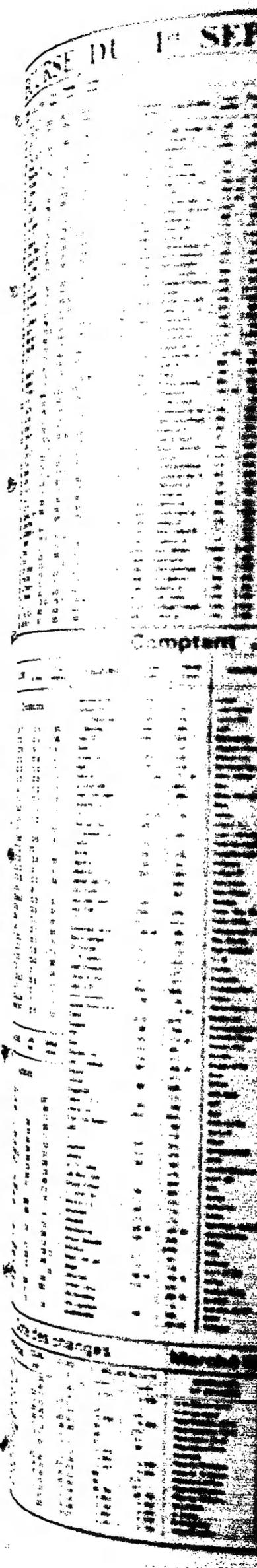
Table with 4 columns: Cours du jour, Un mois, Deux mois, Six mois. Lists interbank exchange rates for various currencies.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with 4 columns: SEUL, DM, F.B., F.S., L., E. Lists interest rates for various European currencies.

VIENT DE PARAITRE A L'ANEP L'ANNUAIRE DES ENTREPRISES ALGERIENNES. 4.300 entreprises publiques et privées présentées pour la première fois dans un document unique.

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330



Le Monde

Table with 7 columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, TÉLÉMATIQUE. Lists various news items and their page numbers.

50 000 francs pour un bébé
François Leviestre, le chômeur rouennais qui avait, l'hiver dernier, annoncé son intention de donner, faute de pouvoir l'élever, l'enfant qu'attendait sa compagne, a annoncé que le bébé venait d'être « cédé » à un industriel ouest-allemand contre 50 000 F.

NAMIBIE
Deux morts dans un attentat à Windhoek
Au moins deux personnes ont été tuées et treize gravement blessées par l'explosion d'une bombe qui a dévasté, jeudi 1er septembre, dans la soirée, un grand hôtel du centre de Windhoek, la capitale de la Namibie.

Les discussions sino-soviétiques sur le Cambodge à Pékin
Un nouveau climat de « compréhension mutuelle »
PÉKIN
de notre correspondant
Les conversations sino-soviétiques sur le Cambodge se sont achevées le jeudi 1er septembre à Pékin sur un résultat tangible: pour la première fois, les deux grands rivaux socialistes ont montré qu'ils étaient en mesure de se parler et, surtout, de se comprendre.

Les disparitions de Mourmelon
Le ministre de la défense admet l'hypothèse d'une affaire criminelle
Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a demandé au garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, d'examiner la possibilité de faire annuler les condamnations pour désertion prononcées contre les disparus de Mourmelon (Marne), annonce le ministre de la défense.

YOUUGOSLAVIE
Inflation: + 100 % depuis le début de l'année
Les prix de détail ont augmenté de 14,7 % au cours du mois d'août en Yougoslavie, portant l'inflation à 98,8 % depuis le début de l'année, a indiqué, jeudi 1er septembre, l'Office fédéral des statistiques.

Le voyage en Asie de M. Jean-François Deniau
La solution du problème cambodgien passe par le renforcement de la résistance non communiste sur le terrain
nous déclare l'ancien ministre du commerce extérieur
Jusqu'à présent, tout projet de solution au drame cambodgien a buté sur la place à accorder aux Khmers rouges. Les Vietnamiens et leurs protégés de Phnom-Penh ne veulent guère en entendre parler; les Chinois continuent de faire de leur présence dans une coalition à quatre une condition sine qua non.

BOURSE DE PARIS
Matinée du 2 septembre
Effritement
Le mouvement de baisse se ralentit vendredi matin. Bien secoué la veille, le marché résiste mieux mais s'effrite encore un peu. A 11 heures, l'indiceur instantané enregistré un léger repli de 0,34 % (après 0,49 % à l'ouverture).

M. Pierre Bérégovoy invité du Grand Jury RTL-Le Monde
Le grand jury RTL-Le Monde reprend le rythme hebdomadaire de ses émissions en recevant le dimanche 4 septembre, de 18 h 15 à 19 h 30, M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget.

Le numéro du « Monde » daté 2 septembre 1988 a été tiré à 516 955 exemplaires
Spécialiste du convertisseur
Marets buffet, inox ou polyther Grand-choix.
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
37, Av. de la République 75011 PARIS tel 43.57.46.35 Métro PARENTIER

TAPIS PERSANS
FAITS MAIN exceptionnellement soldés à
30% 50%
et à
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8^e)

(Publicité)
Pantalons DOUBLES, POUR HOMME en flanelle 189 F !...
Le même prix depuis 4 ans ! 697 F la veste cachemire et laine; 698 F (en baisse) la veste Harris Tweed; à partir de 990 F la costume Darnel. Parce que les Entrepôts du Marais vendent en direct les créations Guy d'Arbert vous avez ces prix et la qualité. (Rayon spécial: grands et forts jusqu'à 62). Métro Saint-Sébastien-Froissart, 3, rue du Pont-aux-Choux. De 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL
La cote des peintres.
Les annonces des collectionneurs: de la peinture aux objets de collection.
Le magazine: les expositions, les galeries, les ventes.
36.15 LEMONDE
Code ARTLINE

9% SUR VOITURES NEUVES TOUTES MARQUES
FINANCEMENT 100% - LIVRAISON RAPIDE
Après des concessionnaires français
CENTRA-K (1) 60.09.55.55
14, av. de la Grande-Armée - 75017 Paris
34, av. Charles-de-Gaulle - 91380 Chilly

ALAI
LA PH...
SCANDALE DE...
Grand Jury
PATRICE DE BEER.